

ALGÉRIE-PAYS BAS

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique du Premier ministre des Pays-Bas

P. 24

PÉTROLE

Le SG de l'OPEP salue le rôle de l'Algérie en faveur de l'Organisation

P. 7

COMMÉMORATION DES MASSACRES DU 17 OCTOBRE 1961

Recours de la France coloniale à la mystification afin d'oblitérer les événements du 17 octobre 1961 (chercheurs)

P. 3

TENUE DU SOMMET ARABE LE 1^{ER} NOVEMBRE

Prolongement logique des principes de la Déclaration du 1^{er} novembre 1954

Le choix par l'Algérie d'abriter le Sommet arabe le 1er novembre, date du déclenchement de la Révolution de libération nationale, est hautement symbolique, car s'inscrivant dans le prolongement de ses principes en faveur de l'unité arabe et du droit des peuples opprimés à l'autodétermination. Dans le prolongement logique des principes énoncés dans la Déclaration du 1er novembre 1954, l'Algérie a choisi d'abriter le Sommet arabe un 1er novembre, car cette date symbolise les valeurs de lutte commune et rappelle à la mémoire le soutien arabe à la Révolution algérienne. Selon les observateurs, cette forte symbolique engagera les dirigeants arabes à prendre les décisions qui s'imposent pour promouvoir l'action arabe commune en vue de relever les défis qui se posent aux niveaux local, régional et international.

P. 24



EDUCATION

La distribution des copies des livres scolaires dans les écoles, une mesure "déterminante" pour alléger le poids du cartable (Belaabed)

P. 3

JUSTICE

Près de 78.000 recours devant la Cour suprême lors de l'année judiciaire écoulée (Premier président)

P. 8

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Suppression de l'étude de bioéquivalence pour l'homologation (ministre)

P. 10

SANTÉ

GASTRO-ENTERITE

Comment protéger bébé ?

Pp 12-13

FOOTBALL

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (2^E TOUR PRÉLIMINAIRE ADDITIONNEL)

L'USMA affrontera les Sud-Africains de Cap Town City FC

P. 21



FIBRE OPTIQUE EN ALGÉRIE

Le nombre des abonnés a quintuplé ces trois dernières années (ministère)

P. 17

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Offres Idoom 4G LTE : des volumes internet allant jusqu'à 1 Téraoctets

P. 17

EXPLOSION D'UN IMMEUBLE À BOUFARIK (BLIDA)

**Sept personnes
brulées au troisième
degré**



Sept (07) personnes ont été brulées au troisième degré, dont trois dans "un état critique" dans l'explosion d'un immeuble due à une fuite de gaz mardi matin à Boufarik (Blida), a-t-on appris auprès de la Protection civile.

Le bilan de cet explosion fait état de 7 personnes brulées, dont trois cas "graves", en situation "très critique" qui ont été évacués vers l'hôpital de Boufarik.

RELIZANE Coupeure d'eau dans 11 communes (ADE)



Onze communes de la wilaya de Relizane enregistrent lundi une coupure dans l'approvisionnement en eau potable suite à une panne dans la conduite de pompage, a-t-on appris auprès de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

Cette suspension de l'alimentation en eau potable a touché les communes de Oued R'HIU, Ouled Yaïche, Zemmoura, Mendes, Oued Slam, Dar Benabdellah, Sidi Lazreg, Beni Derguen, Oued Djema, Lahlaf et El Hassi, suite à une panne dans la conduite principale de 800 mm de diamètre, du barrage de "Gargar" à Oued R'hiou, selon la même source.

RENTREÉ PROFESSIONNELLE À TOUGGOURT

**1.400 postes
de formation pour
les bénéficiaires de
l'allocation chômage**



Au total 1.400 postes de formation ont été retenus au profit des bénéficiaires de l'allocation chômage au titre de la rentrée de la formation professionnelle (session d'octobre) dans la wilaya de Touggourt, a-t-on appris lundi des responsables du secteur.

Pas moins de 30 spécialités, dans 19 filières de formation de courtes durées, ont également été accordées dans huit (8) établissements formation à la satisfaction des citoyens, âgés entre 35 ans et 40 ans notamment, leur permettant de s'armer en métiers qualitatifs en vue de s'insérer dans la vie professionnelle, selon les explications fournies par les services du secteur.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ 671 véhicules volés récupérés et 559 arrêtés individus depuis début 2022



Les services spécialisés de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) ont procédé, durant la période allant du 1 janvier au 30 septembre 2022, à la récupération de 671 véhicules volés et à l'arrestation de 559 mis en cause, a indiqué lundi un communiqué des services de Sûreté nationale.

Après parachèvement des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant les juridictions compétentes, selon la même source.

TIARET Caravane de solidarité au profit des personnes touchées par les inondations de Nadhora et Kasr Chellala

Une caravane de solidarité a été lancée, lundi depuis la ville de Tiaret, transportant des aides alimentaires et des médicaments aux personnes touchées par les inondations dernièrement dans les communes de Nadhora et Kasr Chellala (Tiaret), a-t-on appris du directeur du commerce, Mohamed Benidi.

La même responsable a indiqué que cette caravane est composée d'une dizaine de camions transportant des produits de consommation dont le sucre, le lait, la semoule, l'huile et autres, en plus d'importantes quantités de couvertures, de produits pharmaceutiques et de médicaments.

AIN DEFLA Le taux de couverture en gaz naturel est de 68,80 %

Le taux de couverture en gaz naturel dans la wilaya d'Ain Defla a atteint 68,80 % le 30 juin dernier, avec un total de 131.664 foyers raccordés, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de l'Industrie.

Elle a ajouté que les travaux pour raccorder les deux communes restantes, notamment Belaas et El Maine, situées au sud-ouest de la wilaya, sont en cours de réalisation, indiquant que la mise en service des postes de distribution (DP) est prévue le 1 novembre pour Belaas et la fin du même mois pour El Maine.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 29 morts et 1196 blessés en une semaine

Vingt-neuf (29) personnes ont trouvé la mort et 1196 autres ont été blessées dans 1003 accidents de la circulation survenus à travers le pays entre le 9 et le 15 octobre, indique mardi un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tipaza avec 4 morts et 27 blessés dans 4 accidents de la circulation.

Durant la même période, les unités d'intervention de la Protection civile ont éteint 904 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (248 incendies), Tizi-Ouzou (48) et Skikda (47), ajoute la même source.

EXPLOSION D'UN VÉHICULE À EL MENEAA

**Un décès, 9 blessés
et des maisons
endommagées**



Une personne est décédée, neuf autres ont été blessées et une dizaine de maisons endommagées suite à l'explosion d'une voiture roulant au gaz de pétrole liquéfié (GPL) survenu lundi en fin de journée dans le quartier dit "Hofrat El Abbes" de la ville d'El Meneaa, a-t-on appris auprès de la Direction de la Protection civile de la wilaya d'El Meneaa.

L'explosion du réservoir de GPL d'une voiture, devant un garage du quartier, spécialisé dans les réparations, a fait selon un bilan provisoire un mort, une femme ensevelie sous les décombres de sa maison près du lieu de la déflagration et neuf blessés dont trois souffrants de graves brûlures et évacués par les services de la Protection civile vers l'hôpital spécialisé des brûlés à Douera (Alger), a indiqué à l'APS le Commandant Nasreddine Kaddaoui.

Le ministre de la Santé au chevet des blessés hospitalisés au CHU de Douéra

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a rendu visite, mardi, aux personnes blessées suite à l'explosion d'un véhicule roulant au gaz de pétrole liquéfié (GPL) à El Ménéa, hospitalisées au centre hospitalo-universitaire (CHU) de Douéra (Alger).

Le ministre s'est enquis de l'état de santé des blessés de l'explosion survenue lundi à El Ménéa.

Sur place, M. Saihi a instruit d'assurer une prise en charge urgente aux blessés, souhaitant prompt rétablissement à tous les malades.

BOUIRA Un spéculateur condamné à 10 ans de prison ferme



L'affaire remonte au 7 octobre lorsque les services de la Gendarmerie nationale ont saisi à El Khabouzia une quantité de 100 quintaux de farine transportée à bord d'un camion conduit par individu répondant aux initiales (D.A.), rappelé le tribunal d'Ain Bessam dans un communiqué.

Selon la même source, le propriétaire de cette marchandise a avoué que la quantité saisie était destinée à approvisionner sa boulangerie en farine à El Hachimia (Sud-Ouest de Bouira), mais l'enquête a révélé que le mis en cause avait changé la destination du produit pour le revendre à une autre personne (Z.M) en profitant de la crise de pénurie qu'a connue ce produit dernièrement.

COMMÉMORATION DES MASSACRES DU 17 OCTOBRE 1961

Recours de la France coloniale à la mystification afin d'oblitérer les événements du 17 octobre 1961 (chercheurs)

Les forces coloniales françaises ont commis non seulement des massacres contre les immigrés algériens à Paris (France) le 17 octobre 1961, mais encore recouru à "la mystification pour oblitérer les faits historiques" douloureux en dissimulant les témoignages et documents qui démontrent les crimes d'Etat contre l'humanité, ont affirmé lundi des moudjahidine et enseignants chercheurs en histoire de la wilaya de Constantine.

"La France coloniale ne s'est pas contentée de perpétrer des massacres cruels commis contre les membres de la communauté algérienne lors des manifestations pacifiques dénonçant le couvre-feu discriminatoire décrété à leur encontre par le préfet de police de l'époque Maurice Papon, mais a recouru aussi à l'oblitération des faits historiques en voilant toutes les enquêtes déclenchées et en exerçant un black-out médiatique après avoir empêché les journalistes de se rendre dans les centres de détention des Algériens", a déclaré à l'APS l'enseignant-chercheur en histoire (université des sciences islamiques L'Emir Abdelkader de Constantine), Aziz Haddad, à l'occasion de la commémoration du 61e anniversaire de la Journée nationale de l'émigration (17 octobre de chaque année).

Mais, a-t-il ajouté, "en dépit des efforts du colonisateur, ces événements ont été largement repris par des intellectuels, des professionnels des médias et des journalistes libres en France, tels que Jean-Paul Sartre et Louis Aragon, qui ont apporté leurs témoignages sur ces sanglantes manifestations et la cruauté du colonialisme français et ses pratiques imprescriptibles". "La Seine charriait pendant plusieurs semaines des cadavres algériens".

C'est l'image que gardait à l'esprit l'écrivaine et militante française Monique Hervo et qu'elle avait souvent raconté", a souligné M. Haddad. De son côté, Mohamed Oudjartini, enseignant-chercheur en histoire dans la même université, a confirmé que "plusieurs personnalités médiatiques, littéraires et historiques ont démontré

leur maturité intellectuelle concernant les questions de libération, tel que l'historien John-Luc Einaudi, qui a décrit la manifestation pacifique des Algériens et leur fierté pour leur identité, manifestation réprimée brutalement, ajoutant que "Maurice Papon a porté plainte en 1991 contre cet historien et lui a demandé indemnités, avec la complicité des autorités françaises et ce, dans le but de contre-carrier toute tentative de révélation des faits historiques".

La dissimulation des preuves des massacres du 17 octobre 1961 à Paris se poursuit à ce jour en raison de la non-reconnaissance de ces massacres par la France, alors même qu'il s'agit de crimes d'Etat contre l'humanité documentés par de nombreux historiens, chercheurs et même des membres de l'armée ou de la police française qui ont assisté à cette nuit tragique, notamment Gérard Monate (ancien responsable du Syndicat général de la police de France) et Pierre François (ancien policier), qui ont dénoncé les tentatives de la France de dissimuler ses crimes et son prétexte que les massacres ont été commis en réponse à l'assassinat de quelques policiers français.

Pour sa part, le Moudjahid Noureddine Bellara a révélé que "les conséquences de ces événements étaient lourdes pour l'armée française présente en Algérie en raison du déroulement de ces manifestations à Paris" car, a-t-il dit, "c'était le signe de l'expansion du militantisme des Algériens qui ont établi une base politique révolutionnaire en France en guise de VIIème Wilaya historique".

Les Algériens, a souligné M. Bellara, "se distinguaient des autres



peuples par leur capacité à transférer leur Révolution dans le pays du colonisateur, ce qui a contribué à affaiblir le prestige de l'armée française et amené les responsables

de l'armée de l'occupant à renoncer aux négociations".

Le Moudjahid Mahmoud Bourbouna, secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des Moudjah-

hidine (ONM) à Constantine, a évoqué "le rôle des immigrés algériens qui ont donné de la force à la Révolution au travers leur soutien financier, leur engagement et l'application des instructions du Front de libération nationale (FLN)". Il a considéré que le débat entre l'Algérie et la France est d'ordre "mémoire" et que la commémoration de ces événements "est un rappel et une consolidation des principes de la Révolution de libération nationale et des luttes du peuple algérien", notant que les manifestations du 17 octobre 1961 dans la capitale française ont constitué une "étape importante dans l'histoire de la Révolution armée qui a permis de dévoiler au monde le vrai visage du colonialisme français".

L'association "Lumières" commémore les massacres du 17 octobre 1961

Un programme de commémoration de la Journée nationale de l'émigration qui marque le 61e anniversaire des massacres du 17 octobre 1961, a été organisé, lundi à Alger, par l'association culturelle "Lumières". Organisée près du siège de l'association "Lumières", à la salle mythique de cinéma, "Afrique", cette journée s'est ouverte par la tenue, à 11h00 précise (horaire de recueillement commémoratif unifié à l'échelle nationale), d'une minute de silence, à la mémoire des martyrs des massacres du 17 octobre 1961, suivie de la diffusion de l'Hymne national. Intervenant lors d'une conférence sur le thème de cette journée historique, le comédien Abdelhamid Rabia est revenu sur la genèse de ces massacres et crimes odieux perpétrés contre des manifestants algériens pacifiques, par la police parisienne sous les ordres du préfet d'alors, Maurice Papon. Après un court débat avec l'assistance, un documentaire sur le "Caravane du cinéma révolutionnaire" conduite en 2012 par une délégation d'une dizaine d'artistes avec l'objectif de présenter à Paris une grande exposition-photos et plus de 25 films sur la guerre de libération nationale, et réalisé par Ammar Rabia, a été projeté. Parmi les grande figures du cinéma algérien présentes à cette journée de commémoration, le réalisateur Ghaouli Bendeddouche, Hassen Benzerari, Bahia Rachedi, Amel Himer et Fouad Bentaleb. La Journée portes ouvertes en commémoration du 61e anniversaire des massacres du 17 octobre 1961, a pris fin avec la projection du long métrage documentaire de Jacques Panijel, "Octobre à Paris". En célébrations du 68e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération, l'association prévoit une exposition de photographies et d'affiches, ainsi que deux projections quotidiennes de films, en lien avec l'histoire de la lutte armée pour le recouvrement de l'indépendance, jusqu'au 1 novembre à la salle "Afrique", a annoncé le président de cette association, Ammar Rabia.

EDUCATION

La distribution des copies des livres scolaires dans les écoles, une mesure "déterminante" pour alléger le poids du cartable (Belaabed)

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a affirmé lundi à Alger que l'opération de distribution des copies des livres scolaires dans les écoles primaires était une mesure "déterminante" pour alléger le poids du cartable et préserver la santé des élèves. Dans une déclaration à la presse au terme d'une réunion avec les associations des parents d'élèves, suite à la fourniture des copies des livres scolaires dans les écoles primaires, M. Belaabed a précisé que cette mesure était "déterminante" pour alléger le poids du cartable au profit des élèves de la 3e, 4e et 5e année du cycle primaire, et préserver leur santé.

Le ministre a mis en avant, à l'occasion, le rôle primordial du partenaire social, notamment les organisations des parents d'élèves, pour mener cette opération à bien, les appelant à adhérer à "cette noble démarche" qui vise essentiellement à préserver la santé des élèves. Après avoir rappelé les mesures prises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'allègement du poids du cartable scolaire, dont la distribution de tablettes élec-

troniques dans les établissements scolaires et la publication des copies du livre scolaire, le premier responsable du secteur a fait savoir que "le manuel numérique sera exploité dans les jours à venir".

Dans un communiqué rendu public dimanche, le ministère de l'Education nationale avait annoncé la distribution, à partir de ce lundi, des copies des manuels scolaires dans tous les établissements primaires à travers tout le territoire national de l'Education nationale, au profit des élèves de la 3e, 4e et 5e année, en vue d'alléger le poids du cartable scolaire. L'opération de distribution de ces copies profitera à trois (3) millions d'élèves, souligne le communiqué qui précise qu'il s'agit de "fournir des copies conformes aux livres scolaires réservés aux élèves de la 3e, 4e et 5e année du cycle primaire soit huit (8) titres pour chaque élève de 3e année, huit (8) titres pour chaque élève de 4e année et neuf (9) titres pour chaque élève de 5e année primaire".

Ces copies sont la propriété des écoles et seront utilisées en classe par les élèves des niveaux concernés, ajoute la même source.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

Projets de traduction de publications sur la guerre de libération en langue amazighe

Le secrétaire général du Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a annoncé lundi à El Bayadh que son instance œuvre à accompagner les chercheurs et les historiens à concrétiser des projets de traduction vers la langue amazighe de témoignages et de publications sur la lutte contre le colonisateur français et la glorieuse guerre de libération nationale.

En marge d'une rencontre avec des notables de la région de Boussemghoune et des représentants d'associations locales concernées par le patrimoine culturel et historique amazigh, M. Assad a indiqué que le projet en cours de réalisation, qui comprend la traduction de cinq mémoires historiques contenant des lectures, des analyses, des documents et des archives de la Mémoire historique, le parcours de moudjahidine et des événements lors de la glorieuse guerre de libération nationale, s'inscrit dans le cadre des activités immortalisant le soixantenaire de l'indépendance et concrétisant l'accord conclu entre la HCA et le ministère des Moudjahidine et des Ayant-droits.

La commission de lecture chargé e d'évaluer les textes proposés à la publication, composée de spécialistes et d'universitaires du HCA, tient à encourager la traduction des publications d'histoire de l'Algérie et d'autres domaines scientifiques vers Tamazighet en fournissant des outils

d'expression, de terminologie et de concepts, dans le cadre d'accords conclus entre le HCA et les maisons d'édition, selon le même responsable.

La région de Boussemghoune (wilaya d'El Bayadh) sera le point de départ d'un projet scientifique, académique et historique d'inventaire du patrimoine narratif de la littérature amazighe dans la région du Sud-ouest avec la variante locale "Tabaldit" ou "Tachlehit", ont annoncé les responsables du HCA lors de cette rencontre. Le projet vise la contribution des habitants de la région à l'enrichissement de la base de données du "Tachlehit" avec l'organisation de sorties de terrain par des chercheurs pour inventorier et collecter les données de cet énoncé linguistique oral et les noms de sites géographiques et tout ce qui est patrimoine littéraire oral dans les Ksour et l'oasis de Boussemghoune.

Les interventions des représentants des associations, lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence des autorités locales de la daïra de Boussemghoune, ont porté sur la nécessité de soutenir les efforts liés à la mise en valeur du patrimoine matériel et immatériel amazigh de la région, en le préservant de la disparition et en le valorisant. La rencontre s'est conclue par l'affirmation par les participants de la mise en place prochainement d'un conseil scientifique de la langue Amazighe

en variété locale dans la commune de Boussemghoune, dont la mission est de collecter le vocabulaire du "Tachlehit" et de la réhabilitation du patrimoine de la région, en coordination avec les cheikhs de la région pour collecter le patrimoine matériel et immatériel et avec le suivi du HCA et l'implication d'associations intéressées par les affaires culturelles et touristiques dans la valorisation du patrimoine amazigh de la région. Lors de sa rencontre avec des responsables de la direction de l'Education à l'école "Aïcha Oum El-Moumine" de la commune de Boussemghoune, Si El-Hachemi Assad, qui s'est engagé à soutenir cette école avec des cours à contenu numérique pour la langue amazighe, a évoqué la proposition du HCA d'organiser une journée d'évaluation avec la participation de différentes directions de l'Education à travers le pays sur la langue amazighe dans le système éducatif national. Les autorités de la daïra de Boussemghoune, accompagnées de la famille révolutionnaire et de la délégation du HCA, avaient observé auparavant une minute de silence à la mémoire des martyrs des massacres du 17 octobre 1961, lors d'une cérémonie de levée du drapeau national au cimetière des martyrs, en plus de la participation à la rentrée de la formation au centre de formation professionnelle et d'apprentissage "Hamou Djabouli" de Boussemghoune.

ALGÉRIE - JORDANIE La ministre de la Culture et des Arts reçoit l'ambassadeur jordanien

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a reçu, lundi au siège de son département, l'ambassadeur du Royaume Hachémite de Jordanie en Algérie, Chaker Attallah El Amouch, avec lequel elle a passé en revue les relations solides privilégiées liant les deux pays, indique un communiqué du ministère.

Exprimant le souci de l'Algérie de promouvoir les relations bilatérales à la hauteur d'une coopération avantageuse notamment en matière de culture et des arts, Mme Mouloudji a examiné avec le diplomate "la proposition de mise en place d'un protocole d'entente culturelle et d'un programme d'échange dans les domaines artistique, théâtral et cinématographique", outre la possibilité "d'organiser une semaine culturelle" entre les deux pays aussi bien à Alger qu'à Amman. De son côté, l'ambassadeur s'est félicité du niveau des relations entre les deux pays, saluant, par la même, le rôle de l'Algérie à l'échelle régionale, et estimant que le prochain Sommet arabe à Alger sera "un Sommet rassembleur", note la même source.

Le diplomate jordanien a remis, par ailleurs, une invitation du Roi de Jordanie à la ministre de la Culture et des Arts pour assister à la cérémonie de réhabilitation du site archéologique "Al-Maghtas", inscrit en 2015 par l'Unesco, patrimoine mondial, a conclu le communiqué.

JEUNESSE Rencontre nationale pour la promulgation d'une loi relative à l'organisation de l'action jeunesse (Sebgag)

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezzak Sebgag, a annoncé, l'organisation prochaine d'une rencontre nationale pour la promulgation d'une loi relative à l'organisation de l'action jeunesse. S'exprimant sur les ondes de la Radio de Tamanrasset, M. Sebgag a fait savoir que cette rencontre nationale, prévue avant la fin du mois de novembre prochain, réunira des acteurs concernés par l'action jeunesse, notamment les laboratoires, les universités, les organisations et les associations de jeunes, qui se pencheront sur la promulgation d'une loi relative aux jeunes visant à organiser l'action jeunesse.

Après avoir souligné l'intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune aux jeunes en veillant à ce que tous les moyens nécessaires soient mis à leur disposition, le ministre a rappelé la création du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) qui reflète la vision du président de la République pour l'accompagnement des jeunes.

Le sport c'est avant tout des valeurs, a-t-il dit ajoutant qu'il sera procédé au parachèvement du processus de moralisation du sport et à l'application de la loi. Il a appelé à ce propos toutes les fédérations sportives à respecter la loi.

Le ministre a annoncé, par ailleurs, la distribution de bus pour les wilayas du sud afin de permettre aux équipes sportives de se déplacer pour participer aux différentes compétitions nationales et régionales. Au début de sa visite sectorielle, le ministre de la Jeunesse et des sports, accompagné des autorités locales, a donné le coup d'envoi de l'année professionnelle, session octobre 2022, annonçant, à cette occasion, la création d'une fédération algérienne de la formation professionnelle. M. Sebgag poursuivra sa visite mardi et procédera à l'inauguration de structures sportives et de jeunesse dans la commune de Tazrouk (140km à l'est de Tamanrasset).

ALGÉRIE - TUNISIE M^{me} Mouloudji reçoit l'ambassadeur de la République tunisienne à Alger

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a reçu lundi au siège de son département ministériel, l'ambassadeur de la République tunisienne en Algérie, M. Ramdhane Elfayedh, avec lequel elle a évoqué les voies et moyens de développer le partenariat et la coopération entre l'Algérie et la Tunisie dans les domaines culturels et artistiques, indique un communiqué du ministère. Rappelant les relations "privilégiées" entre les deux pays, les deux parties ont convenu de la nécessité de relancer le programme exécutif de coopération culturelle 2022-2023, signé par les ministères des deux pays le 15 décembre 2021, dont la mise en œuvre a accusé un retard en raison de la pandémie

APN Installation du groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Slovénie"

Le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté, Salim Merah a présidé, lundi, l'installation du groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Slovénie" qui a pour objectif de "consolider le rapprochement entre les deux pays", a indiqué un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Dans son allocution, M. Merah a souligné que l'installation de ce groupe parlementaire est un "événement important dans la consolidation des relations bilatérales, étant un outil pour le développement de la diplomatie parlementaire et un moyen de rapprochement et de renforcement des relations d'amitié entre les deux pays".

Dans ce cadre, il a salué l'ouverture de la voie aux parlements pour "consacrer l'amitié et l'entente entre les communautés, et partant intégrer la dimension humaine et culturelle dans les efforts de rapprochement et de coopération, au service de la coexistence pacifique et de la sécurité mondiale".

A l'occasion de la Journée nationale de l'émigration commémorant le 61e anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961, M. Merah a appelé tout tes les commissions d'amitié à soutenir la communauté algérienne à l'étranger, qualifiant cette dernière de "partie intégrante du peuple algérien".

Dans son allocution, l'ambassadeur de la République de Slovénie en Algérie, Robert Krmelj a qualifié de "bonnes" les relations d'amitié entre l'Algérie et la Slovénie qui, a-t-il dit, ont été "confortées par les relations historiques éta-



blies entre les deux pays, notamment lors des consultations politiques tenues en marge des travaux de la 77e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU. M. Krmelj a souligné, dans ce cadre, l'importance de la diplomatie parlementaire en termes de promotion de la coopération et de la coordination bilatérales étant un élément à même de renforcer la confiance et l'amitié entre les deux pays". Le diplomate a affirmé la disponibilité de son pays à coopérer avec l'Algérie, particulièrement sur le double plan économique et technologique, relevant que ce groupe parlementaire "traduira la profondeur des relations bilatérales". Intervenant à l'occasion, le représentant du ministère des Affaires

étrangères, M. Hadjar Amar a affirmé que l'installation du groupe d'amitié "Algérie-Slovénie" qui coïncide avec le 30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays dénote la volonté et l'engagement des dirigeants des deux pays à renforcer les relations d'amitié et de coopération dans les différents domaines".

Pour M. Hadjar, les consultations politiques entre les deux pays reflètent "les relations étroites qui se sont soldées par la signature d'une convention de coopération économique et la création d'une commission mixte".

Le représentant des AE s'est dit confiant quant à "la coopération parlementaire qui ouvrira de nouvelles perspectives aux relations écono-

mique notamment dans les domaines du tourisme, de l'industrie numérique, de l'intelligence artificielle, de l'énergie et de la production de l'hydrogène vert".

De son côté, la députée Maria Amraoui qui s'est vue attribuer la présidence du groupe a mis en avant "la convergence de vues entre les deux pays sur nombreuses questions régionales et internationales d'intérêt commun", insistant sur "l'importance de relancer le partenariat bilatéral gagnant-gagnant en termes de gestion des eaux, des forêts, de l'agriculture, de l'environnement, des nouvelles technologies et de l'énergie renouvelable".

Mme Amraoui a fait constater, dans ce sens, "la détermination des membres du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Slovénie à œuvrer sans relâche pour ouvrir de nouvelles perspectives à la coopération bilatérale sur tous les plans".

A rappeler que la cérémonie d'installation du groupe qui s'est déroulée en présence du vice-président de l'APN, Lansari Ghali a vu la nomination de MM Kbirita Mohamed et Mohamed Bouchmal Hicham aux postes de vice-président du groupe et de M Abderrahmane Kadri, comme rapporteur du groupe.

MOUDJAHIDINE M. Rebiga rend visite au moudjahid Youcef Khatib

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, a rendu visite lundi, au moudjahid Youcef Khatib, commandant de la wilaya IV historique, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette visite intervient à la veille du lancement du film historique sur le chahid Ahmed Bougara, dit "Si M'hamed", commandant de la wilaya IV historique, dans la commune de Ouled Bouachraa (wilaya de Médéa), lieu de la dernière bataille historique livrée par ce héros, le 5 mai 1959, selon le communiqué. Au

domicile de Youcef Khatib, le ministre des Moudjahidine, qui était accompagné du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Cherfa, a précisé que cette visite "vient sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui accorde un grand intérêt aux symboles et aux dirigeants de la Révolution encore vivants, aux moudjahidine et aux veuves de chouhada".

Le moudjahid Youcef Khatib a exprimé sa gratitude au Président

Tebboune pour "l'intérêt particulier qu'il accorde aux moudjahidine, aux ayants-droit et à tout ce qui se rapporte à notre histoire nationale", souhaitant la réussite du film sur le chahid Ahmed ed Bougara.

Après avoir rappelé les hauts faits du grand chef militaire Ahmed Bougara et les batailles qu'il dirigea dans la wilaya IV historique, Youcef Khatib a appelé la jeunesse algérienne à "s'inspirer de ce héros connu pour sa sagesse, son génie militaire et sa modestie".

SÉCURITÉ SOCIALE L'École supérieure de la sécurité sociale baptisée du nom du moudjahid révolu Mohamed Salah Mentouri

L'École supérieure de la Sécurité sociale a été baptisée, lundi à l'occasion de la journée nationale de la migration

marquant le 61e anniversaire des massacres du 17 octobre 1961 à Paris, du nom du moudjahid défunt, Mohamed Salah

Mentouri. La cérémonie a été supervisée par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et celui des Moudjahidine et des Ayants-droit, respectivement MM. Youcef Cherfa et Laïd Rebiga, en présence de membres du gouvernement, de responsables dans des instances nationales et de membres de la famille du défunt. Donner le nom de l'ancien ministre du Travail et des Affaires sociales, et ancien président du Conseil national économique et social (CNES), c'est reconnaître ses efforts lors de la Glorieuse guerre de libération mais également durant le processus d'édification post-indépendance, a affirmé M. Cherfa à

cette occasion. De son côté, M. Rebiga a indiqué que cet édifice scientifique qui porte désormais le nom du défunt Mentouri maintiendrait vivace dans les mémoires cette icône qui "a accompli son rôle durant la guerre de libération et au lendemain de l'indépendance", rappelant son parcours "riche de travail assidu au service de sa patrie que les générations se remémoreront et en feront même un modèle à suivre".

Durant la cérémonie, la famille du défunt a été distinguée et a salué cette initiative qui se veut une reconnaissance et une considération à juste titre à l'égard du défunt.

EL-TARF Nouveau centre de formation dans la commune frontalière Ain Kerma

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi a présidé, mardi à El-Tarf, la mise en service d'un nouveau centre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Senani Ammar dans la commune frontalière Ain Kerma (40 km au sud est du chef lieu de la wilaya), d'une capacité de 250 places pédagogiques.

La mise en service de cette structure qui coïncide avec la rentrée de la formation professionnelle (session octobre 2022) vient renforcer le réseau des établissements de formation de la wilaya d'El-Tarf et permettra aux citoyens de bénéficier d'une formation ou d'un apprentissage dans cette région frontalière, selon les explications données au ministre lors de sa visite dans cette wilaya.

Cet établissement de formation compte 3 spécialités sur l'élevage des bétails, l'installation des équipements de l'hydraulique, et l'arboriculture.

Le ministre a insisté sur la nécessité d'améliorer le niveau de la formation professionnelle et de créer de nouvelles spécialités au profit des jeunes désirant bénéficier d'une formation selon les besoins du marché du travail et les spécificités locales.

Dans la commune d'El-Kala, le ministre a mis



l'accent dans une déclaration à la presse sur l'importance "de sensibiliser les jeunes à rejoindre les centres de formation et de les encourager à choisir l'artisanat et les petits métiers", appelant les médias locaux à contribuer à la promotion des artisans et des petits métiers, notamment ceux demandés au marché du travail local (secteurs du tourisme et de l'agriculture en particulier).

Selon M. Merabi, il est désormais impératif d'adapter toutes les spé-

cialités aux besoins du marché local de l'emploi, insistant sur la "formation" de travailleurs professionnels dans les domaines de dessalement de l'eau de mer et de l'énergie solaire outre les autres domaines technologiques en vue d'atteindre le développement escompté.

Dans la commune de Bouhadjar, le ministre a fait état d'un million de bénéficiaires, au niveau national, de l'allocation de chômage sans qualification qui seront formés par

les établissements du secteur dans des spécialités de courte durée afin de les doter des compétences nécessaires pour se lancer dans le monde professionnel.

La rentrée professionnelle pour la session d'octobre 2022 dans la wilaya d'El-Tarf a été marquée par l'ouverture de 5,633 nouveaux postes pédagogiques dans tous les modes de formation disponibles (formation diplômante et formation de qualification).

Le secteur dispose de 18 établissements de formation dont 3 instituts nationaux spécialisés dans la formation professionnelle d'une capacité de 6.000 postes pédagogiques.

Le ministre a achevé sa visite en se rendant, avec le wali d'El Taref Harfouche Ben Arar au zoo Brabtia à El-Kala pour participer à une opération de reboisement symbolique sur ce site ravagé par les incendies en aout dernier.

RENTREE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE À ALGER Le wali préside l'ouverture de l'année à El Harrach

Le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi a présidé, lundi, l'ouverture de l'année de la formation professionnelle 2022/2023 à Alger, depuis le Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) spécialisé dans les métiers du Bâtiment Travaux Publics (BTP) "Chahid Belkacem Hassayan" à El Harrach.

A ce titre, M. Rabehi a mis en avant l'intérêt accordé par les hautes autorités du pays à la formation et à l'enseignement professionnels et les efforts consentis afin de relancer le secteur, "eu égard à son rôle dans la réalisation d'une économie intégrée".

Il a relevé, par la même occasion, l'importance de "créer de nouvelles spécialités et de mettre à jour les programmes pour répondre aux exigences du marché du travail, notamment en termes d'usage de technologies de pointe pour les sessions de formation à distance ou encore dans l'échange d'expériences et d'expertises lors des divers événements organisés à l'échelle internationale".

Le wali d'Alger a, également, cité les nombreuses opportunités offertes par la formation professionnelle aux jeunes en leur permettant d'accéder au marché du travail et de l'emploi et d'investir dans différents secteurs.

M. Rabehi a présidé, par la suite, la cérémonie de signature de conventions de coopération entre la direction de la formation professionnelle et d'apprentissage d'Alger et différentes entreprises à l'instar de Saïdal, Biopharm et Cosider. La première convention concerne l'intégration de nouvelles spécialités, à savoir : technicien supérieur (TS) en plomberie, en électricité et en froid industriel, laquelle entrera en vigueur à compter de février prochain, et la seconde convention concerne les spécialités demandées par Cosider. Des contrats de recrutement au profit de 110 stagiaires ont également été signés avec les groupes Saïdal et Biopharm ainsi qu'une convention conclue avec un bureau d'études spécialisé dans la restauration du bâti ancien.

A 11h, le wali a observé une minute de silence à la mémoire des martyrs des massacres du 17 octobre 1961, en présence des autorités locales de la commune d'El Harrach.

M. Rabehi a ensuite visité les différents stands d'une exposition ayant réuni des entreprises nationales publiques et privées spécialisées dans la formation professionnelle, où il a reçu des explications sur les diverses spécialités dispensées.

TIPASA 132 décisions d'affectation de foncier industriel annulées

Quelque 132 décisions d'affectation de foncier industriel à Tipasa ont été annulées depuis novembre 2021 à ce jour, dans le cadre de l'assainissement du foncier industriel ce qui a permis la récupération de 37 ha, a révélé, lundi, le wali de Tipasa.

"La commission de wilaya chargée de l'assainissement du foncier industriel a décidé l'annulation de 132 décisions d'affectation avec récupération des lots destinés à l'investissement industriel, pour non concrétisation des projets pour lesquels ce foncier a été attribué", a indiqué le wali Aboubakr Seddik Boucetta dans une déclaration à l'APS, en marge du coup d'envoi des

travaux d'aménagement de trois micro-zones industrielles. A noter que lors de sa dernière réunion, la même commission avait annulé 27 décisions d'affectation de foncier industriel pour non concrétisation des projets d'investissement escomptés. Cela a permis de récupérer plus de 75.000 M2 de foncier industriel qui sera réorienté pour un investissement "sérieux et productif", selon les propos du wali de Tipasa. Il a affirmé que la priorité sera accordée, en matière d'affectation du foncier industriel, aux "promoteurs de petites entreprises bénéficiaires des dispositifs de soutien et ayant prouvé leur efficacité sur le terrain". Selon les explica-

tions fournies sur place, les trois micro-zones d'activités lancées en travaux comptent 45 lots de terrain.

La première, est implantée à Khemisti et s'étend sur une superficie de 19,135 M2 et compte 29 lots, tandis que les deux autres, d'une superficie totale de 11,970 M2 se trouvent à Chaaibia et sont réparties en 16 lots.

La wilaya de Tipasa œuvre à la mise en application d'une feuille de route portant création de micro-zones d'activités, à travers des différentes daires, en vue d'encourager les jeunes "productifs et créatifs" à contribuer à la relance du développement économique, a ajouté le wali.

OUARGLA Une capacité de production d'électricité de 1.800 MVA à l'horizon 2030

La wilaya d'Ouargla aura une capacité de production d'électricité de 1.800 MVA (mégavolt-ampère) à l'horizon 2030, affirmé lundi le Président directeur-général (P-dg) du Groupe Sonelgaz, Mourad Adjal.

S'exprimant lors d'une rencontre organisée au siège de la wilaya en marge d'une visite de terrain, M.

Adjal a indiqué que "l'ensemble des projets retenus en faveur de la wilaya d'Ouargla, au fil des dernières années, permettront de renforcer la production d'électricité et atteindre une puissance de 1.800 MVA à l'horizon 2030".

"La production de l'électricité à Ouargla connaîtra une augmentation, passant de 723 MVA à 1.800 MVA à l'horizon 2030, a-t-il souli-

gné. Parmi ces installations, figurent la réalisation de trois nouvelles stations de 60-30 kilovolts pour alimenter le quartier Saïd-Otha (commune d'Ouargla), la commune d'Ain El-Beïda, ainsi que la zone industrielle de Hassi-Benabdallah, a-t-il détaillé. Pour l'énergie renouvelable, M. Adjal a fait savoir que la wilaya d'Ouargla a bénéficié également de nouveaux projets totalisant une capacité de production estimée à 800 mégawatts (MGW).

Il s'agit, entre autres, de stations solaires photovoltaïques projetées à El-Beïda, Bamendi, El-Borma (périphérie d'Ouargla) et Hassi-Messaoud, a-t-il poursuivi.

Concernant l'électrification des périmètres agricoles, le même responsable

estime que le programme avance d'une cadence "appréciable", précisant que plus de 400 exploitations agricoles seront raccordées au réseau d'ici la fin 2022, signalant, par ailleurs, que "l'opération de raccordement des zones d'ombre en énergie électrique est achevée totalement".

Une amélioration "notable" en matière d'alimentation en électricité et en gaz naturel a été enregistrée, ces dernières années, à Ouargla, sachant que le taux de couverture en matière d'alimentation en énergie électrique a dépassé les 98 %, alors que celle de gaz naturel est de 85 %, a-t-il relevé.

Lors d'une de cette rencontre qui s'est déroulée en présence des autorités et cadres de la wilaya, M. Adjal,

qui répondait aux questions relatives aux raisons du retard de réalisation de l'école de formation en électricité et gaz à Ouargla, a précisé que "le Groupe Sonelgaz est capable de lancer ce projet dans le premier trimestre de l'année prochaine, et ce après avoir bénéficié d'une structure appropriée, pour abriter cet établissement de formation qui se ra le deuxième du genre dans la région, avec celui prévu à Ghardaia.

Et d'ajouter que des démarches sont entreprises par la Sonelgaz, en coordination avec les parties concernées afin de réaliser d'autres opérations portant notamment sur l'alimentation des régions de Frane (commune de N'goussa) et El-Borma en gaz naturel.

CONSTANTINE Ouverture de la 5^{ème} édition du salon Bati-expo 2022

La 5^{ème} édition du salon international dédiée aux secteurs de l'immobilier, du bâtiment et des travaux publics, Bati-expo Constantine 2022, s'est ouverte lundi à la grande salle Ahmed-Bey de Constantine.

Le salon regroupe 122 exposants entre sociétés nationales et étrangères activant dans les secteurs de l'immobilier, du bâtiment et des travaux publics dont des fabricants de matériaux de construction, de rond à béton, de plomberie, de peinture, de portes et fenêtres et de mobiliers d'intérieur en plus des promoteurs, des banques et des sociétés d'assurance.

Les stands du salon qui se tiennent à l'intérieur de tentes géantes dressées sur la place attenante à la salle Ahmed-Bey présentent matériaux, équipements et engins modernes du bâtiment, des travaux publics et de l'électricité produits par des sociétés nationales qui répondent aux besoins du marché local et s'orientent vers l'exportation dans le cadre de la stratégie de diversification de l'économie.

Cette édition qui se poursuit du 17 au 20 octobre a connu une hausse de 20 % du nombre des participants et offre une opportunité de promotion des divers produits destinés aux secteurs du bâtiment et des travaux publics dans l'Est algérien ainsi que de partenariat entre les différents acteurs, a indiqué à l'APS le commissaire du salon, Ahmed Henich.

Il a également relevé que "l'adoption du nouveau code de l'investissement par l'Etat a permis d'inciter les investisseurs à concrétiser leurs projets et conclure des partenariats locaux et internationaux pour bénéficier des facilités accordées par le président de la République Abdelmadjid Tebboune aux opérateurs économiques".

De son côté, Ayoub Ouellabi, Président directeur général (P-dg) de la société mixte Hydo engins, spécialisée dans la fabrication de pièces de rechange pour pompes des divers gros engins, a déclaré que "le salon est une occasion propice pour présenter le produit local et de nouer des relations d'affaires avec des entreprises économiques locales et étrangères".

Pour le même opérateur, le salon est aussi "un espace de rencontre et d'échange entre les professionnels de ces secteurs et de conclusion d'accords de partenariat et de jumelage".

Le salon est organisé avec le concours de la chambre du commerce et de l'industrie de Constantine, de la confédération nationale du patronat citoyen et de la confédération des industriels et investisseurs de la Mitidja sous l'égide du wali de Constantine.

PÉTROLE

Le SG de l'OPEP salue le rôle de l'Algérie en faveur de l'Organisation

Le Secrétaire général (SG) de l'Organisation des pays exportateurs de Pétrole (OPEP), M. Haitham Al Ghais a salué, dimanche au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le rôle et les efforts de l'Algérie en faveur de l'Organisation.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience, M. Al Ghais a indiqué être "très honoré de rencontrer le président de la République pour la première fois. Nous avons écouté les orientations et recommandations de son Excellence le Président Tebboune concernant le travail de l'Organisation et l'unification de sa position, ainsi que l'impératif soutien à la décision collective et le rôle de l'Algérie en son sein".

"L'Algérie a joué un rôle historique, même dans le dernier accord dont le premier jalon a été l'accord conclu à Alger en septembre 2016", a-t-il ajouté.

"J'ai adressé mes remerciements au président de la République ainsi qu'à l'équipe algérienne avec laquelle nous collaborons au sein de l'OPEP, pour le rôle de l'Algérie en faveur de toutes les actions de l'Organisation", a fait savoir le SG



de l'OPEP, indiquant avoir écouté les "conseils du président de la République concernant le devenir des marchés énergétiques et l'importance de préserver l'unité de l'équipe et de prendre des décisions collectives au service de l'Organisation, des marchés pétroliers, mais avant tout au service des consommateurs, des Etats producteurs de pétrole et, partant, de l'économie mondiale

en générale". L'audience s'est déroulée au siège de la Présidence de la République, en présence du Directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Abdelaziz Khellaf et du ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab.

Le SG de l'OPEP effectuée, depuis samedi, une visite de travail de trois jours en Algérie.

MARCHÉ DE LA POMME DE TERRE

Commercialisation de 100.000 quintaux à 60 Da/Kg à compter de la semaine prochaine

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural procédera, à compter du 23 octobre et jusqu'à la fin de l'année en cours, au déstockage, lors d'une première phase, de 100.000 quintaux de pommes de terre destinées à la consommation, à un prix ne dépassant pas 60

Da/Kg, indique dimanche un communiqué du ministère.

La commercialisation de la pomme de terre, qui s'inscrit dans le cadre du nouveau système de régulation des produits agricoles de large consommation, mené en coordination avec le ministère du Commerce et de la

Promotion des exportations, sera effectuée "au niveau de plusieurs points de vente à l'échelle nationale relevant des Offices et établissements économiques publics sous tutelle, en plus d'autres points de vente mis sous l'autorité des collectivités locales", note la

source. Considérée comme une première phase de déstockage, l'opération vise à assurer la mise à disposition de la pomme de terre au niveau des marchés nationaux et à maintenir le pouvoir d'achat du citoyen en offrant ce légume à des prix qui soient à la portée du consommateur, a conclu le communiqué.

ALGÉRIE-SLOVÉNIE

Examen des opportunités de partenariat dans les secteurs de l'énergie et des mines

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu lundi, l'ambassadeur de la République de Slovaquie en Algérie, avec résidence à Madrid, Robert Krmelj, avec lequel il a abordé les opportunités de partenariat entre les deux pays dans les domaines de l'énergie et des mines, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, "les deux parties ont passé

en revue l'état des relations de coopération entre l'Algérie et la Slovaquie dans le domaine de l'énergie et des mines, les qualifiant d'historiques et de très bonnes", a précisé la même source. Les deux parties ont abordé également "les opportunités de partenariat et d'investissement entre les deux pays dans les domaines de la commercialisation des hydrocarbures et le développement des énergies renouvelables en Algérie", a

ajouté le communiqué. Soulignant l'expérience de la Slovaquie dans le domaine des mines, M. Arkab a exprimé "son souhait d'avoir des relations de coopération et une présence active des sociétés minières slovaques en Algérie". Par ailleurs, les deux parties ont évoqué "d'autres volets de coopération liés aux échanges d'expérience, de transfert de technologie et de savoir-faire", a-t-on souligné de même source.

STATUT DE L'AUTOENTREPRENEUR Le projet de loi devant la Commission des affaires économiques de l'APN

Le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises Yacine El Mahdi Oualid a présenté, lundi à Alger, le projet de loi portant statut de l'auto-entrepreneur devant les membres de la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Lors de la séance de présentation présidée par Kamel Belakhdar, président de la Commission, en présence de Mme Besma Azouar, ministre des Relations avec le Parlement, M. Oualid a précisé que le texte de loi vise à "définir le statut de l'auto-entrepreneur ainsi que les conditions et les règles applicables à l'exercice de l'activité d'auto-entrepreneur". Le statut de l'auto-entrepreneur a été mis en place en tant que "proposition principale" lors des assises nationales sur l'économie de la connaissance organisées à Alger les 29 et 30 mars 2021, a rappelé le ministre. Le texte de loi vise à organiser "les nouvelles activités économiques" apparues avec l'émergence de l'économie de la connaissance et l'économie numérique et "qui ne sont régies par aucun cadre légal à ce jour", a fait remarquer M. Oualid qui a cité, entre autres ces activités, "le développeur d'applications web et mobiles, le marketeur digital, le VTC, l'administrateur des plateformes des réseaux sociaux et l'infographe".

Le ministre a rassuré que le projet de loi est à même de "développer l'esprit entrepreneurial et faciliter aux jeunes l'accès au marché du travail par l'auto-emploi", de même qu'il "réduira le nombre des personnes activant dans le marché parallèle sans couverture sociale et contribuera à l'intégration de cette catégorie dans l'économie officielle". Le ministre a également souligné le rôle que ce projet jouera dans "la réduction des charges des start-up, en leur permettant de faire appel aux entrepreneurs indépendants et une exploitation commune des ressources humaines entre les différentes entreprises", en plus de la facilitation de l'exportation de certains services numériques, dans le cadre des nouvelles notes émises par la Banque d'Algérie (BA) concernant l'autorisation de transférer tous les revenus de l'exportation des services numériques en devise vers le pays.

Dans son exposé, le ministre a relevé le fait que le statut de l'auto-entrepreneur "est adopté dans plusieurs pays de la région", d'autant plus qu'il a prouvé son efficacité dans l'organisation des activités économiques, étant donné qu'il constitue "un cadre multidisciplinaire qui cadre avec les besoins de tous les secteurs économiques et se veut aussi un outil fort, en vue d'assurer l'intégration fiscale et financière". Le ministre a expliqué aux membres de la Commission les conditions d'éligibilité pour l'auto-entrepreneur que le texte de loi a défini par "la pratique individuelle d'une activité lucrative qui s'inscrit sur la liste des activités éligibles fixées par voie réglementaire", d'autant plus que le chiffre d'affaire annuel de l'auto-entrepreneur ne dépasse pas 5 millions de DA.

Le projet de loi exclut, toutefois, de son champ d'application "les professions libérales, les activités réglementées et les artisans". De plus, le projet de loi fixe les avantages accordés à l'auto-entrepreneur, comme tenir des comptes simplifiés, l'exemption d'immatriculation au registre de commerce, l'assujettissement à un régime fiscal préférentiel, la couverture sociale et l'éventualité d'ouvrir un compte bancaire commercial".

En revanche, la loi impose des obligations à l'auto-entrepreneur, telles que l'inscription au Registre national de l'auto-entrepreneur, la déclaration auprès de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) et la déclaration d'existence auprès des services fiscaux dans le but d'obtenir le Numéro d'identification fiscale (NIF), dans un délai maximum de 30 jours, après obtention de la carte de l'auto-entrepreneur.

La loi impose également la déclaration du chiffre d'affaires, la présentation des comptes bancaires commerciaux et/ou postaux tous les six (6) mois, ainsi que la déclaration du chiffre d'affaires et du paiement des redevances auprès des services fiscaux, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

FILIERE OLÉICOLE

Une production de 685 hectolitres d'huile d'olive réalisée à Bechar (DSA)

Une production de l'huile d'olive de l'ordre de 685 hectolitres a été réalisée dans la wilaya de Bechar au titre de la campagne oléicole 2021/2022, a-t-on appris lundi auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Cette production jugée "très satisfaisante" a été réalisée suite au développement de cette filière agricole dans la wilaya dans le Sud-ouest du pays qui a été marquée par la production de 8.202 quintaux d'olives des variétés "Chemlal" et "Sigoise", soit 2.671 quintaux d'olives de table et 6.231 quintaux d'olives récoltés et triturés pour l'extraction de la quantité d'huile d'olives (685 hl), a précisé à l'APS la responsable du bureau de production végétale et investisse-

ments ruraux à la DSA, Laakri Yahi. "L'opération de trituration des olives a été assurée par plusieurs huileries de Bechar, mais aussi dans d'autres régions dans le Nord-ouest du pays", a indiqué la même source. La filière oléicole, introduite depuis le début de cette décennie dans les différentes zones agricoles de la wilaya de Bechar, occupe actuellement une superficie globale de 1.033 ha dont 593 ha productif, a indiqué Mme Laakri. S'agissant de la saison oléicole 2022/2023, la DSA prévoit une production globale de 13.400 quintaux sur une superficie de 820 ha sur les 16.785 ha dédiés à cette filière agricole au travers la wilaya de Bechar, a-t-elle fait savoir.



PÉTROLE

Le Brent à plus de 91 dollars à Londres

Les cours du pétrole hésitaient mardi, lestés par les incertitudes concernant la demande globale en brut, tandis que le gaz naturel poursuivait sa baisse en Europe.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre cédait 0,20% à 91,44 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en novembre perdait 0,25% à 85,25 dollars. Selon les analystes, les prix du pétrole continuent de se stabiliser autour de 90 dollars le baril.

Malgré le contexte de ralentissement dû aux restrictions sanitaires, le président Xi Jinping a réaffirmé dimanche le bien fondé de sa politique zéro Covid à l'ouverture du 20e congrès

du Parti communiste chinois. La Chine a annoncé le report de la publication de sa croissance trimestrielle, prévue mardi. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) se sont accordés la semaine dernière sur une demande moins robuste que prévu en 2022 et 2023 dans leurs rapports mensuels respectifs sur le marché de l'or noir. Du côté du gaz, le gaz naturel poursuivait quant à lui



son repli, le contrat à terme du TTF néerlandais, référence du gaz naturel en Europe, évoluant à 118,50 euros le mégawattheure (MWh) après avoir reculé jusqu'à 115 euros, son plus bas niveau depuis fin juin.

MONNAIE

L'euro hésite face au dollar

L'euro hésitait mardi face au dollar, soutenu par la baisse des prix du gaz en Europe mais restant pénalisé par les perspectives moroses sur l'économie de l'UE. Dans la matinée, l'euro trébuchait de 0,04% à 0,9836 dollar au lendemain d'une hausse marquée.

La livre reculait de 0,43% à 1,1309 dollar après son bond démesuré de la

veille, quand elle avait été propulsée par le changement de politique du gouvernement britannique. Selon les analystes, le changement de politique budgétaire du Royaume-Uni, une certaine stabilité sur les Bourses, et une baisse des prix de l'énergie en Europe montrent que la correction sur le marché des changes pourrait continuer et éloi-

gner un peu plus le dollar de ses récents sommets. En Europe, le prix du gaz évolue à son plus bas depuis le début de l'été, plusieurs pays de l'UE ayant réussi à emmagasiner des réserves de gaz plus rapidement que prévu avant l'hiver et malgré les perturbations de l'approvisionnement russe.

EUROPE

Une récession se dessine pour 2023 en zone euro (BCE)

L'activité économique de la zone euro est susceptible d'entrer en récession en 2023 sur fond de la crise en Ukraine, ont déclaré vendredi deux hauts responsables de la Banque centrale européenne (BCE).

Les perspectives de croissance sont principalement orientées à la baisse, notamment en raison des conséquences économiques de la crise en Ukraine, a expliqué la présidente de la BCE Christine Lagarde dans un discours devant le Comité monétaire et financier international (IMFC), l'instance politique du FMI.

Si l'ancienne patronne du FMI ne prononce pas le mot de récession, elle souligne que "les perspectives se sont assombries" depuis cet été en raison d'une "inflation élevée", qui a atteint 10% en septembre en zone euro. "La diminution des effets de réouverture (post crise du Covid-19)", "l'affaiblissement de la demande mondiale" et "la baisse de la confiance" pèsent également. Ces facteurs "sont susceptibles de provoquer un ralentissement significatif de la croissance du PIB de la zone euro au second semestre et au début de 2023", ajoute-t-elle.

Des soutiens à l'économie existent cependant, comme le niveau d'épargne accumulée des ménages, un marché du travail robuste et des soutiens budgétaires y compris le plan de relance européen, selon Mme Lagarde. La BCE a établi en septembre plusieurs hypothèses pour la croissance de la zone euro en 2023 et "ce que nous considérons comme notre scénario basier (...) se rapproche du scénario de base", a quant à lui déclaré Luis de Guindos vendredi à la presse. Dans le scénario basier, le produit intérieur brut de la zone euro se contracterait de près de 1% l'an prochain, tandis que celui de référence prévoit une croissance de 0,9%.

Avant que la récession ne se matérialise, la BCE a commencé en juillet à resserrer de manière abrupte ses taux car son obsession est de ramener l'inflation à l'objectif de 2%. La prochaine réunion du conseil des gouverneurs de l'institution, prévue le 27 octobre, pourrait déboucher sur une nouvelle hausse de 0,75 point des taux directeurs, comme en septembre, selon les déclarations de banquiers de la zone euro et d'observateurs. Entre une croissance économique plus faible, une inflation plus élevée et des conditions de financement plus strictes, le tout fait que "les perspectives de stabilité financière se sont détériorées" en ayant de quoi exercer "une pression sur la capacité de service de la dette des entreprises et des ménages", a également prévenu Mme Lagarde.

MARCHÉS

Les Bourses chinoises en hausse, malgré le report du PIB

Les Bourses chinoises ont ouvert mardi en hausse dans la foulée de Wall Street la veille et en dépit du report surprise en Chine de la publication du chiffre de croissance pour le 3e trimestre. Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng gagnait 1,49% à 16.860,20 points. De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai prenait 0,32% à 3.094,93 points, tandis que la place de Shenzhen était en hausse de 0,45% à 2.006,87 points.

AUTOMOBILE

Le marché européen en léger rebond en septembre

Le marché européen des voitures neuves a enregistré un léger rebond au mois de septembre, selon les chiffres publiés mardi par l'Association des constructeurs (ACEA). C'est le deuxième mois de hausse consécutif après treize mois consécutifs de baisse. Mais la base de comparaison était très faible: le mois de septembre 2021 avait été paralysé par les pénuries de pièces électroniques. Et le marché reste à un niveau limité avec 787.000 véhicules écoulés. Sur les principaux marchés, ce rebond de septembre a notamment été marqué en Allemagne (+14,1%)

et en Espagne (+12,7%), et moins en France (+5,5%) et en Italie (+5,4%). Au cours des neuf premiers mois de l'année, le marché européen a reculé de 9,9% à 6.784.090 unités. L'Italie a enregistré la plus forte baisse (-16,3%), suivie par la France (-11,8%), l'Allemagne et l'Espagne (-7,4% chacun).

Depuis le printemps 2021, le marché automobile est freiné en Europe et en Amérique par une série de problèmes logistiques, dont une pénurie de semi-conducteurs. Ces puces électroniques, principalement produites en Asie, sont indispensables à la

fabrication des téléphones et ordinateurs portables, mais aussi des voitures qui embarquent toujours plus d'électronique. Avec une stabilisation de l'approvisionnement en puces, l'Association des constructeurs (ACEA) prévoyait un rebond des ventes d'automobiles au deuxième semestre 2022, mais les conflits géopolitiques est venue doucher cet optimisme. Les ventes de voitures neuves sur le continent devraient tomber à 9,6 millions d'unités en 2022, soit -1% par rapport à 2021, et -26% par rapport à 2019, avant la pandémie, a indiqué l'ACEA début octobre.

ITALIE

Déficit commercial de 9,5 milliards d'euros en août

L'Italie a enregistré en août un déficit commercial de 9,56 milliards d'euros, sous l'effet de la flambée des prix des importations de gaz, a indiqué mardi l'institut italien des statistiques "Istat". En août 2021, la troisième économie de la zone euro avait affiché un excédent commercial de 1,01 milliard d'euros. Si les exportations ont grimpé en août de 24,8% sur un an, la progression des importations a été nettement plus prononcée, avec un bond de 59,1%. "L'intense dynamique haussière des prix du gaz naturel, et en premier lieu de l'électricité, continue de peser lourdement sur les importations", commente Istat. Le déficit énergétique de l'Italie s'est ainsi considérablement accru, à 11,86 milliards d'euros contre 3,48 milliards un an auparavant, précise l'institut. Les marchés qui ont le plus contribué à la hausse des exportations sur un an sont les Etats-Unis (+43,1%), la France (+26,4%), l'Allemagne (+17,1%), l'Espagne (+36,6%) et la Turquie (+72,8%). Les ventes à la Russie ont

continué à chuter (-16,4%). Parmi les secteurs qui ont le plus vu leurs exportations augmenter sur un an figurent les produits pharmaceutiques et botaniques (+72,9%), les produits pétroliers raffinés (+88%) et les produits alimentaires, boissons et tabacs (+22,7%). Les exportations, qui avaient bondi de 13,5% en 2021, devraient augmenter de 10,5% cette année, selon les dernières prévisions de la Banque d'Italie. Les importations, en hausse de 14,8% l'an dernier, devraient progresser de 12,8%.

FRANCE

Les créations d'entreprises en hausse en septembre

Le nombre de créations d'entreprises en France a augmenté pour le quatrième mois consécutif en septembre, tiré par les secteurs du commerce, de la restauration, des activités immobilières et de la construction, a rapporté mardi l'institut français de la statistique "Insee". Par rapport à août, la hausse s'est toutefois ralentie avec 1,5% de créations supplémentaires sur un mois, contre 2,1% de hausse en août, selon un chiffre révisé par l'Insee. Au total, 91.961 nouvelles entreprises ont été immatriculées le mois dernier, dont 56.206 micro-entreprises créées par des auto-entrepreneurs. "Les créations

d'entreprises rebondissent nettement dans le commerce et la réparation d'automobiles" (+5,6% après -0,8% en août), et augmentent fortement dans les activités immobilières (+11,3%), dans l'hébergement-restauration (+9,8%) et à un moindre degré dans la construction (+3,4%), détaille l'Insee dans son communiqué. En revanche, le nombre de nouvelles entreprises se replie dans le secteur transport et entreposage (-5,5% après +9,0% en août), qui avait connu un fort développement durant la crise sanitaire grâce aux activités de livraisons à domicile, ainsi que dans le soutien aux entre-

prises (-1,1%). Sur les 12 derniers mois, entre octobre 2021 et septembre 2022, le nombre de créations se replie de 0,5% en glissement annuel. Le nombre de nouvelles entreprises classiques diminue beaucoup plus fortement (-10,7%) sur la période que celui des nouveaux auto-entrepreneurs (-0,8%), mais les créations de sociétés croissent nettement (+5,8%). Avec 789.348 entreprises créées en France au cours des neuf premiers mois de l'année, il est peu probable que les créations franchissent en fin d'année la barre du million qui avait été frôlée en 2021, année record en la matière.

ETATS-UNIS

Baisse de l'activité manufacturière de New York en octobre (Fed)

L'activité manufacturière de la région industrialisée de New York, dans le nord-est des Etats-Unis, a enregistré une baisse en octobre, selon l'indice mensuel Empire State, publié lundi par la Fed de New York. L'antenne régionale de la banque centrale américaine a précisé que l'indice a reculé de 8 points, pour tomber à -9,1 points. Un indice inférieur à zéro signifie que l'activité est en contraction. Le recul est plus fort qu'attendu, puisque les analystes tablaient sur -5,0 points, selon un consensus de MarketWatch. L'activité est en baisse pour le troisième mois d'affilée dans cette région. L'indice avait même connu en août la deuxième plus forte baisse de son histoire, derrière avril 2020. "Les nouvelles commandes, les commandes non réalisées, et les

expéditions ont peu changé depuis le mois dernier", précise la Fed de New York dans son communiqué, tandis que "les délais de livraison sont restés stables et les stocks ont légèrement augmenté". Les indicateurs montrent par ailleurs "une légère augmentation de l'emploi et de la semaine de travail moyenne". La situation ne s'arrange pas sur le front de l'inflation, puisque "les hausses des prix des matières premières et pièces détachées se sont accélérées, tandis que le rythme de hausse des prix de vente est resté constant". Les industriels de la région sont pessimistes pour les mois à venir, puisque, précise la Fed, "pour l'avenir, les entreprises ne s'attendent pas à ce que les conditions commerciales s'améliorent au fil des six prochains mois".

TAMANRASSET Assurer l'encadrement nécessaire pour promouvoir les capacités sportives et juvéniles dans le Sud (ministre)

Les wilayas dans le sud du pays renferment un potentiel de jeunes en quête d'une meilleure prise en charge et d'un encadrement idoine et d'importantes structures sportives nécessitant une exploitation optimale, a indiqué lundi à Tamanrasset le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezzak Sebtag.

"Les régions dans le Sud et le Grand sud du pays abritent un grand potentiel de jeunes qu'il appartient de prendre en charge efficacement à la faveur d'un encadrement efficient et judicieux et recèlent d'importantes infrastructures et installations sportives, toutes disciplines confondues, qui doivent être exploitées de façon optimale en vue de promouvoir les capacités physiques et créatrices de la jeunesse locale", a affirmé M. Sebtag en marge de sa visite de travail de deux jours dans la wilaya.

"La wilaya de Tamanrasset dispose d'un riche réservoir de jeunes compétences capables de réaliser de grands exploits dans diverses disciplines sportives que les autorités locales doivent encourager en mettant à leur disposition les moyens et installations sportifs nécessaires", a souligné le ministre. Répondant aux préoccupations de la famille sportive et des jeunes de la région, Abderezzak Sebtag a indiqué qu'une réflexion est engagée pour établir une nouvelle approche permettant la prise en charge des déplacements des clubs sportifs dans le Sud et le Grand-Sud pour leurs participation dans diverses compétitions nationales et régionales. Le ministre a, à ce titre, invité la société civile, notamment les associations sportives, à adhérer à la démarche visant la promotion des sports par un meilleur encadrement et l'exploitation des structures de jeunesse et sport non-exploitées en raison de l'absence d'encadrement, avant d'instruire les responsables de mettre ces installations au service des associations actives susceptibles de contribuer à la formation de base dans différentes activités sportives et de jeunesse.

M. Sebtag a procédé à l'inauguration d'une salle omnisports de 500 places qui vient s'ajouter à d'autres infrastructures sportives existantes dans les communes de la wilaya, dont trois (3) salles similaires, quatre stades de football, cinq (5) piscines de proximité, huit (8) autres piscines récréatives et 35 stades de proximité.

A ces installations viennent se greffer une médiathèque, quatre (4) auberges, trois (3) maisons de jeunes.

Il est recensé, par ailleurs 68 associations, trois ligues, 29 clubs de football, cinq clubs de handball.

Mettant à profit sa visite dans la région, le ministre a assisté à une partie des festivités commémoratives de la Journée nationale de l'émigration (17 octobre). Il s'est recueilli au cimetière des Chouhada de Tamanrasset, avant de présider, en compagnie des autorités locales, l'ouverture de la nouvelle saison de la formation professionnelle.

M. Sebtag a donné également le coup d'envoi de la caravane médicale multidisciplinaire à destination des zones d'ombre de la région de "Tarinenet" et "Taguemart", avant d'inaugurer, dans la localité d'Outoul (20 km nord de Tamanrasset), une salle polyvalente où il a mis l'accent sur le nécessaire raccourcissement de cette structure au réseau d'Internet à la satisfaction des jeunes de la région.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports poursuivra demain mardi sa tournée de travail dans la wilaya par l'inspection et l'inauguration des structures sportives dans la commune de Tazouk.

MASCARA

Apport de plus de 22 millions de m³ d'eau aux barrages

Les barrages qui approvisionnent la wilaya de Mascara ont été renforcés d'un apport supplémentaire d'eau dépassant les 22 millions de mètres cubes, suite aux précipitations enregistrées dans les derniers jours, a-t-on appris lundi du directeur des ressources en eau.

La même source a indiqué que le bar-

rage de la commune de Bouhanifia a accueilli 13 millions m³ d'eau des pluies, le barrage de "Ouizert" sis dans la commune d'Aïn Fekkane (8 millions m³) et le barrage de "Oued Taht" dans la commune d'Aïn Frah (plus de 1 million m³).

Le taux de remplissage total de ces trois ouvrages hydrauliques a atteint

plus de 60 pour cent, soit l'équivalent de 48 6 millions m³, ce qui permet d'assurer les besoins annuels de la wilaya en eau potable et de l'irrigation agricole en cas de déficit pluviométrique, selon la même direction.

D'autre part, le barrage de Oued Taht a enregistré un taux de remplissage de

100 pc depuis la fin de la semaine écoulée, a déclaré son directeur, Maamar Boukhadra, soulignant que le barrage a fait l'objet, durant les dernières précipitations qu'ont connues les zones du Sud de la wilaya, de lacher d'environ 330.000 mètres cubes d'eau.

JUSTICE

Près de 78.000 recours devant la Cour suprême lors de l'année judiciaire écoulée (Premier président)

L'activité judiciaire à la Cour suprême a augmenté de manière significative au cours de l'année judiciaire écoulée, avec près de 78.000 recours introduits en matière civile et pénale contre plus de 64.000 recours l'année précédente, selon les données présentées par le premier président de la Cour suprême, Tahar Mamouni.

"L'activité judiciaire à la Cour Suprême a augmenté de manière significative au cours de l'année judiciaire écoulée, avec 77.988 recours introduits en matière civile et pénale contre 64.041 recours l'année qui l'a précédée", a précisé M.

Mamouni lors de la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire, présidée par le président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, au siège de la Cour suprême.

"En dépit de cette augmentation, le taux de traitement des recours a été très raisonnable par rapport au nombre de magistrats", a affirmé le premier président de la Cour suprême, faisant observer que "les 200 magistrats expérimentés qui ont quitté la Cour suprême n'ont été remplacés que par 55 nouveaux collègues nécessitant une période de mise à niveau et une formation avant de s'acquitter de



leurs missions". Après avoir mis en avant les efforts consentis pour trouver des solutions procédurales efficaces pour augmenter le niveau de traitement dans le cadre de la numérisation du travail judiciaire, M. Mamouni a annoncé le début de la "mise au point des modèles de plusieurs arrêts conformément

au code de procédure civile et au code de procédure pénale, en priorisant le traitement des affaires des détenus et des affaires spéciales, en particulier celles liées à la corruption et à l'atteinte aux piliers de l'économie nationale, qui exigent un traitement rapide ne dépassant pas quatre mois". Au titre de la coopération

avec les instances à caractère scientifique et juridique, la Cour suprême a "conclu avec l'Université d'Alger plusieurs conventions prévoyant des échanges scientifiques et d'expérience dans les domaines juridique et judiciaire", a-t-il fait savoir. Au niveau international, la Cour suprême a "activé toutes les conventions conclues avec les instances de cassation conformément à la volonté des hautes autorités du pays", a-t-il ajouté.

Le premier président de la Cour suprême a, par ailleurs, salué l'intérêt majeur accordé par le Président Tebboune au secteur de la Justice, conformément aux objectifs tracés.

"C'est un soutien moral pour asseoir la crédibilité du système judiciaire dans la société et l'ériger en cadre constitutionnel garantissant les libertés, l'égalité et la sécurité juridique", a-t-il dit.

CAMPAGNE DE NETTOIEMENT DE L'ENVIRONNEMENT

Plus de 71 tonnes de déchets enlevées depuis le lancement de l'opération (Intérieur)

Plus de 71 tonnes de déchets ont été enlevées dans le cadre de la campagne nationale de nettoyage de l'environnement et d'élimination des points noirs, lancée fin septembre dernier, a indiqué, lundi, un bilan du ministère de de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

L'opération a permis, depuis son lancement le 30 septembre dernier, en coordination avec les wilayas, les différents secteurs concernés et les acteurs de la société civile, le recensement de 4409 décharges anarchiques et points noirs au niveau national ayant donné lieu à l'organisation de 2538 opérations de nettoyage et l'enlèvement de 71.226 tonnes de déchets, précisé la même source.

Le ministère a fait état de "3723 décharges anarchiques et points noirs

éliminés sur l'ensemble du territoire national, dont 606 à proximité des oueds, 1063 aux abords des voies et chemins publics, 237 autres à proximité des forêts, 1377 près des places publiques et des marchés de proximité, et 440 à proximité des gares de transport de voyageurs et le long du périmètre des voies ferroviaires". Ces points, poursuit la même source, "représentent 84,44% de l'ensemble des décharges anarchiques et des points noirs recensés".

Les services compétents ont enregistré, dans ce cadre, 192 infractions de jet anarchique d'ordures ménagères et de déchets inertes.

Sur la même source, "20.000 agents ont été mobilisés pour l'opération sur l'ensemble du territoire national, dont 14.529 agents relevant des Collectivités locales, outre la réquisition de 4700

engins". Cette campagne nationale a également vu "la participation de différentes entreprises économiques publiques et locales et une contribution qualitative des acteurs de la société civile à travers la participation de 3052 agents adhérents aux associations nationales et locales, outre un travail de sensibilisation de proximité à travers plus de 795 actions de sensibilisation".

Le ministère a affirmé que cette opération nationale "se poursuivra en appui aux missions quotidiennes et permanentes du service public d'hygiène assuré par les collectivités locales". Les effets positifs de cette campagne sur l'amélioration du cadre de vie dépendent de la coopération des citoyens et des opérateurs économiques et leur contribution effective à la préservation de la propreté de l'environnement.

RENTRÉE PROFESSIONNELLE

De nouvelles structures et spécialités dans le Sud du pays

De nouvelles structures et spécialités seront ouvertes, au titre de la nouvelle saison de la formation professionnelle 2022/2023, à travers les wilayas du Sud du pays, ont indiqué lundi les responsables du secteur.

Le secteur de la formation professionnelle devrait être consolidé prochainement par deux établissements de formation à Ouargla et la nouvelle ville de Hassi-Messaoud, dont les

travaux de réalisation tirent à leur fin, en plus du dégel du projet de réalisation d'un Institut national spécialisé en formation professionnelle à la nouvelle ville de Hassi-Messaoud, selon les données du secteur. Pas moins de 13.467 nouveaux inscrits ont été, lundi, au rendez-vous avec la rentrée de la formation, session d'octobre, au niveau des établissements de la formation des wilayas d'Ouargla,

Touggourt et Ghardaïa. La nomenclature de la formation s'est étoffée, dans les wilayas de Ghardaïa et Touggourt, de nouvelles spécialités de formation susceptibles de répondre aux exigences du marché. Il s'agit de l'ouverture, à Touggourt, des spécialités afférentes à la gestion et recyclages des déchets, aviculture de chair, en plus de la signature de conventions-cadres de coopération et de

partenariat entre le secteur de la formation et des organismes et entreprises socio-économiques établies dans la région. A Ghardaïa, l'on relève l'ouverture des spécialités des communications, de la mégisserie, de la fungiculture, culture des plantes médicinales, fabrication de fromage et l'art culinaire, au niveau des 18 établissements et annexes que compte le secteur dans cette wilaya.

PÉROU 54 morts depuis septembre à cause de boissons frelatées au méthanol

Au moins 54 personnes sont mortes au Pérou depuis septembre après avoir bu des boissons frelatées au méthanol, un alcool impropre à la consommation, mises légalement sur le marché, a annoncé lundi le ministère péruvien de la Santé (Minsa).

"Nous avons enregistré 117 cas d'empoisonnement au méthanol, dont 54 personnes en sont mortes entre septembre et octobre", a déclaré Eduardo Ortega, directeur général du Centre national d'épidémiologie, de prévention et de contrôle des maladies du Minsa.

Le ministère de la Santé a mis en garde contre la présence de méthanol dans deux boissons alcoolisées gazeuses commercialisées sous la marque "Punto D Oro", une vodka aromatisée au fruit de la passion et une autre à la piña colada.

Dans un communiqué, il exhorte "les fabricants, les importateurs et les négociants de boissons alcoolisées à ne pas utiliser d'alcool méthylique ou de méthanol dans leur production afin de préserver et de garantir le bien-être de la popu-



lation". Selon le Méthanol Institute (MI), qui représente l'industrie dans le monde, le méthanol est souvent ajouté délibérément et illégalement aux boissons alcoolisées

taille péruvienne. En septembre, à l'hôpital Sergio Bernales du district de Comas, au nord de Lima, 25 personnes ont été déclarées mortes après avoir consommé des boissons Punto D Oro. "Nous n'avons pas eu depuis 2010 autant de cas enregistrés d'intoxication au méthanol. Il s'agit du chiffre le plus élevé de ces dernières années", a relevé M. Ortega.

En 2010, selon les autorités, il y avait eu sept cas recensés d'empoisonnement au méthanol, également appelé alcool méthylique ou alcool de bois et utilisé dans l'industrie comme solvant (antigel, décapant, diluant, etc).

L'intoxication au méthanol peut provoquer de graves vomissements, convulsion et cécité, et, dans de nombreux cas, entraîner la mort.

BURKINA FASO Au moins 27 morts dans l'éboulement d'une mine d'or

Au moins 27 personnes ont perdu la vie et plusieurs autres ont été blessées vendredi dernier, suite à l'éboulement sur un site d'orpaillage artisanal dans le centre-nord du Burkina Faso, a rapporté lundi l'Agence d'Information du Burkina (AIB).

Selon la même source, l'éboulement s'est produit vendredi dernier sur le site d'orpaillage de Gassin dans le village de Lebré, com-

mune de Tougouria, dans la province du Namentenga (centre-nord). Au moins 27 corps sans vie ont été retirés d'une fosse suite à cet éboulement, a indiqué l'agence, ajoutant que plusieurs autres ont été blessés.

L'exploitation artisanale de l'or a pris de l'ampleur au Burkina Faso ces dernières années avec une explosion du nombre de sites.

INDE 7 morts dans le crash d'un hélicoptère dans l'Himalaya

Sept personnes ont trouvé la mort mardi dans le crash d'un hélicoptère qui transportait des pèlerins hindous dans les montagnes de l'Himalaya indien.

Le pilote et les six pèlerins hindous à bord revenaient du temple de Kedarnath quand l'hélicoptère s'est écrasé, a déclaré Nandan Singh Rajwar, un responsable des interventions, depuis le site du crash.

Le temple de Kedarnath, se trouve à

3.584 mètres d'altitude, dans l'Etat de l'Uttarakhand (nord) fréquenté par des pèlerins de tout le pays pendant l'été qui le rend plus accessible.

La cause du sinistre n'avait pas encore été déterminée, a précisé M. Rajwar.

Le ministre indien de l'Aviation civile, Jyotiraditya Scindia, a déclaré sur Twitter que l'accident était "extrêmement malheureux" et que son ministère était en

train de "déterminer l'ampleur des pertes". Le temple de Kedarnath est l'un des nombreux sanctuaires hindous disséminés sur les hauteurs de l'Himalaya indien, parfois à plusieurs heures de marche de toute route.

Des sociétés d'affrètement d'hélicoptères s'y sont développées pour conduire les pèlerins aisés jusqu'aux sites religieux.

VENEZUELA Trois morts suite à un glissement de terrain

Un glissement de terrain dans le nord du Venezuela a fait au moins trois morts, a indiqué lundi le président vénézuélien Nicolas Maduro. Les premières informations font état de dégâts importants après ce glissement de terrain qui s'est produit à el Castano, un quartier de Maracay, la capitale de l'Etat d'Aragua, située à 83 km de Caracas. Des images de la télévision vénézuélienne ont montré des

couloirs de boue dévastant tout sur leur passage, emportant véhicules, arbres et d'énormes rochers. Le président Maduro a fait cette annonce lors d'une allocution à Las Tejerías, où un glissement de terrain a fait 54 morts et huit disparus il y a une semaine, selon un dernier bilan donné par M. Maduro. Un précédent bilan faisait état de 50 morts et 56 disparus.

TURQUIE Deux touristes espagnols tués dans un accident de montgolfière en Cappadoce

Deux touristes espagnols ont été tués et trois autres blessés mardi en Cappadoce, région touristique du centre de la Turquie, dans la chute de leur montgolfière causé par un vent violent, ont annoncé les autorités locales.

"La montgolfière (...) a effectué un atterrissage brutal à 08H50 (05H50 GMT)

après que le vent se fut levé de manière inattendue", a indiqué le gouvernorat de la province de Nevsehir dans un communiqué. Vingt-huit passagers et deux membres d'équipage se trouvaient à bord de la montgolfière, qui avait décollé à proximité du monastère troglodyte de Zelve.

Une enquête a été ouverte pour déter-

miner les responsabilités, ont précisé les autorités locales. Les vols en montgolfière sont une attraction phare de la Cappadoce, connue pour ses villages troglodytes et son relief en "cheminées de fée" sculptées par l'érosion, mais plusieurs accidents mortels se sont déjà produits par le passé.

FRANCE Pollution de l'air: l'Etat condamné à une amende de 20 millions d'euros

L'Etat français a été condamné lundi par la plus haute juridiction administrative du pays à payer une amende record de 20 millions d'euros pour n'avoir pas agi assez rapidement contre la pollution de l'air, qui cause des dizaines de milliers de morts chaque année.

L'Etat français avait déjà été condamné en août 2021 par le Conseil d'Etat à verser 10 mil-

lions d'euros pour ne pas avoir renforcé suffisamment son dispositif contre la pollution, une décision qui portait alors sur le premier semestre 2021.

La nouvelle amende porte sur les deux semestres suivants, soit 10 millions d'euros par semestre.

"Si des améliorations dans la durée ont été constatées, les seuils limites de pollution au

dioxyde d'azote - qui doivent être respectés depuis 2010 - restent dépassés dans plusieurs zones en France, notamment dans les agglomérations de Paris, Lyon et Marseille.

A ce jour, les mesures prises par l'Etat ne garantissent pas que la qualité de l'air s'améliore de telle sorte que les seuils limites de pollution soient respectés dans les délais les plus

courts possibles", a souligné le Conseil d'Etat. La pollution, liée notamment au trafic automobile, représente un enjeu important de santé publique.

"La mortalité liée à la pollution de l'air ambiant reste un risque conséquent en France avec 40.000 décès attribuables chaque année aux particules fines", notait l'organisme Santé publique France l'an dernier.

PAYS-BAS Le brouillard perturbe le trafic aérien à l'aéroport d'Eindhoven

Le trafic aérien était perturbé mardi matin à l'aéroport d'Eindhoven, au sud des Pays-Bas, où les arrivées sont, selon l'aéroport, impossibles en raison d'un épais brouillard qui limite la visibilité sur une grosse partie du pays.

"Les départs sont possibles" mais "les arrivées ne sont pas possibles pour le moment" en raison du brouillard, a averti sur Twitter le deuxième plus grand aéroport néerlandais, conseillant aux voyageurs de se renseigner sur le site de l'aéroport. Le trafic aérien avait en début de matinée été totalement interrompu, selon l'aéroport.

Deux personnes ont trouvé la mort dans une collision entre plusieurs véhicules, a indiqué la police néerlandaise sur Twitter, recommandant aux automobilistes d'être prudents sur les routes en raison du brouillard.

L'accident a eu lieu à 07H30 (05H30 GMT) sur une route provinciale dans la province Flevoland, à l'est d'Amsterdam, ont précisé les forces de l'ordre. Selon la radiodiffusion publique NOS, la visibilité était limitée à 100 mètres dans la province au moment de la collision. Un accident entre quatre voitures à Brielle (oue st) ainsi qu'un accident près d'Ewijk (est), perturbent également la circulation, a rapporté la NOS. L'Institut royal météorologique néerlandais (KNMI) a émis mardi matin une alerte code jaune sur l'ensemble du pays à l'exception des îles Wadden (nord) en raison du brouillard.

La visibilité est à plusieurs endroits "inférieure à 200 mètres", selon le KNMI, avertissant que "la circulation et les activités de plein air peuvent en être perturbées". Le brouillard devrait se dissiper en fin de matinée.

MONTÉNÉGRIO L'ex-présidente de la Cour suprême inculpée de contrebande

L'ancienne présidente de la Cour suprême du Monténégro a été inculpée de participation à une opération de contrebande exécutée par un groupe de crime organisé, a annoncé lundi le parquet de cette petite république adriatique.

Vesna Medenica - qui était à la tête de la Cour suprême pendant 14 ans - est accusée d'avoir assuré une couverture institutionnelle à un groupe de crime organisé dirigé par son fils Milos Medenica, selon le parquet. "Vesna Medenica est soupçonnée d'avoir abusé de ses fonctions (...) pour influencer plusieurs procès", a déclaré Vukask Radonjic, un porte-parole du parquet, cité par des médias. Vesna Medenica a été arrêtée en avril alors qu'elle tentait d'embarquer à bord d'un avion à destination de la Serbie voisine.

Elle avait tenté de quitter le Monténégro au lendemain de la diffusion par les médias locaux d'une transcription de messages cryptés dans lesquels son fils aurait dit qu'elle protégerait ses agissements liés au trafic de cocaïne et de cigarettes. La mère et le fils ont nié ces accusations, a rapporté la télévision d'Etat.

ETATS UNIS Un feu de forêt entraîne l'évacuation de milliers d'habitants

Les autorités de l'Etat de Washington, au nord-ouest des Etats-Unis, ont ordonné l'évacuation de plus de 35.000 foyers alors qu'un feu de forêt provoqué par le vent s'est rapidement intensifié. Une grande partie de l'ouest des Etats-Unis fait face à "des températures supérieures à la moyenne et une humidité relative minimale", a indiqué le Centre de coordination des agences américaines pour la lutte contre les incendies (NIFC). Il y a "des températures record, un temps sec, des incendies de forêt et des problèmes de qualité de l'air dans le nord-ouest du Pacifique", a fait savoir lundi matin le service météorologique américain. L'incendie de Nakia Creek à Washington, près de Camas, à l'est de Vancouver, au Canada qui a déclenché les ordres d'évacuation de dimanche est l'un des 66 grands incendies actifs aux Etats-Unis, selon les dernières données du NIFC.

Une vingtaine d'incendies sont actifs dans l'Idaho, 22 dans le Montana, 13 à Washington et cinq dans l'Oregon, a indiqué le NIFC.

Une grande partie de l'ouest des Etats-Unis est en proie à une sécheresse due au changement climatique, qui exacerbe le risque d'incendies.

ORAN

Inauguration d'une usine de production de médicaments anti-cancer et cytotoxiques

Une usine de production de médicaments anti-cancer et cytotoxiques, a été inaugurée lundi à Hassi Bououif, par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, en visite de travail et d'inspection à Oran.

Il s'agit d'un projet des Laboratoires Orion LAB, implanté dans la zone industrielle de Hassi Ameur dans la commune de Hassi Bououif, spécialisé dans la production des médicaments anti-cancer et cytotoxiques.

Le ministre, a souligné que cette usine contribuerait à réduire la facture d'importation des médicaments anti-cancer, qui s'élève à plus de 450 millions d'euros par an.

"Nous encourageons les investisseurs qui participent à satisfaire les besoins locaux en médicaments et autres produits pharmaceutiques", a affirmé M. Aoun, ajoutant que l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) œuvre à lever tous ce qui entrave les investissements dans ce créneau.

M. Aoun a assuré que plusieurs usines spécialisées dans la production pharmaceutiques sont en phase de mise en place dans différentes régions du pays, pour dynamiser le secteur et satisfaire les besoins locaux en médicaments notamment. L'usine, qui s'étend sur une superficie de 5.000 mètres carrés, dispose d'une capacité de production annuelle estimée à 20 millions de gélules et 115 millions de comprimés et 4 millions de flacons pour les formes injectables, a-t-on indiqué dans une présentation en présence du ministre.

L'investissement pour la réalisation de cette usine s'élève à près de 5 milliards DA, a-t-on encore fait savoir, notant qu'elle emploiera plus de 150 collaborateurs de divers profils entre pharmaciens, biologistes, ingénieurs et techniciens.

TLEMCEM

M. Aoun inaugure une unité de production de consommable médical

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, a inauguré lundi une nouvelle unité privée de production de consommable médical dans la zone industrielle de Chetouane, à la faveur d'une visite de travail dans la wilaya de Tlemcen.

Le ministre a, à cette occasion, affirmé aux investisseurs que toutes les contraintes auxquelles ils faisaient face dans son secteur seront levées, en application des instructions du président de la République visant à encourager l'investissement et à relancer l'économie productive.

Ali Aoun a, également, mis l'accent sur la nécessité de respecter les normes de la qualité, soulignant que son département ministériel sera intrinsèque sur la qualité des produits pharmaceutiques et autres consommables.

Cette nouvelle unité est de production de consommable médical est la troisième du genre relevant de la société "Promedal" qui activait depuis 1995 dans l'importation des consommables et autres équipements médicaux et qui s'est convertie à partir de l'année 2008 à la production des bandages et compresses médicaux qui répondent aux normes internationales Réalisée en collaboration avec un groupe allemand, elle vise à réduire la facture des produits consommables importés de l'étranger, à assurer l'autosuffisance au niveau national et voire même exporter, a-t-on appris lors de la présentation de cette unité.

"Promedal" dispose d'une capacité de production de compresses estimée à 70 millions d'unités par an, en plus de 30 millions de seringues avec la possibilité d'augmenter cette capacité à l'avenir, ainsi que le fil chirurgical avec 2,5 millions d'unités/an.

Selon ses responsables, cette société dispose de capacités de production pouvant satisfaire les besoins du marché national avec la possibilité de doubler la production pour entamer des opérations d'exportation, notamment vers les pays africains.

Cette société a contribué à la création de 60 postes d'emploi permanents avec la possibilité d'atteindre 150 postes au cours des prochains mois, a-t-on encore fait savoir.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

9 nouveaux cas et aucun décès

Neuf (09) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 3 guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 270766, celui des décès demeure inchangé (6881 cas), alors que le nombre des patients guéris passe à 182370 cas.

Par ailleurs, aucun patient n'est actuellement en soins intensifs, note la même source, relevant que 48 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

SECTEUR DE LA SANTÉ

Vers l'élaboration d'une loi relative aux techniciens et agents d'hygiène (ministre)

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a affirmé, lundi à Alger, que son département s'attellait à l'élaboration d'une loi relative aux techniciens et agents d'hygiène des différents corps.

Intervenant à l'ouverture de la première Journée nationale sur l'hygiène hospitalière, M. Saihi a fait savoir que le ministère s'appropriait à élaborer une étude de loi relative aux techniciens et agents d'hygiène des différents corps, dans le souci d'éviter la transmission des maladies infectieuses ayant trait aux soins.

Il a insisté, dans ce sens, sur l'impératif d'accorder à l'hygiène environnementale au niveau des structures et des établissements sanitaires publics et privés



"une importance majeure" pour garantir la sécurité de tout un chacun et protéger contre les différentes maladies répandues dans ce milieu.

Estimant que l'intérêt accordé à l'hygiène en

milieu hospitalier reflétait "l'engagement du ministère de la Santé à garantir la sécurité et le confort des malades", le ministre a souligné que l'organisation de cette rencontre visait à "sensibiliser quant à l'impé-

ratif pour le personnel de la santé et les malades de respecter l'environnement en se conformant aux différents protocoles et orientations y afférentes".

De son côté, le représentant de l'OMS en Algérie, M.

Nouhou Amadou a salué l'institution d'une journée nationale de l'hygiène en milieu hospitalier, compte tenu de "la hausse des maladies infectieuses liées au traitement dans le monde, qui touchent un malade sur 100 malades durant son séjour à l'hôpital".

Selon l'expérience des experts et des gestionnaires, "les soins propres et sûrs doivent être inclusifs pour éviter d'exposer les personnes aux maladies nosocomiales", a-t-il poursuivi.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Suppression de l'étude de bioéquivalence pour l'homologation (ministre)

L'étude de bioéquivalence, jusque là exigée pour les demandes d'homologation des produits pharmaceutiques, a été supprimée, a annoncé lundi à Oran le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun.

"L'étude de bioéquivalence était exigée dans les dossiers d'homologation, ce qui constituait un véritable obstacle devant les investisseurs, en l'absence d'un organisme qui délivre ce genre de document en Algérie", a souligné M. Aoun dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail à Oran.

"L'exigence de ce document constituait un véritable obstacle devant les investisseurs et le minis-

tère a décidé de le supprimer pour faciliter les procédures d'homologation", a déclaré le ministre.

Le premier responsable de l'industrie pharmaceutique a estimé qu'il s'agit d'un document "inutile", surtout que l'Algérie ne produit actuellement que des médicaments génériques, alors que l'étude de bioéquivalence ne concerne que les principes. "Dans le cas où la production de principes sera lancée en Algérie, nous allons créer une agence spécialisée dans la bioéquivalence", a-t-il souligné.

La suppression des études de bioéquivalence a permis de libérer 500 demandes d'homologation suspendues à cause de l'absence de ce docu-

ment, a-t-on indiqué. Le ministre a, par ailleurs, inspecté le projet de réalisation de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques à Bir El Djir, dont le taux d'avancement des travaux a dépassé 70%, selon les explications fournies sur place.

A cette occasion, M. Aoun a donné des instructions pour accélérer la cadence des travaux de cet important projet qui allégera la pression sur l'agence centrale à Alger et de l'achever à la fin de l'année en cours.

M. Aoun et le wali d'Oran, Saïd Saayoud, accompagnés par les autorités civiles et militaires locales, ont observé une minute de silence à la mémoire des martyrs des massacres du 17 octobre 1961.

EHU D'ORAN

Convention avec une entreprise spécialisée dans le traitement des déchets hospitaliers

L'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU) "1er novembre 1954" d'Oran a conclu une convention avec une entreprise spécialisée en matière d'enlèvement et de traitement des déchets hospitaliers, a-t-on appris, lundi, de la directrice de cet établissement sanitaire.

Mme Goual Naïma a déclaré à la presse, en marge d'une journée d'étude organisée à l'occasion de la journée nationale de l'hygiène hospitalière, qui vient d'être homologuée par le ministre du secteur, qu'un contrat a été conclu, depuis quelques mois avec une entreprise spécialisée dans l'enlèvement et le traitement des déchets hospitaliers afin de prendre en

charge cet aspect d'une importance primordiale dans chaque établissement hospitalier".

Elle a estimé qu'en égard de l'importance du dossier des déchets hospitaliers et les dommages pouvant engendrer à l'environnement et aux citoyens en cas de non traitement de ces détritus de manière optimale, il a été décidé de contracter avec des spécialistes dans ce domaine afin de réduire les maladies nosocomiales au sein de l'hôpital et d'améliorer la prise en charge des patients.

L'intervenante a souligné que l'organisation d'une journée nationale de l'hygiène hospitalière est très importante, car "cet aspect doit avoir la même impor-

tance que les traitements et les technologies modernes fournies aux malades", notant que les personnels médicaux et paramédicaux de l'EHU sont mobilisés en vue d'œuvrer à renforcer cet aspect.

Pour sa part, le professeur Saadi-Ouslim Soulaf, chef du service de biochimie et directrice du service de biochimie et directrice des activités médicales et thérapeutiques à l'EHU d'Oran a indiqué que "pas moins de 400 personnels, dont des médecins, des infirmiers et des agents ont été formés dans le domaine en matière d'hygiène hospitalière".

Des formations continues en la matière doivent être adoptées conformément aux normes interna-

tionales, notamment en ce qui concerne l'hygiène des mains et des vêtements, l'hygiène des lieux et le traitement des petits déchets afin de réduire les maladies nosocomiales en milieu hospitalier, selon la même intervenante.

Elle a fait savoir que l'EHU "1er novembre" est considéré comme l'une des institutions phares dans le domaine du développement de l'hygiène hospitalière au niveau régional, car il comprend un comité spécial qui s'occupe de cet aspect, avec l'intervention de plusieurs services d'ont ceux des maladies infectieuses et de la biochimie.

Il comprend également un service bio-nettoyage.

PANDEMIE DE COVID-19

Le dernier bilan des cas confirmés dans le monde est de 625.022.796

Voici le dernier bilan des cas confirmés de COVID-19 dans les pays les plus touchés du monde, établi par le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'Université Johns Hopkins le 18 octobre à 00H00 GMT :

Monde:	625.022.796
Etats-Unis	96.986.880
Inde	44.628.296
France	36.485.341
Brésil	34.746.462
Allemagne	34.608.837
Rép de Corée	25.431.505
Royaume-Uni	24.021.730
Italie	23.114.013
Japon	21.801.676



La partie continentale de la Chine signale 208 cas confirmés locaux

La partie continentale de la Chine a signalé lundi 208 cas confirmés de COVID-19 transmis localement, a indiqué mardi la Commission nationale de la santé. Un total de 587 porteurs asymptomatiques locaux ont été nou-

vellement identifiés. En tout, 300 patients de la COVID-19 sont sortis de l'hôpital après leur guérison sur la partie continentale de la Chine lundi, selon le rapport de la Commission. Le nombre total de patients de la COVID-19

ayant quitté l'hôpital après leur rétablissement sur la partie continentale de la Chine a atteint 246.629 lundi. Aucun nouveau décès lié à la COVID-19 n'a été enregistré lundi, le bilan total s'établissant à 5.226 morts.

Canada : 1,4 million d'adultes signalent des symptômes prolongés de COVID-19

Parmi les Canadiens adultes ayant indiqué un test positif antérieur ou une infection présumée à la COVID-19, 14,8% ont présenté des symptômes au moins trois mois après avoir été contaminés, a déclaré lundi Statistique Canada, ajoutant que cela se traduit par environ 1,4 mil-

lion d'adultes, soit 4,6% de la population canadienne âgée de 18 ans et plus.

En partenariat avec l'Agence de la santé publique du Canada, l'organisme statistique national a publié les premières données représentatives à l'échelle nationale sur les Canadiens ayant pré-

senté des symptômes à long terme après avoir été testés positifs à la COVID-19 ou avoir soupçonné une infection antérieure. Selon l'agence, un pourcentage plus élevé de femmes ont signalé des symptômes prolongés par rapport aux hommes. Aucune différence significative par

groupe d'âge n'a été constatée dans le pourcentage d'adultes en ayant signalé.

La fatigue était le symptôme non résolu le plus souvent signalé, suivie de la toux, de l'essoufflement et du brouillard cérébral, a indiqué l'Agence de la santé publique du Canada.

Les espérances de vie divergées lors de la pandémie de Covid-19 (étude)

L'espérance de vie moyenne a varié dans différentes régions du monde au cours de la deuxième année de la pandémie de Covid-19, en raison de taux de vaccination divergents, a révélé lundi une étude.

La pandémie a provoqué en 2020 la plus forte diminution de l'espérance de vie depuis la Seconde Guerre mondiale, avaient déclaré l'an dernier des chercheurs du Leverhulme Center for Demographic Science de l'université d'Oxford.

Mais en 2021, une "divergence soudaine est apparue", a indiqué Ridhi Kashyap, professeur à Oxford et co-

auteur d'une nouvelle étude, publiée dans la revue Nature Human Behaviour.

"Certains pays ont commencé à montrer des signes de reprise", tandis que d'autres ont eu "des pertes qui se sont aggravées", a-t-il déclaré cité par l'AFP.

Les chercheurs ont analysé les données de mortalité dans 29 pays européens, aux Etats-Unis et au Chili depuis 2015. De nombreux pays d'Europe occidentale ont vu leur espérance de vie rebondir à des niveaux proches de ceux d'avant la pandémie.

La France, la Belgique, la Suisse et la Suède ont même réussi à revenir complètement aux taux de 2019. Cependant,

en Europe de l'Est, l'espérance de vie a chuté à un niveau jamais vu depuis l'effondrement de l'Union soviétique, selon l'étude.

En Bulgarie, l'espérance de vie a diminué de 25 mois en 2021 après avoir chuté de 18 mois l'année précédente.

Or la Bulgarie a le taux de vaccination le plus bas de l'Union européenne.

Les pays qui avaient un pourcentage plus élevé de leur population entièrement vaccinée en octobre 2021 accusaient une baisse plus faible de l'espérance de vie, selon l'étude.

"Cela suggère qu'il existe clairement un lien", a déclaré M. Kashyap.

ETATS UNIS

Les produits de défrisage capillaire augmentent le risque de cancer de l'utérus (Etude)

Les produits de défrisage utilisés pour lisser les cheveux, notamment par les femmes, font courir un risque accru de cancer de l'utérus, selon une vaste nouvelle étude des Instituts américains de santé.

Les femmes ayant fréquemment recourus à ces produits - plus de quatre fois par an - voient leur risque de développer un cancer de l'utérus plus que doubler, selon l'étude.

Des experts indépendants ont loué l'utilité de ces recherches portant sur un sujet qui n'a jusqu'ici été que peu étudié, et publiées lundi dans le Journal of the National Cancer Institute.

Ils ont invoqué un "principe de précaution" pour réclamer davantage de réglementations, bien que des études supplémentaires soient nécessaires pour approfondir ces résultats.

Le cancer de l'utérus (à ne

pas confondre avec le cancer du col de l'utérus) est une forme de cancer relativement rare. Il représente environ 3% des nouveaux cas de cancer aux Etats-Unis, avec quelque 66.000 cas et 12.500 décès en 2022. Mais le taux d'incidence de ce cancer sont en hausse aux Etats-Unis, notamment chez les femmes.

L'étude se fonde sur les données de près de 33.500 Américaines, recrutées entre 2003 et 2009 et suivies sur quasiment onze années.

Au total, 378 femmes ont développé un cancer de l'utérus. Pour les femmes n'ayant jamais utilisé de produit de lissage capillaire, le risque de développer un cancer de l'utérus d'ici leurs 70 ans est de 1,64%, contre 4,05% pour les utilisatrices fréquentes, a détaillé dans un communiqué Alexandra White, auteure prin-

cipale de l'étude. "Parce que les femmes noires utilisent des produits de lissage ou de défrisage plus fréquemment et ont tendance à commencer plus jeunes (...), ces résultats pourraient être particulièrement intéressants pour elles", a souligné Che-Jung Chang, co-auteur de ces travaux.

Les chercheurs n'ont pas reculé d'informations sur les produits et les marques spécifiquement utilisés.

Mais ils relèvent que plusieurs produits chimiques fréquemment utilisés pourraient contribuer à l'augmentation du risque de cancer: parabènes, bisphénol A, métaux ou encore formaldéhyde.

Le formaldéhyde, communément appelé formol, peut notamment être utilisé pour les lissages dits brésiliens - à des taux limités dans certains pays, dont la France. Il est

classé comme cancérigène. Un autre mode d'action potentiel pourrait être la perturbation des mécanismes hormonaux. De précédents travaux menés par la chercheuse avaient déjà souligné un lien entre produits défrisants et risque accru de cancer du sein et des ovaires. Durant l'étude, aucune association similaire entre cancer de l'utérus et d'autres techniques comme les teintures, décolorations ou permanentes n'a été observée.

Les produits de défrisage pourraient favoriser l'absorption des produits chimiques via des lésions ou brûlures causées sur le cuir chevelu, ou par l'utilisation conjointe de fers à lisser dont la chaleur décompose les produits chimiques.

Dans un commentaire publié simultanément, des experts ont jugé qu'il était "temps d'intervenir".

EBOLA

Des essais cliniques de vaccins pourraient commencer prochainement en Ouganda (OMS)

Des essais cliniques de vaccins contre Ebola pourraient débuter "dans les prochaines semaines" en Ouganda, où le virus sévit toujours, a déclaré mercredi le directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) Tedros Adhanom Ghebreyesus.

"Plusieurs vaccins contre ce virus sont à des stades de développement différents, deux d'entre eux pourraient être utilisés pour des essais cliniques en Ouganda dans les prochaines semaines, en fonction des autorisations réglementaires et éthiques du gouvernement ougandais", a déclaré mercredi le chef de l'OMS lors d'une réunion ministérielle d'urgence contre l'épidémie.

Le bilan humain s'élève à "plus de 19" selon Jane Ruth Aceng, ministre de la Santé en Ouganda, qui a recensé le mois dernier son premier décès provoqué par Ebola, un virus ultra-contagieux, depuis 2019. Des professionnels de santé figurent parmi les victimes.

"Malheureusement, les vaccins contre Ebola qui ont été si efficaces pour contrôler les récentes épidémies d'Ebola en RD Congo ne sont pas efficaces contre le type de virus Ebola qui est responsable de l'actuelle épidémie en Ouganda", a déploré Tedros Adhanom Ghebreyesus.

En cause: une souche venue du Soudan.

Le directeur de l'OMS, qui participait à cette réunion depuis Genève, a compté 54 cas avérés et 20 probables, à quoi il faut ajouter 660 cas contacts sous "suivi actif".

Le premier cas a été signalé le 20 septembre dans le district central de Mubende.

Plusieurs infections ont ensuite été recensées dans quatre autres régions.

"Notre principal objectif maintenant est d'aider le gouvernement de l'Ouganda à rapidement contrôler et contenir cette épidémie, de stopper sa propagation aux districts et aux pays voisins", a expliqué le Dr. Tedros à des journalistes.

Le risque de transmission inter pays est "élevé à cause des mouvements entre l'Ouganda et d'autres pays", a estimé l'OMS.

La capitale de l'Ouganda en état d'alerte pour lutter contre le virus Ebola

Le président ougandais Yoweri Museveni a placé la capitale du pays, Kampala, en état d'alerte élevée de réponse à Ebola, rapportent des médias sur place.

Dans un tweet publié lundi, M. Museveni a déclaré que si deux cas testés positifs à Kampala venaient de Mubende, l'épicentre de l'épidémie, il y avait eu des contacts avec les cas et un risque d'infection.

"Pour la ville de Kampala, bien que les deux cas testés positifs proviennent du district de Mubende et soient considérés comme des cas de Mubende, en raison de la présence de contacts de ces deux cas et des risques d'infection, j'ai ordonné une mobilisation totale de la ville de Kampala en mode de réponse", a déclaré M. Museveni.

La dernière mise à jour de M. Museveni sur l'épidémie dans le pays intervient après qu'il eut institué samedi un confinement de 21 jours et un couvre-feu nocturne dans les districts de Mubende et de Kassanda dans le but de contenir la propagation de la maladie mortelle.

Sur les deux patients testés positifs à Kampala, l'un est décédé, tandis que l'autre est en isolement.

La semaine dernière, M. Museveni a prévenu que si le public ne tenait pas compte des conseils médicaux, il était possible qu'Ebola se déclare à Kampala.

Il a déclaré que 24 contacts étaient déjà en quarantaine. "Plusieurs de ces cas d'alerte ont été testés et les résultats se sont révélés négatifs.

Les équipes du ministère de la Santé continueront à enquêter sur ces cas et informeront le public en conséquence", a affirmé M. Museveni.

Selon les chiffres du gouvernement, en date du 15 octobre, le pays compte 58 cas confirmés d'Ebola, dont 19 décès et 20 guérisons, depuis le dépistage du cas index le 20 septembre.

SOIGNER LA GASTRO-ENTÉRITE AU NATUREL

La plus souvent d'origine virale, la gastro-entérite peut être lourde à supporter. Une diète précise et beaucoup de repos sont conseillés, mais ce ne sont pas les seuls remèdes. Plusieurs plantes sont particulièrement efficaces pour apaiser les symptômes d'une vilaine gastro.

L'argile absorbe

En cas de selles très liquides, c'est le remède à boire. L'argile a un fort pouvoir d'absorption, elle protège la muqueuse intestinale en formant comme un pansement, et elle normalise le transit, peut-être même en capturant les microbes et en les drainant pour évacuation. Diluez 1 sachet ou 1 cuillerée à café d'argile verte dans un verre d'eau, laissez reposer et ne buvez que l'eau trouble (laissez l'argile au fond du verre). Deux fois par jour, et arrêtez dès que les selles se normalisent (il ne faut pas en abuser).

Les tisanes soignent

Les baies de myrtille séchées, riches en tanins, soignent tous les types de gastros : d'origine virale en hiver, ou bactérienne. Préparez une tisane (1 cuillerée à soupe pour 1 tasse d'eau, bouillie 3 minutes puis infusée 10 minutes) et buvez 2 ou 3 tasses par jour. Pour varier les plaisirs, vous pouvez mettre les baies dans du thé. Pour les gastros hivernales dues à des virus, optez pour une tisane de fleurs d'algremoine (1 cuillerée à soupe pour 1 tasse). Cette plante est un antidiarrhéique - qui cicatrise les muqueuses et a, de plus, une action antivirale. Deux tasses par jour.

Les carottes et le riz stoppent la diarrhée

Nos grands-mères avaient raison de préparer une purée de carotte dès que les enfants ou les petits-enfants étaient atteints de diarrhée ! Riches en sucre, en pectine et en mucilage, les carottes ont une fonction régulatrice sur la digestion et constituent un puissant antidiarrhéique. De plus, elles apportent des sels minéraux, ce qui permet de compenser ceux éliminés lors de chaque selle. Et elles favorisent



également la cicatrisation des muqueuses. Qu'elles soient préparées en purée ou en petites tranches, les carottes sont aussi efficaces. Elles doivent simplement être bien cuites. Le riz est également un bon antidiarrhéique. Mangez du riz blanc et préparez en pratique ce conseil d'antan : buvez l'eau de cuisson, riche en amidon (1 à 2 verres par jour). Effet surmultiplié !

Les yaourts restaurent la flore

Dès le début de la diarrhée, faites une cure de yaourts nature : 3 par jour au moins. Les yaourts sont très riches en ferments vivants (1 milliard de bactéries vivantes par pot !), et ils aideront votre flore intestinale à se recon-

stituer plus rapidement. De plus, ils contiennent 90 % d'eau (100 ml par pot), ce qui contribue aussi à l'hydratation.

Le saviez-vous ?

Pour la petite histoire, le yaourt fabriqué à partir des ferments issus de l'Institut Pasteur, a d'abord été vendu en pharmacies sur ordonnance, comme un « produit sain destiné aux personnes souffrant d'infections intestinales ».

Le coing super efficace

Riches en pectine, ce fruit ancien qui peu à peu réapparaît sur les étals, est excellent également pour venir à bout de la diarrhée. À consommer en compote, gelée ou

en pâte de coing. En saison, faites une décoction.

La recette :

- Coupez finement un coing.
- Faites bouillir 1 L d'eau avec 50 g de sucre et laissez réduire de moitié.
- Ajoutez 3 à 4 cuillerées à soupe toutes les heures, et votre transit qui tourne en accéléré devrait rapidement se calmer.

Le gingembre contre les vomissements

Pour lutter contre ces désagréments, misez sur le gingembre frais, en tisane.

La recette :

- Râpez un petit morceau de gingembre frais.
- Mettez-en 1 cuillerée à café

rase dans l'équivalent d'une tasse d'eau bouillante.

- Couvrez et laissez infuser 10 minutes.

Vous pouvez aussi suçoter un morceau de gingembre frais ou garder en bouche du gingembre confit.

La mélisse en cas de spasmes douloureux

Préparez une infusion de cette plante antispasmodique.

La recette :

- Mettez 1 cuillerée à soupe de feuilles de mélisse dans 1 litre d'eau.
- Laissez bouillir 10 minutes.
- Sucrez, et buvez régulièrement au cours de la journée.
- Si vous avez, en plus, des nausées, ajoutez dans votre infusion 1 cuillerée à soupe de fleurs de camomille romaine.

À table on joue la prudence

Les deux, voire trois premiers jours, mieux vaut éviter tout ce qui pourrait irriter votre intestin déjà malmené. Éliminez les aliments riches en fibres : pas de crudités, pas de légumes cuits (sauf nos bonnes carottes cuites !), pas de légumes secs, pas de pain complet, pas de céréales au petit déjeuner, pas de fruits crus (sauf la banane). Arrêtez aussi le lait. Lorsque votre transit s'améliorera, réintroduisez progressivement ces aliments.

Par contre, buvez tout au long de la journée par petites quantités pour éviter une déshydratation. Il faut absorber au moins 1,5 L d'eau, tisane, bouillon..., voire, idéalement, 2 L par jour, tant que vous avez des selles liquides. Bonne astuce : dans 1 litre d'eau, ajoutez 6 cuillerées à café de sucre et 1 cuillerée à café rase de sel. Cela fait office de solution de réhydratation.

3 QUESTIONS SUR LES REMÈDES CONTRE LES NAUSÉES

Pourquoi les médicaments anti-nausées doivent-ils être utilisés avec prudence ?

Comme tout médicament, ils peuvent entraîner des effets indésirables, s'ils sont utilisés à mauvais escient. Notamment deux d'entre eux, largement prescrits : le métoclopramide (Primpéran®) qui peut provoquer, dans de rares cas, des troubles neurologiques ; et la dompéridone (Motilium

®) qui, à forte dose peut entraîner des troubles cardiaques potentiellement graves. Voilà pourquoi il ne faut jamais utiliser ou réutiliser un anti-nauséeux sans l'avis de son médecin ou de son pharmacien.

On peut se soigner seul ?

En cas d'intoxication, de petite gastro, c'est possible. Mais pas plus de deux jours si la cause de la nausée n'est pas évidente. Un avis médical est toujours préférable chez le petit enfant, la femme enceinte (surtout au 3^e trimestre), la personne âgée, si l'on est sous chimiothérapie.

En cas de vomissements, on fait quoi ?

On évite la déshydratation en buvant à petites gorgées, de l'eau citronnée par exemple. Prendre de petites collations, le froid passant souvent mieux que le chaud. Autre « truc » : sucer des bonbons de menthe ou acidulés si un goût amer ou métallique persiste. Si les vomissements sont abondants ou que l'on vomit du sang, il faut consulter.



Les bons réflexes pour se sortir au plus vite d'une gastro

L'épidémie de gastro-entérite poursuit sa propagation en France. Le pic épidémique pourrait être atteint cette semaine.

Voici quelques mesures pour savoir comment réagir dès l'apparition des premiers symptômes (diarrhée aigue, vomissements, douleurs abdominales). Ces recommandations amélioreront l'état de santé des adultes en quelques jours. Cependant, il est fortement recommandé aux enfants en bas âge et aux personnes âgées ou fragiles de consulter un médecin dès l'apparition des premiers signes de la maladie.

Lutter contre la déshydratation

La première conséquence négative de la gastro-entérite est la déshydratation. Il faut donc boire beaucoup, au minimum deux litres par jour. L'eau, les bouillons salés, les sodas, à condition de bien les remuer afin d'en retirer tout le gaz, et les tisanes sucrées conviendront très bien.

Manger

Même si le malade n'en a aucune envie, il faut manger lorsqu'on est atteint d'une gastro-entérite. Pour commencer, l'idéal est de faire plusieurs petits repas tout au long de la journée. Les aliments à privilégier sont les féculents (riz et pâtes), le poisson et la viande, et les carottes, toujours bien cuits. Côté laitage, les fromages à pâte cuite et les yaourts conviendront. Les fruits frais sont à éviter, sauf la banane, qui sera consommée bien mûre. Il est recommandé de consommer plutôt des compotes ou de la gelée. Il faut surtout éviter toutes les fibres végétales, contenues dans les fruits frais et les légumes verts, ainsi que les aliments trop gras.

Protéger son entourage

La gastro-entérite est très contagieuse. Se laver les mains régulièrement reste la meilleure protection contre sa transmission. Si on est parent d'un enfant atteint, il convient de se laver systématiquement les mains après avoir changé sa couche ou lui avoir donné le biberon.

Si les symptômes persistent

Si la perte de poids est trop élevée et que les diarrhées et les vomissements persistent, il est impératif de rendre visite à son médecin. Toute présence de sang dans les selles doit amener à consulter immédiatement.

GASTRO : COMMENT PROTÉGER BÉBÉ ?

Pour protéger les nourrissons en cas d'épidémie de gastro-entérite, il existe aujourd'hui deux vaccins. Mais l'allaitement a aussi un rôle à jouer...

Les nourrissons sont particulièrement vulnérables face à la gastro-entérite, surtout s'ils sont nés prématurément et vivent en collectivité. Il existe deux vaccins pour prévenir la gastro transmise par le rotavirus. Ils assurent une protection de 70% contre les principales souches du virus et de 90% contre les formes sévères. L'avantage : ils se présentent sous forme buvable.

Rotarix®

Il est dirigé contre une seule souche de rotavirus mais il protégerait aussi contre les souches les plus souvent rencontrées.

Comment l'utiliser ? Il se prend en deux doses espacées d'au moins 4 semaines dès l'âge de 6 semaines.

Effets secondaires : il est globalement bien supporté. Il peut parfois entraîner quelques troubles digestifs passagers (baisse d'appétit, diarrhées, vomissements, flatulences...). En cas de doute, consultez votre médecin.

Rotateq®

Il protège contre cinq souches de rotavirus, assurant ainsi une protection contre 90% des souches qui circulent en Europe.

Comment l'utiliser ? Il se prend en trois doses : la première entre 6 et 12 semaines puis les deux autres à intervalles de 4 semaines minimum avant les 6



mois de l'enfant.

Effets secondaires : il est globalement bien supporté. Il peut parfois entraîner quelques troubles digestifs passagers (diarrhées, vomissements...). En cas de doute, consultez votre médecin.

Gastro : l'allaitement en prévention

En nourrissant votre enfant uniquement au sein, vous pouvez

réduire les risques de gastro-entérite. En Norvège, plus de 40% des enfants sont allaités jusqu'à l'âge de 9 mois. S'il en était de même en France, on pourrait éviter 8 000 cas de diarrhées à rotavirus et 1 000 hospitalisations par an.

Et en cas de gastro ?

Si malgré tout votre jeune enfant contracte une gastro, voici

quelques conseils d'alimentation :
- Si vous l'allaitez, continuez. S'il est au biberon, recommencez rapidement à l'alimenter, si possible dès la douzième heure.

Si votre enfant a plus de 4 mois et une diarrhée modérée, vous pouvez utiliser le lait habituel. Sinon, votre pédiatre pourra vous en conseiller un autre.

- Le principal danger d'une gastro-entérite chez un bébé : la déshydratation.

FAUT-IL VACCINER BÉBÉ ?

Le vaccin, non obligatoire, protège le nourrisson contre 90% des gastro-entérites sévères à rotavirus.

Gastro : un rotavirus résistant

Le rotavirus est un virus très résistant dans l'environnement extérieur : il survit des jours sur une table à langer, plusieurs semaines sur un jouet. C'est également un virus très contagieux qui se transmet de façon directe ou indirecte lors des changes (mains contaminées), ou en partageant et portant à la bouche des jouets souillés... Tout cela contribue aux épidémies de gastro-entérite à rotavirus dans les

crèches et collectivités et à la fréquence des infections nosocomiales en pédiatrie. Le rotavirus résiste à la plupart des savons et désinfectants, mais il est tout de même sensible aux solutions hydro-alcooliques.

Gastro : vacciner avant 6 mois

En pratique, l'un des bénéfices attendus de la vaccination contre le rotavirus est la diminution du nombre de gastro-entérites aiguës sévères à rotavirus et la réduction du nombre des hospitalisations pour gastro-entérites aiguës à rotavirus 28. Elle ne protège pas contre les diarrhées dues à d'autres agents pa-

thogènes.

Aujourd'hui une vaccination buvable existe (c'est le Rotarix®). Le vaccin doit de préférence être administré avant l'âge de 16 semaines, et doit être terminé avant l'âge de 24 semaines. Il n'y a pas de rattrapage possible de la vaccination après l'âge de 6 mois... Plus tard, il est trop tard pour vacciner ! Si l'épidémie à rotavirus est effectivement hivernale, en revanche, la vaccination ne connaît pas de saison, le but étant de protéger les bébés avant le premier pic de survenue de gastro-entérites à rotavirus sévères, qui se situe autour de l'âge de 4-6 mois.

LES BONS GESTES À ADOPTER POUR VOTRE ENFANT

La gastro, maladie redoutée de tous et plus particulièrement des enfants qui peuvent être épuisés par un tel épisode. On vous explique les bons gestes à adopter.

À l'exception des solutés de réhydratation, pas d'automédication en cas de gastro-entérite !. Insiste le Dr Saholy Razafi narivo-Charoiz, pédiatre.

En attendant de consulter, on adopte ces quelques gestes :

- Proposer systématiquement à son enfant un soluté de réhydratation (SRO). Cette poudre à reconstituer dans de l'eau contient des glucides et des sels minéraux en quantité adéquate afin de compenser les pertes hydriques. On la fait prendre en petites gorgées, pour éviter les vomissements.

- Pas de médicaments antidiarrhéiques ou antivomissements, car « ce sont deux mécanismes naturels du corps pour se débarrasser du virus », rappelle la pédiatre.

- Côté alimentation, si le bébé est

allaité, on alterne tétées et SRO. S'il est au lait artificiel, le médecin pourra conseiller de basculer quelques jours sur un lait sans lactose (les écoles divergent sur le sujet). Si la nourriture de bébé est diversifiée, on privilégie des aliments aux propriétés antidiarrhéiques : carotte, pomme, riz, pomme de terre, yaourt...

On consulte en urgence si...

- Le bébé a moins de 3 mois ;
- L'enfant ne boit plus ;

- Il vomit ou a la diarrhée de manière systématique ;
- Il montre des signes de déshydratation : yeux cernés, peau rigide, fontanelles creusées, respiration rapide, somnolence ;
- Il a perdu du poids (5%). En cas de diarrhée importante, il est conseillé de peser son enfant toutes les 6 heures ;

- Les symptômes s'accompagnent d'une forte fièvre ;
- Les selles contiennent des glaires ou du sang ;
- Il revient d'un pays tropical.

MALI

Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne l'attentat contre des Casques bleus

Le Conseil de sécurité des Nations unies a fermement condamné un attentat contre des Casques bleus au Mali, qui a coûté la vie à trois soldats de la paix tchadiens et blessé trois autres.

Dans un communiqué, les membres du Conseil de sécurité ont exprimé "leurs sincères condoléances et leur sympathie aux familles des victimes, ainsi qu'au Tchad, et ont souhaité un prompt rétablissement aux blessés".

Les membres du Conseil "ont demandé au gouvernement de transition du Mali d'enquêter rapidement sur l'attentat qui s'est produit lundi près de Tessalit, avec le soutien de la Mission de maintien de la paix des Nations Unies au Mali (MINUSMA), de promouvoir la responsabilité en traduisant les auteurs en justice et de tenir le Tchad informé de l'évolution de la situation", a indiqué le communiqué.

"Les attaques visant les personnels du maintien de la paix pourraient constituer des crimes de guerre en vertu du droit international, et le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations constitue l'une des menaces les plus



graves pour la paix et la sécurité internationales", ont-ils souligné. Les membres du Conseil ont réitéré "leur soutien total à la MINUSMA" et affirmé que "ces actes odieux ne saperaient pas leur détermination à continuer de soutenir le processus de paix et de réconciliation au Mali",

d'après la même source. Trois Casques bleus de la MINUSMA ont été tués et trois autres grièvement blessés lundi par l'explosion d'un engin explosif improvisé dans le nord du pays, selon la mission onusienne. Les soldats ont trouvé la mort "quand leur véhicule a sauté sur un engin explosif

improvisé lors d'une patrouille de déminage à Tessalit, dans la région de Kidal", a précisé la MINUSMA.

"Les engins explosifs improvisés sont l'une des plus graves menaces à laquelle font face nos collègues", a rappelé sur Twitter le chef de la MINUSMA, El Ghassim Wane.

TCHAD

105 millions de dollars de la Banque Mondiale

La Banque mondiale (BM) a alloué 105 millions de dollars américains au gouvernement tchadien pour soutenir

ses efforts destinés à prévenir les crises alimentaires et à renforcer les capacités d'adaptation de la base productive face

aux changements climatiques. Cet accord qui entre dans le cadre du financement du Programme de résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest, a été signé ce lundi à Washington aux Etats-Unis, par le ministre tchadien de la Prospective économique et des Partenariats internationaux, Moussa Batraki, et Bouthaina Guermazi, directrice de l'intégration régionale pour l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de la Banque mondiale.

"Le montant additionnel vient en complément du financement actuel du Projet de renforcement de la productivité agricole et résilience au climat (PROPAD) et s'inscrit directement dans les priorités du gouvernement de Transition à trouver des solutions aux problèmes qui accroissent la vulnérabilité de nos populations et affectent l'économie locale", a indiqué M. Batraki dans un communiqué.

Le projet bénéficiera directement à au moins 600.000 personnes, telles que des petits producteurs et des transformateurs agricoles, ainsi qu'à des micro, petites et moyennes entreprises agricoles dont au moins 30% des bénéficiaires seront des jeunes et 40% des femmes, selon la même source.

AFRIQUE DU SUD

Fin de la grève à la compagnie publique de transport

La compagnie publique de transport sud-africaine Transnet a annoncé lundi la conclusion d'un accord avec les syndicats permettant de mettre fin à la grève qui entravait les exportations de l'Afrique du Sud.

Le Syndicat uni des transports nationaux (UNTU), majoritaire, a renoncé à sa demande d'une hausse des salaires de près de 8% et accepté l'offre faite par la direction d'une augmentation de 6%, indique un communiqué de la société, qui assure l'exploitation du réseau de fret ferroviaire et de tous les ports de l'économie la plus industrialisée d'Afrique.

"Dans l'immédiat, la priorité de la compagnie est d'éliminer les retards accumulés dans les ports et le système ferroviaire", ajoute le texte.

La grève avait été lancée le 6 octobre pour demander des hausses de salaire face à la forte inflation qui rogne le pouvoir d'achat des employés.

Jeudi, alors que les négociations restaient infructueuses, le gouvernement avait dit être "extrêmement inquiet des conséquences négatives (de cette grève) sur l'économie de l'Afrique du Sud" et avait appelé à la reprise des exportations des produits agricoles, miniers et autres "aussi vite que possible".

Minerals Council South Africa, organisation patronale des industries minières, avait estimé les pertes occasionnées par la grève à 815 millions de rands (44,6 millions d'euros) d'exportations par jour pour les entreprises du secteur.

CONGO-BRAZZAVILLE

Une vingtaine de pays africains attendus au FIGE

Du 19 au 21 octobre, Brazzaville, capitale de la République du Congo, abritera les assises de la 8e Assemblée générale couplée au 9e colloque international du Forum des inspections générales d'Etat d'Afrique et institutions assimilées (FIGE) auxquelles participeront une vingtaine de pays africains. Sous le thème "Les institutions supérieures de contrôle de l'ordre administratif face aux défis de la bonne gouvernance", les assises constituent un cadre d'échange pour les institutions supérieures de contrôle ainsi que des partenaires techniques engagés dans la lutte contre la fraude, la corruption

et le gaspillage d'argent. Selon l'Inspection générale d'Etat de la République du Congo, organisatrice de l'événement, la rencontre de Brazzaville permettra aux responsables des institutions supérieures de contrôle de l'ordre administratif d'échanger sur les défis liés à la problématique de la bonne gouvernance au niveau des Etats membres de cette organisation.

Il s'agit, entre autres, de faciliter les échanges d'expériences sur les systèmes et méthodes de vérification, de contrôle et de fonctionnement entre les inspections générales d'Etat, de promouvoir et d'harmoniser les

principes de bonne gouvernance et de transparence, d'établir des programmes de formation pour les professionnels des inspections générales d'Etat, les cadres de l'administration publique et les étudiants, afin de leur offrir des outils d'analyse innovants et performants pour une gestion efficace du secteur public, ou d'autres structures de contrôle.

Le FIGE est une organisation sous-régionale africaine qui compte en son sein une Assemblée générale en tant qu'organe suprême, un comité directeur composé de six membres et un secrétariat exécutif.

APS

NIGERIA

La principale compagnie gazière "active la force majeure" à cause des inondations

La principale compagnie gazière du Nigeria, premier exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL) d'Afrique, a annoncé lundi avoir "activé la force majeure" à cause des inondations qui frappent le pays.

Cette décision a été prise après que les fournisseurs de gaz en amont ont eux-mêmes invoqué la force majeure, a indiqué à Andy Odeh, directeur général des relations extérieures de la Nigeria LNG Limited (NLNG), dans un courriel, cité par l'agence AFP.

La compagnie n'a pas précisé si ou dans quelle mesure les exportations à partir du terminal de Bonny Island (sud-est), qui représente près de 10% des recettes d'exportations du pays, seraient touchées.

La NLNG est une coentreprise entre la société nationale pétrolière nigérienne (NNPC), la compagnie britannique Shell, le groupe français TotalEnergies et l'entreprise italienne Eni.

Sa capacité annuelle de production est de 22 millions de tonnes de GNL. Le Nigeria est frappé par des pluies exceptionnelles depuis août, ayant provoqué les inondations les plus meurtrières dans le pays depuis 2012.

Plus de 600 personnes sont mortes et près de 82.000 maisons et 110.000 hectares de terres agricoles ont été détruits par les eaux.

Les agences météorologiques ont averti qu'un certain nombre d'Etats du pays, notamment dans la région pétrolière du Sud-Est, risquent de subir de nouvelles inondations jusqu'à la fin du mois de novembre.

Deux personnes tuées lors d'une attaque contre une église

Une attaque contre une église au centre du Nigeria a fait deux morts et plusieurs blessés, a annoncé lundi la police nigérienne.

L'incident s'est produit tard dimanche lorsqu'un groupe d'inconnus armés a ouvert le feu sans discernement sur des fidèles qui assistaient à un programme dans une église du Christ céleste de la région de Felele, dans l'Etat central de Kogi, a déclaré William Oveye-Aya, porte-parole de la police à Lokoja, le chef-lieu de l'Etat.

M. Oveye-Aya a indiqué que les forces de l'ordre répondant à un appel d'urgence ont trouvé sur place deux femmes mortes et plusieurs autres personnes blessées.

Les hommes armés ont fui les lieux à l'arrivée de la police. Selon le porte-parole, les policiers sont en train de rechercher les assaillants.

Les corps des victimes ont été déposés à la morgue tandis que les blessés sont soignés dans un hôpital voisin. Aucune arrestation n'a encore été signalée pour l'instant.

ETHIOPIE

Risque "important" d'escalade du conflit selon l'ONU

Il y a un "risque important d'escalade" du conflit en Ethiopie, a affirmé mardi l'Autrichien Volker Türk, qui a débuté cette semaine son mandat de Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme.

"Je suis (...) profondément troublé par le risque important d'escalade compte tenu de la mobilisation massive et continue de soldats et de combattants par les différentes parties au conflit", a-t-il affirmé dans un communiqué. Après cinq mois de trêve ayant laissé entrevoir des espoirs de négociations, les combats ont repris depuis le 24 août dans le nord de l'Ethiopie. Lundi, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avait souligné que la situation en Ethiopie devenait "incontrôlable".

M. Türk a également souligné que les dernières frappes aériennes sur la région du Tigré risquent de fortement exacerber l'impact des hostilités sur les civils. Il a appelé les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire, en prenant notamment toutes les mesures possibles pour protéger les civils et les biens civils et en facilitant l'accès humanitaire aux populations. "En vertu du droit international, les attaques sans discrimination ou les attaques visant délibérément des civils ou des biens civils constituent des crimes de guerre", a rappelé le Haut-Commissaire.

PALESTINE

L'Australie renonce à reconnaître El Qods comme capitale de l'entité sioniste

L'Australie a annoncé mardi avoir décidé de ne plus reconnaître El Qods-Ouest comme la capitale de l'entité sioniste, revenant ainsi sur une décision prise par le gouvernement conservateur précédent.

La ministre australienne des Affaires étrangères Penny Wong a affirmé que la question du statut d'El Qods devait être résolue dans le cadre de négociations de paix entre l'entité sioniste et les palestiniens et non dans le cadre de décisions unilatérales.

"Nous ne soutiendrons pas une approche qui compromet cette perspective", a-t-elle déclaré.

Le précédent gouvernement conservateur de Scott Morrison avait été l'objet de vives critiques quand, en 2018, il avait annoncé qu'il reconnaissait El Qods-Ouest comme capitale de l'entité sioniste.

Il avait fait cette annonce dans la foulée d'une décision similaire du président américain Donald Trump.

"Je sais que cela a causé des conflits et du désarroi au sein d'une partie de la communauté australienne, et aujourd'hui le gouvernement cherche à résoudre

cela", a déclaré Mme Wong mardi. Elle a accusé le gouvernement de son prédécesseur d'avoir, à l'époque, pris cette décision pour tenter de remporter une élection

partielle cruciale dans une banlieue de Sydney. "Vous savez ce que c'était? C'était un jeu cynique, sans succès, pour gagner le siège de Wentworth et une élection partielle".

SALVADOR

Mort de journalistes néerlandais : mandat d'arrêt contre 3 militaires

Des organisations humanitaires du Salvador et des proches de victimes ont salué lundi la décision d'un juge de lancer un mandat d'arrêt à l'encontre de trois militaires à la retraite pour leur lien présumé avec la mort de quatre journalistes néerlandais il y a 40 ans dans les pays.

"La décision du juge est un pas très important dans la lutte contre l'impunité"

pour ce crime, a déclaré Miguel Montenegro, coordinateur de la Commission salvadorienne des droits de l'homme (CDHES), cité par l'agence AFP.

Vendredi, un juge de Dulce Nombre de Maria, au nord du Salvador, a ordonné l'arrestation de trois militaires à la retraite pour leur lien présumé avec la mort le 17 mars 1982 des quatre journalistes.

Les trois militaires visés par le mandat d'arrêt sont le général José Guillermo García, ancien ministre de la Défense (1979-1983), le colonel Mario Adalberto Reyes Mena, ancien commandant de la 4e brigade d'infanterie de Chalatenango, qui vit aux Etats-Unis, et l'ancien directeur de la police du Trésor, le colonel Francisco Antonio Moran.

Le parquet et la police n'ont fourni aucune information sur d'éventuelles arrestations. Bien qu'ils soient décédés, le mandat d'arrêt concerne également l'ancien chef d'état-major interarmées, le général Rafael Flores Lima, et le sergent Mario Canizales.

Les proches des victimes ont également salué la décision du juge.

"Nous avons attendu ce moment pendant quarante ans", a déclaré Gert

Kuiper, frère de Jan Kuiper, l'une des victimes, lors d'une vidéoconférence depuis les Pays-Bas.

L'avocat de l'Association salvadorienne des droits de l'homme (ASDEHU), Pedro Cruz, qui représente les proches des quatre journalistes, a estimé que la décision du juge "clôt la phase initiale de l'enquête".

Les journalistes Koos Jacobus Andries Koster, Jan Corenlius Kuiper Joop, Hans Lodewijk ter Laag et Johannes Jan Willemsen, couvraient la guerre civile au Salvador lorsqu'ils ont été tués.

Les circonstances de leur mort n'avaient jamais fait l'objet d'une enquête jusqu'à la création en 1993 sous les auspices de l'ONU de la Commission de la Vérité pour faire la lumière sur les atrocités commises durant la guerre civile au Salvador, de 1979 à 1992.

La Commission a établi qu'ils avaient péri dans une embuscade de l'armée dans une zone rurale du département de Chalatenango, à environ 80 km au nord de la capitale San Salvador.

L'enquête avait ensuite été relancée en 2020 par l'Institut salvadorien d'accès à l'information publique (IAIP) qui avait demandé à l'armée d'ouvrir ses archives.

GRANDE-BRETAGNE

Truss se dit déterminée à rester à son poste et désolée pour ses "erreurs"

"Désolée" pour ses "erreurs", la Première ministre britannique Liz Truss s'est dite déterminée à rester à son poste, quelques heures après l'abandon de son programme économique, annoncé par son nouveau ministre des Finances.

Six semaines après l'arrivée de Liz Truss à Downing Street, son mandat semble moribond après une série d'humiliants revirements sur ses promesses de campagne.

Dans une interview à la BBC lundi soir, la cheffe du gouvernement a répété qu'elle est "désolée" pour ses "erreurs", estimant avoir voulu aller "trop loin trop vite".

"Je resterais à mon poste pour tenir mes engagements pour l'intérêt national", a-t-elle assuré, estimant qu'elle serait encore à la tête du parti pour les prochaines élections prévues dans deux ans, où l'opposition est archi-favorite. "J'ai agi rapidement pour réparer ces erreurs", a lancé Liz Truss à l'adresse de sa majorité, où les manœuvres se multiplient en coulisse pour la pousser vers la sortie.

Son nouveau ministre des Finances, Jeremy Hunt, nommé vendredi dans l'urgence après la tempête sur les marchés déclenchée par le "plan de croissance" de son prédécesseur Kwasi Kwarteng, tient désormais la barre du gouvernement après des semaines de chaos sur les marchés qui ont menacé la stabilité financière du pays.

Il a dévoilé lundi les grandes lignes du projet budgétaire de moyen terme qui doit être présenté dans sa totalité le 31 octobre.

Avertissant de décisions "très dures" avec des coupes à venir dans les dépenses de l'Etat et des hausses d'impôts, un désaveu total du plan initial de Liz Truss, Jeremy Hunt a toutefois assuré que le gouvernement ferait une priorité de "l'aide aux plus vulnérables".

La présentation fin septembre de projets de baisses d'impôts massives et d'un soutien colossal aux factures énergétiques par Kwasi Kwarteng, non pleinement chiffrés et devant être financés par emprunt, qui avaient fait craindre un dérapage des comptes publics.

La livre avait chuté à un plus bas historique et les taux d'emprunt à long terme de l'Etat avaient flambé, fragilisant les fonds de pension et faisant grimper les taux d'emprunt des ménages et des entreprises, dans une économie britannique déjà à plat.

La Banque d'Angleterre avait dû intervenir pour empêcher la situation de détériorer en crise financière et le Fonds monétaire avait appelé à rectifier le tir.

Alimentant les questions sur son autorité en lambeaux, Liz Truss a envoyé la ministre Penny Mordaunt, chargée des relations avec le Parlement, répondre à l'opposition à la chambre des Communes.

Mme Truss est ensuite apparue à Westminster aux côtés du chancelier de l'Echiquier mais est restée silencieuse, pendant que ce dernier affrontait une opposition, qui a torpillé une Première ministre "humiliée, ne peut tout simplement pas rester à son poste". Avec seulement 40 jours au pouvoir, elle risque de devenir le Premier ministre ayant eu le plus court mandat jamais connu outre-Manche.

HAÏTI

Situation "cauchemardesque" (ONU)

La population d'Haïti vit une "situation absolument cauchemardesque", a insisté lundi le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, répétant avant une réunion du Conseil de sécurité son appel à l'envoi d'une force armée internationale pour faire face à la crise humanitaire. "La situation est absolument dramatique. Le port est bloqué par les gangs qui ne laissent pas sortir le carburant (...) Sans carburant, il n'y a pas d'eau. Et il y a le choléra", dont le traitement nécessite une bonne hydratation, a-t-il déclaré devant la presse.

"Alors c'est une situation absolument cauchemardesque pour la population d'Haïti, principalement à Port-au-Prince". Le terminal pétrolier de Varreux, le plus important du pays, est bloqué par des gangs armés depuis mi-septembre, paralysant le pays tout entier.

Dans ce contexte, le secrétaire général a récemment appelé dans une lettre au Conseil de sécurité à "examiner en urgence la demande du gouvernement haïtien de déployer sans délai une force armée spécialisée internationale pour faire face à la crise humanitaire". Des milliers d'Haïtiens sont descendus le lendemain dans la rue pour dénoncer l'appel à l'aide étrangère du gouvernement.

"Nous avons besoin d'une action armée pour libérer le port et permettre la mise en place d'un couloir humanitaire", a répété lundi Antonio Guterres.

"Je parle de quelque chose qui doit être fait uniquement sur la base de critères humanitaires, indépendamment des dimensions politiques du problème qui doit être résolu par les Haïtiens eux-mêmes", a-t-il précisé. Le Conseil de sécurité doit débattre lundi après-midi de la situation dans les pays.

APS

KOWEÏT

Le nouveau gouvernement prête serment

Le nouveau gouvernement du Koweït, a prêté serment lundi, deux semaines après la victoire de l'opposition aux élections législatives.

Le gouvernement comprend 15 ministres, dont deux femmes, avec notamment de nouveaux noms aux postes clés comme Salem Al-Sabah aux Affaires étrangères, et Bader al-Mulla pour le Pétrole.

Le prince héritier Mechaal al-Ahmad al-Jaber Al-Sabah "a reçu le Premier ministre et les ministres qui ont prêté serment", a annoncé l'agence de presse officielle koweïtienne Kuna.

Le gouvernement du Premier ministre Ahmad Nawaf al-Ahmad Al-Sabah devra s'emparer des "dossiers prioritaires", a déclaré le prince héritier, cité par Kuna, évoquant notamment "les projets de développement", "les investissements" et la "lutte contre la corruption", perpétuel sujet de discordes avec le Parlement.

Fin septembre, l'opposition qui avait boycotté les élections législatives ces dix dernières années, a remporté la majorité des sièges. La première session du nouveau Parlement doit se tenir mardi.

COLOMBIE

Assassinat d'un journaliste auquel la protection avait été retirée

Un journaliste du nord de la Colombie, Rafael Moreno, auquel la protection avait été retirée malgré les menaces qui pesaient sur lui, a été assassiné dans la nuit de dimanche à lundi, a annoncé une organisation non-gouvernementale locale.

"Cette nuit a été assassiné le dirigeant, journaliste et enquêteur Rafael Emiro Moreno Garavito dans la ville de Montelíbano", a écrit la Fondation sociale Cordoberxia dans un communiqué.

Rafael Moreno était le rédacteur en chef d'un journal en ligne. Il se trouvait dans un établissement public lorsqu'il a été abattu par deux personnes à moto, selon le colonel de police John Freddy Suarez.

"Nous savons qu'il travaillait sur plusieurs enquêtes avec des plaintes pénales et disciplinaires", a ajouté

la fondation à propos de la victime qui dirigeait Voces de Cordoba, un média spécialisé dans l'information sur le département du même nom.

En septembre, Rafael Moreno avait dénoncé le retrait par l'Etat colombien du dispositif de protection dont il bénéficiait après avoir fait l'objet de menaces.

Le journaliste enquêtait notamment sur l'installation d'une "carière" dans la propriété même d'un sénateur et d'où étaient extraits, selon lui, des matériaux pour la construction d'ouvrages publics.

Dans un bref message sur Facebook, le journal en ligne a déploré que "la voix de la vérité ait été éteinte pour toujours".

Le rapporteur spécial pour la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, Pedro Vaca, a condamné

le meurtre sur Twitter. "Il est rapporté que son régime de protection lui avait été retiré et cela accentue le devoir d'enquête et de sanctions envers les responsables", a-t-il commenté.

Le parquet a annoncé la création d'une équipe spécialisée pour enquêter sur ce crime.

Deux journalistes avaient été tués par balle fin août également dans le nord de la Colombie, portant alors à 10, selon l'ONG Reporters sans frontières (RSF), le nombre des membres de cette profession tués en Colombie depuis la signature de l'accord de paix avec l'ex-guérilla des FARC en 2016.

Le Mexique, où 10 journalistes ont été tués depuis le début de l'année, selon RSF, est le pays le plus dangereux d'Amérique latine pour exercer ce métier.

UNIVERSITÉ MOULOU-D-MAMMERI DE TIZI-OUZOU

La relation langue-identité est "très complexe" (universitaire)

La relation entre la langue et l'identité est "très complexe" et l'une "ne peut être subordonnée systématiquement" à l'autre, a estimé lundi à Tizi-Ouzou, l'universitaire Nora Tizgiri.

Intervenant lors de la 17e édition du séminaire international sous le thème "droits des langues, traduction, cultures et identités", organisé à l'Université Moulou-D-Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO), Mme Tizgiri a souligné que la relation entre la langue et l'identité est "très complexe" et "ne peut être restreinte à une relation binaire", affirmant qu'on ne pouvait "subordonner systématiquement la langue à l'identité".

"L'usage d'une langue n'implique pas obligatoirement l'appartenance à une culture donnée", a-t-elle dit, illustrant ses propos par l'exemple des francophones à travers le monde qui sont de cultures et d'identités différentes.

L'universitaire a cité, dans ce contexte, une enquête menée en 2003 chez la communauté immigrée algérienne en France.

"Il a été prouvé que cette dernière, dont une bonne partie est née en dehors de l'Algérie, demeure attachée à sa culture malgré son ignorance pour sa langue d'origine", a rapporté la professeure à l'UMMTO. Mme Tizgiri a, par ailleurs, évoqué dans son intervention, l'analyse des discours juridiques sur les langues qui éclairent, a-t-elle souligné, sur "le statut de ces langues et leur rôle dans une communauté ou un Etat". Pour sa part, Nicole Carignan, de l'Université de Québec et représentante de Joseph-G Turri, président de l'Académie internationale de droit linguistique, a relaté, à travers sa communication intitulée "Jumelages interculturels pour favoriser des relations intergroupes harmonieuses", une expérience sociale de jumelage et d'intégration menée au Québec qui, dira-t-elle, a "donné des résultats extraordinaires". Elle a également, mis en avant "la pérennité d'une telle conférence à l'effet de permettre la préservation des langues maternelles", soulignant



que grâce à ce séminaire, "plusieurs pays ont légitimé sur la question et les statuts de nombreuses langues dites mineures". Plusieurs aspects liés à la langue en elle-même sont au programme de cette conférence de trois jours, dont le droit des langues et les droits linguistiques, l'enseignement et l'usage de la langue, les minorités et majorités linguistiques, l'aménagement linguistique et les politiques linguistiques. Il est, également, prévu des communications sur la langue et son environnement, notamment, la relation entre la langue et l'espace culturel et aussi de l'identité, ainsi que le discours juridique portant sur les droits linguistiques et les statuts des langues. Il

sera aussi question, selon le programme de la rencontre, de la problématique de la préservation de la langue maternelle, "reléguée dans beaucoup de pays au second plan alors que c'est elle qui forge en premier la personnalité de l'enfant", tel que souligné par les organisateurs. Organisée par le laboratoire d'Aménagement et de l'Enseignement de la Langue Amazighe (LAELA) de l'UMMTO en collaboration de l'Académie internationale de droit linguistique de Montréal (Canada) et l'Institut de Linguistique appliquée de l'Université d'Adam Mickiewicz de Poznan (Pologne), cette rencontre à laquelle prennent part 12 pays, regroupe 31 communicants, dont 9 en ligne.

INSM "MOHAMED-FAWZI"

Un édifice académique formateur, garant du patrimoine musical algérien

L'Institut National Supérieur de Musique "Mohamed-Fawzi" (INSM), un des plus importants édifices scientifiques algériens dans le domaine de la formation musicale, vise à promouvoir une formation académique supérieure en musique et à produire des générations d'artistes à la formation accomplie, en mesure de préserver le patrimoine musical algérien.

Depuis le recouvrement de son indépendance, dont le soixantenaire est célébré cette année, l'Algérie a accordé une "grande importance à la formation artistique supérieure", dans le domaine des arts de la scène et du cinéma notamment, ce qui a permis aux nouvelles générations diplômées de "contribuer au développement culturel et artistique dans des normes universelles", estime le directeur de l'INSM, Abdelkader Bouazzara.

Créé en 1992, l'INSM se situe dans un tissu urbain culturel, touristique et hautement historique, sur le front de mer de la ville d'Alger, non loin de la Casbah et quelques monuments historiques de la capitale, un environnement qui titille l'inspiration des étudiants et motive la création, explique le directeur de l'INSM.

L'institut, qui porte depuis 2017 le nom du musicien égyptien, Mohamed Fawzy (1918-1966), compositeur de l'Hymne national (Qasman) sur le célèbre texte du grand poète de la Révolution, Moufî Zakaria (1908-1977), vise à donner "une image lumineuse et authentique" de la culture algérienne, qui évolue dans l'air du temps avec des perspectives prometteuses, empreintes de savoir, d'innovation et de créativité.

Dans le cadre de ses attributions, l'INSM s'emploie à "assurer une for-

mation académique supérieure pleine, spécialisée et technique, dans la pratique de divers instruments de musique ainsi que dans l'interprétation du chant, tout en développant, la recherche scientifique autour de la musique traditionnelle algérienne et ses différents contenus, mettant à disposition, pour ce faire, un studio d'enregistrement et de transcription du patrimoine musical national.

L'institut a également mis en place "un laboratoire de recherche en vue de cataloguer, classer et préserver le patrimoine musical national, à travers des méthodes académiques destinées à la préparation des programmes d'études de divers instruments de musique, une avancée scientifique et une mise aux normes de la musique algérienne qui permettra sa sauvegarde et sa transmission intergénérationnelle, explique Abdelkader Bouazzara.

Sur une période de trois ans, l'institut dispense, poursuit le directeur, "une formation dans les disciplines "musicologie", "instruments" et "chant", au bout de laquelle les étudiants obtiennent une licence professionnelle en musicologie", soulignant que "la première promotion de diplômés sous le dispositif" Licence Master Doctorat (LMD) au cours de l'exercice 2020/2021 comptait 54 étudiants".

Abordant la décision d'instaurer le Baccalauréat artistique, récemment prise par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Abdelkader Bouazzara, estime que cette décision est "pertinente et judicieuse" et qu'elle contribuera à la "réhabilitation du système de formation artistique" et donnera de "nouveaux

élans" au secteur de la culture et des arts.

30 ans et de nombreuses réalisations

L'INSM dispose d'une capacité d'accueil de 200 sièges pédagogiques dont 100 soumis au régime externe, un internat d'une capacité de 100 lits, une salle de lecture, un réseau internet, une bibliothèque, un restaurant et deux salles de conférences et de spectacles. Depuis quatre ans cet établissement de formation a été placé sous la double tutelle des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de la Culture et des Arts pour se conformer au dispositif LMD. Abdelkader Bouazzara a, par ailleurs déclaré que l'INSM a très récemment ouvert et pour la première fois de son histoire, un concours d'accès à une formation de Master, pouvant accueillir 25 étudiants, détenteurs d'un diplôme universitaire en musicologie ou d'un diplôme équivalent. L'INSM a aussi signé des accords de partenariat avec plusieurs grandes Ecoles et Conservatoires de pays étrangers comme les Etats-Unis d'Amérique et la République Tchèque, explique son directeur ajoutant que des bourses de formation postuniversitaire en Russie, en Turquie, en Chine et en France, ont été accordées aux brillants étudiants de l'institut qui ont également participé à des concours internationaux dans différents pays. Depuis quelques années, l'institut a également créé sa propre chorale polyphonique et son propre orchestre symphonique, tous deux composés d'étudiants qui se produisent sur scène et organisent des spectacles annuels.

FESTIVAL DE MUSIQUE SYMPHONIQUE

Entrée en scène du Danemark, l'Autriche et la Tunisie

Le trio autrichien Wiener Mozart, le duo danois Mol-drup-Hyldig et l'orchestre symphonique tunisien ont animé lundi à l'opéra d'Alger Boualem-Bessaïh la troisième soirée du 12e Festival international de musique symphonique.

Pour sa première participation, le Danemark a fait son entrée à cet événement par le duo composé de Kristoffer Nyholm Hyldig, un des plus grands pianistes de son pays, et le violoncelliste Toke M?ldup.

Applaudi par un public accueillant, le duo a rendu dans la foulée des pièces d'Alberto Ginastera (1916-1978), illustre compositeur danois, revisité à travers sa célèbre composition "Pampeana".

Le duo a revisité également des pièces de pianiste et saxophoniste australien Percy Grainger (1882-1961), du compositeur tchèque Anton?n Dvorak (1841-1904) et de Igor Stravinsky (1882-1971), autre grand compositeur et pianiste russe.

Et pour marquer sa première participation à ce festival, le duo a rendu "ya qelbi khelli el hal", célèbre pièce du patrimoine musical algérien reprise par de grands interprètes algériens.

La deuxième partie de cette soirée de musique universelle a été animée par le Trio autrichien Wiener Mozart, une formation qui s'est produite dans les salles d'opéra les plus renommées en Europe et en Asie.

La pianiste Irina Auner, accompagnée d'un violoniste et d'un violoncelliste a emmené le public à travers un voyage parcourant les plus célèbres pièces de grands compositeurs de la musique universelle.

Mozart, le compositeur autrichien le plus connu de l'histoire de la musique en Europe et dans le monde, le pianiste allemand Felix Mendelssohn ou encore son compatriote Wilhelm Schulze ont été ainsi ressuscités à travers leurs compositions.

En dernière escale de cette soirée, l'Orchestre symphonique tunisien a, quant à lui, revisité des pièces de grands compositeurs de musique symphonique.

Sous la baguette du chef d'orchestre et violoniste Mohamed Bouslama, l'orchestre fondé en 1969, a rendu brillamment des pièces de compositeurs universels à l'image de l'allemand Felix Mendelssohn, le Britannique Benjamin Britten et l'Italien Giuseppe Verdi.

Outre l'Algérie, treize pays participent au 12e Festival international de musique symphonique qui se poursuit jusqu'à jeudi avec au programme de mardi, l'Italie et l'Egypte.

GALERIE MOHAMED-RACIM (ALGER)

Exposition sur l'œuvre du pédagogue tchèque Comenius

Une exposition retraçant la vie et le parcours du pédagogue tchèque Jan Amos Komensky, considéré comme le père de la pédagogie moderne, a été inaugurée lundi à la galerie Mohamed-Racim à Alger.

Organisée par l'ambassade de la République Tchèque en Algérie en collaboration avec l'établissement Arts et culture de la wilaya d'Alger, cette exposition se décline en panneaux d'information retraçant la vie du pédagogue, connu sous le nom de Comenius, et mettant en avant sa pensée et la reconnaissance qui lui est vouée dans son pays et dans le monde.

Cette exposition, intitulée "Héritage de Jan Amos Komensky" met en avant, dans un premier temps, la vie et les ouvrages de Comenius (1592-1670), qui a voué sa vie au perfectionnement des méthodes d'instruction, estimant que "la réforme de l'éducation était l'unique remède à la profonde crise culturelle que traversait l'Europe à son époque".

Auteur d'une cinquantaine d'ouvrages en pédagogie, théologie et en philosophie, Comenius est également considéré comme "prédécesseur idéologique des institutions européennes modernes", qui a proposé l'établissement d'une "assurance institutionnelle à l'entente internationale pacifique".

Cette personnalité est célébrée en République Tchèque et en Slovaquie par la Journée des professeurs qui coïncide avec sa date de naissance, alors que des billets de banque tchèques sont à son effigie.

Ayant œuvré pour le principe d'une éducation générale pour tous, l'Unesco et le ministère tchèque de l'Éducation, de la jeunesse et des sport, ont créé la "Médaille Comenius" décernée une fois tous les trois ans à des experts pour leur travail exceptionnel en matière d'éducation.

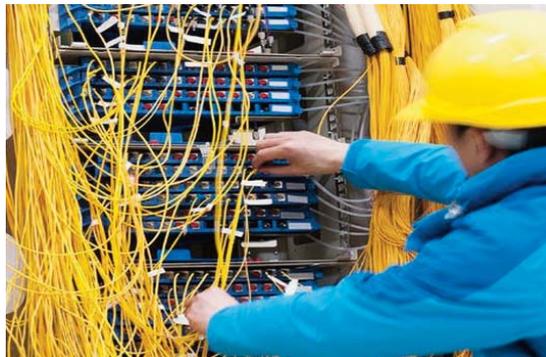
L'exposition "Héritage de Jan Amos Komensky" poursuit jusqu'au 24 octobre en cours.

FIBRE OPTIQUE EN ALGÉRIE Le nombre des abonnés a quintuplé ces trois dernières années

Le nombre des abonnés à la fibre optique en Algérie a quintuplé ces trois dernières années, dépassant 406.000 abonnés jusqu'au mois d'octobre courant, a-t-on appris lundi auprès du ministère de la Postes et des Télécommunications.

Dans son volet relatif au raccordement des foyers à la fibre optique, le plan d'action du secteur avance à "un rythme accéléré, le nombre des abonnés à cette technologie ayant quintuplé durant la période allant de fin

2020 jusqu'au mois d'octobre 2022", lit-on dans un post du ministère sur sa page Facebook. Le ministère a recensé "72.314 abonnés à la fibre optique en 2020, 165.244 en 2021, et 406.678 jusqu'au mois d'octobre en cours".



ALGÉRIE TÉLÉCOM

Offres Idoom 4G LTE : des volumes internet allant jusqu'à 1 Téraoctets

L'entreprise publique Algérie Télécom a annoncé, mardi dans un communiqué, le lancement de nouvelles offres Idoom 4G LTE permettant aux abonnés de profiter de volume internet très haut débit allant jusqu'à 1 Téraoctets (To).

Les nouveaux souscripteurs (résidentiels) à l'offre 4G LTE bénéficieront de tarifs et avantages "exceptionnels" permettant aux abonnés de profiter pleinement de plus de volume internet et de connexion haut débit et ce à compter d'hier lundi, indique le communiqué.

Désormais, ces souscripteurs bénéficieront d'un modem 4G avec un volume Data de 150 Go au lieu de 30 Go au prix de 4500DA.

Les clients disposant d'un modem 4G et qui souhaitent acquérir uniquement la carte SIM bénéficieront d'un volume de 10 Go valable 10 jours aux côtés d'appels illimités vers le fixe et Volte, pour uniquement 200 DA, précise la même source, ajoutant que plusieurs "Pass" allant de 100 à 500DA sont proposés.

En outre, l'ensemble des re-

charges permettront aux abonnés de bénéficier de plus de volumes internet aux côtés d'autres avantages.

Ainsi, la recharge de 1000 DA offre un volume de 40 Go au lieu de 20 Go, celle de 2500 DA offre 300 Go au lieu de 50 Go et la recharge de 3500 DA permet de bénéficier de 450 Go au lieu de 70 Go.

Il est actuellement possible d'effectuer une recharge à 1500 DA pour un volume de 150 Go avec des appels illimités vers le fixe local et national +Volte + 1000 DA vers le mobile avec

accès illimité lors de l'épuisement de la recharge.

Algérie Télécom offre également la possibilité pour ses clients de recharger 6500 DA pour un volume de 1To au lieu de 140 Go valable 6 mois au lieu d'un mois, avec des appels illimités vers le fixe, la Volte ainsi que 2000 DA vers le mobile, en plus d'un accès illimité après épuisement du volume.

Pour de plus amples informations relatifs à ces offres, Algérie Télécom invite ses abonnés à consulter son site web : www.algerietelecom.dz.

ALLEMAGNE Vodafone et Altice vont investir 7 milliards d'euros dans la fibre optique

Le groupe britannique de communications Vodafone et le français Altice ont annoncé lundi dans un communiqué la création d'une coentreprise pour déployer un réseau de fibre optique sur six ans en Allemagne, un projet qui nécessitera un investissement de 7 milliards d'euros.

Baptisée FibreCo, cette coentreprise sera détenue à 50% par le Vodafone Germany and 50% by Altice (SFR), a détaillé le britannique dans son communiqué. Le chantier va s'étaler sur six ans pour fournir l'accès à 7 millions de foyers.

Sur la période de déploiement, FibreCo a l'intention d'investir jusqu'à 7 milliards d'euros, dont 70% devraient être financés par la dette.

"Ce partenariat s'appuie sur l'important réseau de nouvelle génération de Vodafone avec l'expertise industrielle d'Altice (...) Cet investissement important dans les infrastructures soutient le développement social, économique et numérique du pays et les ambitions du gouvernement allemand en matière de haut débit dans le cadre des objectifs de la décennie numérique européenne", a commenté Nick Rüdiger, directeur général du groupe Vodafone.

"No us avons été les pionniers des co-entreprises de fibre en France et au Portugal, et nous sommes donc ravis de pouvoir reproduire un tel exploit en Allemagne avec un tel partenaire", a pour sa part souligné David Drahi, co-PDG d'Altice.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SETIF
DAIRA SALEH BAY
COMMUNE DE HAMMA
MATRICULE FISCALE : 098419209000331

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N°:01/2022

Le président de l'assemblée populaire communale de HAMMA lance un avis d'appel d'offres ouvert n°:01/2022 pour la réalisation d'opération suivant : approvisionnements des cantines scolaires en alimentation de l'année 2023

Lot n°01 : alimentation générale, légume et fruits- Pain Amélioré

Lot n°02: produit laitier

Lot n°03 : viande blanche et rouge et œufs

Les soumissionnaires qualifiés dans le domaine intéressés par le présent avis d'appel d'offres sont invités à retirer les cahiers des charges auprès du service de marchés du HAMMA, contre paiement de la somme de : 4.000,00 DA.

Les soumissionnaires doivent présenter une enveloppe qui comprend : Dossier de candidature et une Offre Technique, l'autre Offre financière).

*Cahier des charges (partie technique) bien remplie, dûment signé et paraphé

*déclaration à souscrire bien remplie, dûment signé et paraphé

*déclaration de probité bien remplie, dûment signé et paraphé

* le dossier de candidature ; accompagnés des documents suivants :

01- Déclaration de candidature bien remplie dûment signé et paraphé

02- reçu de paiement droit de retirer cahier des charge.

03- bilans financier des trois (03) dernières années visés par le commissaire au comptes ou les services des impôts de circonscription s'il ya lieu .

04- liste des moyens matériels avec justificatifs (copies des cartes grise avec copies du contrat d'assurance en cours de validité)

Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui les fournit dans un délai de sa suite suivant L'article 69 du décret présidentiel n°15247 correspondant au 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public et les suivants:

05- copie du registre dans le domaine

06- copie du numéro d'identification (nif) .

07- attestation de mise à jours envers .CASNOS (copie en cours de validité)

08- copie de l'extrait de rôle en cours de validité.

09- copie du casier judiciaire n°3 du gestionnaire/ en cou copie en cours de validité à la date

10- copie du statut de création pour les entreprises (sarl, eurl, Ect) .

11- dérogation de pouvoirs (notariés) à la personne désignée pour la signature au nom de l'entreprise

*l'Enveloppe (Offre financière) ; accompagnés des documents suivants :

- lettre à souscrire bien remplie, dûment signée et paraphée .

- bordereau des prix unitaires bien remplie, dûment signé et paraphé

- devis quantitatif bien remplie, dûment signé et paraphé

Les Offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées. indiquent la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention "dossier de candidature * * offre technique * * ou * offre financière " selon le cas . Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention * a n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et dévaluation des offres - appel d'offres n° 01/2022 L'objet de l'appel d'offres

Les offres seront déposées la durée limite de remise des offres a été fixée de quinze (15) jours en référence à la dernière parution dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Le dépôt des offres se fera le dernier jour de la durée précisée de 08 :00 heures à 14 :00 heures après midi . si le dernier jour est un jour férié , la durée de préparation des offres sera prolongée jusqu' au le jour suivant du travail et le dépôt des offres sera de 08 :00 heures à 14 :00 heures après midi l'heure d'ouverture des plis .

Les soumissionnaires sont engagés par leurs offres pour une durée égale celle de la préparation de l'offre plus de (03) trois mois.

Ce présent avis est considéré comme étant une invitation aux soumissionnaires pour Assister à la cérémonie d'ouverture .

DK NEWS

Anep : 2216020370 du 19/10/2022

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION
ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE
WILAYA DE MÉDÉA

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION
ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ
DE PROXIMITÉ DE KSAR-EL- BOUKHARI
N° 1280/2022

AVIS DE RECRUTEMENT

Le directeur de l'établissement public de santé de proximité de Ksar El Boukhari lance un avis de recrutement externe suivant les conditions et critères indiqués ci-dessous:

Grade	Mode de recrutement	Condition d'accès	Spécialité	Nombre de postes	Lieu de recrutement	Condition
Médecin généraliste de santé publique	Concours sur titre	Médecin généraliste de santé publique	Médecin généraliste de santé publique	05	Ksar El Boukhari	
Attaché de laboratoire de santé publique		Comptable administratif principale	Diplôme d'étude universitaires appliquées dans la spécialité ou un reconnu équivalent	01		

01)- Le dossier de candidature concernant le concours sur titre est constitué des pièces suivantes :

- Demande de participation au concours.
- Photocopie du diplôme légalisé.
- Attestation de travail justifiant l'expérience professionnelle éventuellement.
- Relevé de notes de fin de cycle d'études- dernière année.
- Attestation justifiant la situation vis-à-vis du service national.
- La résidence.
- Photocopie de la carte nationale légalisée.
- Casier judiciaire (N°03) en cours de validité.
- Certificat médical (Physio et médecine générale).
- 02 Photos d'identité.

02)- Les inscriptions seront ouvertes pendant 15 jours à compter de la date de la parution de présent avis de recrutement à l'EPSP de Ksar El Boukhari rue Boughar.

DK NEWS

Anep : 2216020335 du 19/10/2022

HAND-MONDIAL-2023 (MESSIEURS) La sélection algérienne en stage de préparation (Fédération)

L'équipe algérienne de handball "seniors messieurs" poursuit son stage de préparation à Alger, entamé le 15 octobre, en vue de sa participation au Championnat du monde prévu du 11 au 29 janvier 2023 en Pologne et Suède.

Dix-sept (17) joueurs dont deux (02) joueurs exerçant à l'étranger prennent part à ce regroupement (15 - 22 octobre) sous la conduite du coach national Rabah Gherbi. Il s'agit de Messaoud Berkous (Club Istres / France) et Mokhtar Kouri (Al-Kadissia / Arabie saoudite).

La sélection algérienne de handball (messieurs) entamera le 28^e championnat du monde 2023 en affrontant la Serbie le vendredi 13 janvier à la salle Spodek à Katowice (Pologne), dans le cadre de la 1^{re} journée du tour préliminaire (Gr.E).

Le Sept national enchaînera en défiant le Qatar, champion d'Asie, le dimanche 15 janvier à la même enceinte, avant de conclure le tour préliminaire face à l'Allemagne, le mardi 17 janvier toujours à la salle Spodek.

L'Algérie a validé son billet

pour le Mondial, en battant la Guinée (27-26), en match de classement pour la 5^e place de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, qui a vu la consécration de l'Egypte, large vainqueur en finale face au Cap-Vert (35-27).

Pour rappel, l'Afrique sera représentée aux Mondial 2023 par cinq équipes: l'Egypte, le Cap-Vert, le Maroc, la Tunisie, et l'Algérie.

Trente-Deux (32) nations ont été versées dans huit (08) groupes: Groupe A (Espagne, Monténégro, Chili, Iran), Groupe B (France, Pologne, Arabie saoudite, Slovaquie), Groupe C (Suède, Brésil, Cap Vert, Uruguay), Groupe D (Islande, Portugal, Hongrie, Corée du sud), Groupe E (Allemagne, Qatar, Serbie, Algérie), Groupe F (Norvège, Macédoine du nord, Argentine, Pays-Bas), Groupe G (Egypte,

Croatie, Maroc, Etats-Unis), Groupe H (Danemark, Belgique, Bahreïn, Tunisie).

Les trois (03) premiers pays de chaque groupe passeront au deuxième tour (tour principal) qui regroupera vingt-quatre (24) équipes. Ces dernières seront versées dans quatre (04) groupes de six (06) nations. Les premiers et deuxièmes de chaque groupe passeront aux quarts de finale.



Liste des joueurs algériens en stade :

MC Alger : Reda Arib, Zine-Eddine Bouhada, Yacine Djedid, Abdeldjalil Zennadi.
HBC El-Biar : Rayan Abrouss, Rabah Rassim Medahi, Merouane Hammad.
US Blida : Salim Mzaza.
ES Ain Touta : Nidham Baha Eddine Djeghaha.
JSE Skikda : Rafik Bounab, Oussama Djema'a.
CR Bordj Bou Arreridj : Mohamed Merouane Bouziane, Nedhal Eddine Blida.
Club sportif de Constantine : Rami Sidi Aissa.
MC Bordj Bou Arreridj : Mohamed Chehr-Eddine Hachemi.
Club Istres (France) : Messaoud Berkous
Al-Kadissia (Arabie saoudite) : Mokhtar Kouri.

BASKET-BALL - ALGÉRIE Des changements au niveau de la direction technique nationale (Fédération)

La Fédération algérienne de basket-ball (FABB) a procédé à des changements au niveau de la direction technique nationale, en prévision des prochaines échéances internationales dont le Championnat arabe des nations (messieurs), prévu en février 2023 en Tunisie.

Dans une déclaration à l'APS, le président de la FABB, Rabah Bouarifi, a annoncé les désignations de Salaheddine Filali au poste de Directeur technique national (DTN), en remplacement de Toufik Chebani, et Yacine Belal à la tête de la direction des équipes nationales (DEN).

"Filali et Belal se sont engagés avec la FABB jusqu'à la fin du mandat olympique en cours (2021-2024), avec l'objectif de réorganiser la direction technique nationale, en prévision des prochaines échéances internationales", a précisé le président de la FABB.

Outre la réorganisation de la DTN, Filali et Belal auront la tâche de relancer les différentes sélections nationales, dont la sélection seniors messieurs, appelée à disputer le Championnat arabe des nations prévu en février 2023 en



Tunisie. Pour rappel, Salaheddine Filali avait déjà occupé à plusieurs reprises le poste de DTN de la FABB, lors des vingt dernières années. Par ailleurs, le coup d'envoi du Championnat d'Algérie de la discipline, Super-Division (messieurs), est prévu ce vendredi avec 18 clubs en lice pour détrôner le NB Staouéli, sacré la saison écoulée pour la deuxième fois de son histoire.



TENNIS - CLASSEMENT MONDIAL DE LA WTA Un bond de dix places pour l'Algérienne Ines Ibbou, désormais 504^e

La tennismoman algérienne Ines Ibbou a gagné dix places dans le nouveau classement mondial WTA, publié lundi, et se positionne désormais au 504^e rang, avec un total de 82 points. Même en double, l'Algérienne de 23 ans a réa-

lisé une belle petite ascension cette semaine, puisqu'elle a gagné huit places, grâce auxquelles elle s'est hissée au 437^e rang, avec un total de 158 points. L'ex-championne d'Afrique Junior s'est engagée dans un tournoi à 60.000 USD dont

le tableau final débutera ce mardi (18 octobre) à Glasgow (Ecosse), avec la possibilité d'améliorer son classement mondial dès la semaine prochaine, en cas de bon parcours, bien sûr, aussi bien en simple qu'en double.

CYCLISME - MONDIAUX SUR PISTE 2022 L'Algérien Yacine Chalel victime d'une lourde chute sur l'élimination

Le cycliste algérien Yacine Chalel a été victime d'une lourde chute dans la course par élimination des Mondiaux 2022 sur piste, disputée dimanche soir à Montigny-Le-Bretonneux (France), et a été contraint à l'abandon. "C'était littéralement un vol plané, suivi d'une très longue glissade. Je m'étais fait rentrer dedans et je n'ai absolument rien pu faire. Après quoi, les commissaires m'ont demandé d'arrêter, alors que j'avais changé ma roue et repris la course avant la fin des cinq tours réglementaires. Je suis très déçu de finir mes Mondiaux à la 16^e place, alors que les sensations étaient là. Mais c'est comme ça. C'est la dure loi de l'élimination" a publié l'international algérien sur sa page Facebook.

"A présent, je vais m'accorder un peu de

repos, avant d'entamer un hiver studieux, car les objectifs vont arriver très vite en 2023" a poursuivi le pistard de 26 ans, sociétaire de l'équipe All Cycles Val d'Europe.

Chalel a disputé plusieurs épreuves lors de ces Mondiaux 2022 de cyclisme sur piste, mais aucune ne s'est passée comme il l'avait espéré, à commencer par le Scratch, dans lequel il a été contraint à l'abandon, à cause d'un blocage. Après quoi, il s'est contenté de la 24^e place sur l'Omnium, lui qui initialement visait une bonne place dans le Top 20. "Le niveau de la compétition était tellement élevé qu'il était digne d'une course olympique. Je considère d'ailleurs que cette course aux points a probablement été la plus difficile de toute ma carrière. J'ai vraiment tout donné, mais cela n'a pas suffi", a

regretté l'Algérien, qui n'était pas au bout de ses peines, car la guigne l'a poursuivi jusqu'à dimanche soir, sur l'élimination.

"L'échec de cette participation m'a fait comprendre que je dois continuer à travailler, particulièrement mon endurance, pour pouvoir viser un Top 15 à l'avenir" a-t-il encore souligné.

Chalel a participé à ces Mondiaux 2022 en compagnie de son compatriote Lofli Tchambaz, qui était engagé dans la course aux points, disputée vendredi, mais il n'était pas allé au bout.

Les deux Algériens se sont qualifiés pour cette 112^e édition des Championnats du monde sur piste grâce aux points engrangés pendant les compétitions internationales officielles.

EQUITATION Championnat d'Algérie de fantasia samedi prochain à El Bayadh



Le championnat d'Algérie de fantasia aura lieu, ce samedi, au centre équestre "Sidi Hadj Bahous" d'El Bayadh, a-t-on appris, lundi, de la fédération équestre Algérienne.

Cette manifestation d'une journée, organisée par la ligue de wilaya d'équitation en collaboration avec la fédération de cette discipline et la direction locale de la jeunesse et des sports, verra la participation de plus de 300 cavaliers représentant dix-huit clubs du pays qualifiés à cette compétition à l'issue des phases wilayas.

Le programme de la compétition comprend trois courses dans le domaine individuelles et doubles et par équipes, a-t-on indiqué.

Le système de notation des troupes repose sur plusieurs critères dont la présentation, l'alignement des montures, l'état de santé des montures et la prestation. Cette manifestation sportive hippique vise à promouvoir et préserver cette tradition équestre et d'encourager l'élevage des chevaux notamment ceux de la race arabe-barbe, indiquent les organisateurs.



COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (2E TOUR PRÉLIMINAIRE ADDITIONNEL) L'USMA affrontera les Sud-Africains de Cap Town City FC

L'USM Alger, seul représentant algérien en Coupe de la Confédération africaine de football (CAF) après l'élimination de la JS Saoura, affrontera les Sud-africains de Cap Town City FC au 2e tour préliminaire additionnel, selon le tirage au sort effectué mardi au siège de l'instance continentale au Caire en Egypte.



La première manche se jouera en Afrique du Sud le mercredi 2 novembre, alors que le match retour est programmé une semaine plus tard (mercredi 9 novembre) au stade du 8-mai 1945 de Sétif.

Exemptée du 1er tour préliminaire, l'USMA s'est qualifiée pour le 2e tour préliminaire additionnel, en éliminant les

Togolais de l'ASC Kara (aller à Lomé : 2-0, retour à Sétif : 2-1).

De son côté, la formation de Cap Town City a été éliminée au 2e tour préliminaire de la Ligue des champions, après sa défaite à deux reprises lors de la double confrontation face aux Angolais de Petro Atlético (aller : 3-0, retour : 1-0).

Pour rappel, la JS Saoura qui aspirait accompagner le club algérien, a raté une belle occasion de se qualifier, en concédant le nul samedi à Sétif face aux Ivoiriens du Sporting Gagnoa (0-0).

Lors de la première manche disputée au stade de Yamoussoukro, la JSS s'est inclinée (1-0).

Coupe de la Confédération (2e tour préliminaire additionnel) : résultats du tirage au sort

Résultats du tirage au sort du 2e tour préliminaire additionnel de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), effectué mardi au siège de l'instance africaine au Caire (Egypte) :

RC Kadiogo (Burkina Faso) ou AS Vita Club (RD Congo) - St-Eloi Lupopo (RD Congo)
Royal Leopards (Eswatini) - Real Bamako (Mali)
TP Mazembe (RD Congo) - Royal AM (Afrique du Sud)
Primeiro Agosto (Angola) - Future FC (Egypte)
ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire) - Sporting Gagnoa (Côte d'Ivoire)
Djoliba AC (Mali) - AS FAR Rabat (Maroc)
Al-Ahly Tripoli (Libye) - Marumo Gallants (Afrique du Sud)
ASKO Kara (Togo) - Club Sfaxien (Tunisie)
Young Africans (Tanzanie) - Club Africain (Tunisie)
Flambeau du Centre (Burundi) - DC Motema Pembe (RD Congo)
Rivers United (Nigeria) - Al-Nasr (Libye)
US Monastir (Tunisie) - RS Berkane (Maroc)
Cape Town City (Afrique du Sud) - USM Alger (Algérie)
ASN Nigelec (Niger) - Pyramids FC (Egypte)
La Passe (Seychelles) - Diables Noirs (Congo)
Plateau United (Nigeria) - Al-Akhdar (Libye)

NB : Les matchs aller se joueront le mercredi 2 novembre, a lors que la seconde est fixée au mercredi 9 novembre.

CAN-2023 (U23) ELIMINATOIRES (2E TOUR - ALLER) RD CONGO-ALGÉRIE L'équipe nationale aborde la dernière ligne droite

L'équipe nationale de football des moins de 23 ans (U23), a entamé lundi un stage bloqué au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, en vue de la double confrontation face à la RD Congo, les 23 et 29 octobre, comptant pour le deuxième tour des éliminatoires de la CAN 2023 de la catégorie.

Le sélectionneur national Noureddine Ould Ali a opté pour un amalgame de joueurs évoluant en Algérie et ceux qui jouent en Europe.

La page officielle Facebook du CR Belouizdad a annoncé la convocation de

quatre de ses joueurs pour les deux matchs face aux Congolais : Redouane Maâchou, Mohamed Azzi, Akram Bouras, et Mohamed Islam Belkheir.

Les "Verts" effectueront lundi leur première séance d'entraînement au CTN, et seront soumis à un rythme d'une séance par jour jusqu'à leur départ pour Kinshasa jeudi à bord d'un avion spécial.

"Je vais d'abord rassembler mes joueurs et m'attarder sur leur état de forme, ce n'est qu'après que je déciderai de la liste des joueurs qui iront en RD Congo", a indiqué le coach national dans une ré-

cente déclaration accordée au site officiel de la Fédération algérienne (FAF).

Le match aller face à la RD Congo se jouera le dimanche 23 octobre à 15h30 alors que le match retour est prévu le samedi 29 du même mois au stade du 8 mai 1945 de Sétif.

En cas de qualification, les "Verts" défieront au 3e et dernier tour (20-28 mars 2023, ndlr) le vainqueur de Ghana-Mozambique.

Pour rappel, la CAN U23 se jouera en juin 2023 au Maroc, et sera qualificative pour les Jeux olympiques JO-2024 à Paris.

TOURNOI DE L'UNAF (U20) LIBYE - ALGÉRIE (1RE JOURNÉE) Les "Verts" pour démarrer du bon pied

L'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20), affrontera mardi son homologue libyenne au stade de Suez en Egypte (17h00, algériennes), avec l'intention de gagner et bien démarrer le tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 de la catégorie.

Deux mois après avoir atteint le dernier carré de la Coupe arabe des nations, disputée entre juillet et août derniers en Arabie saoudite, la sélection nationale renoue avec la compétition, avec cette

fois-ci un enjeu beaucoup plus important à savoir se qualifier pour la CAN-2023, dont la phase finale aura lieu en Egypte.

Le sélectionneur national Mohamed Lacette, a fait appel à 25 joueurs, appelés à sortir le grand jeu pour réaliser un sans-faute, et du coup terminer premier au terme de ce mini-championnat.

"Psychologiquement, l'équipe doit être forte pour aborder ces derbys maghrébins.

On doit gérer nos émotions et être mentalement solides", a indiqué le coach national.

Outre l'Algérie et la Libye, ce tournoi à quatre regroupera également la Tunisie et le Maroc.

Le match d'ouverture du tournoi opposera un peu plus tôt dans la journée le Maroc à la Tunisie (14h00).

Les coéquipiers du défenseur Rayan Dehilis (Olympique Marseille/France), enchaîneront en affrontant le Maroc le vendredi 21 octobre (14h00), avant de croiser le fer avec la Tunisie le lundi 24 octobre (14h00).

Le premier à l'issue des trois journées de compétition se qualifiera pour la phase finale

de la Coupe d'Afrique des nations de la Catégorie prévue en Egypte.

Voici par ailleurs le calendrier du tournoi de l'UNAF (en heures algériennes) :

1re journée (Mardi 18 octobre 2022) :
Maroc - Tunisie (14h00)
Libye - Algérie (17h00)
2e journée (Vendredi 21 octobre) :
Algérie - Maroc (14h00)
Tunisie - Libye (17h00)
3e et dernière journée (Lundi 24 octobre) :
Maroc - Libye (14h00)
Algérie - Tunisie (14h00).

CAN U17 2023 (ÉLIMINATOIRES) Plus que cinq places à prendre pour la phase finale en Algérie

Sept pays sur douze ont validé jusque-là leur billet pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations des moins de 17 ans prévue en Algérie en octobre prochain.

Deux nouvelles sélections ont réussi, samedi dernier à composer leur billet qualificatif pour la CAN U17 Algérie 2023, il s'agit de la Somalie et du Soudan du Sud, toutes deux issues de la zone Est (CECAFA). Elles rejoignent ainsi l'Algérie (pays hôte), le Sénégal, le Nigeria, le Mali et le Burina Faso.

Les cinq nations restantes seront issues des zones suivantes :

Afrique du Nord (UNAF) : Une (1) sélection devra décrocher son ticket, lors d'un tournoi qualificatif qui aura lieu entre le 6 et le 16 novembre 2022 en Algérie, où quatre sélections sont concernées, à savoir l'Egypte, la Libye, la Tunisie et le Maroc.

Afrique Centrale (UNIFFAC) : Deux (2) sélections sont attendues, mais le tournoi qualificatif n'a pas encore été fixé.

Sud de l'Afrique (COSAFA) : Deux (2) sélections devront se hisser au rendez-vous qu'accueillera l'Algérie à l'issue du tournoi qualificatif prévu du 30 novembre au 10 décembre 2022 dans un pays à déterminer.

LIGUE 1 Sahel Mohamed (MC El Bayadh) suspendu six mois (LFP)

Le vice-président du MC El Bayadh Sahel Mohamed a écopé de six (06) mois de suspension dont deux (02) mois avec sursis (interdiction d'exercer toute fonction et/ou activité en relation avec le football), a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) lundi.

Sahel Mohamed qui n'a pas répondu à trois convocations de la commission de discipline, devra en outre s'acquitter d'une amende de 80.000 DA pour propos grossiers et tentative d'agression envers officiel de match.

Le joueur du MC El Bayadh Belalem Djamel, exclu pour faute grave, a été sanctionné de deux matchs de suspension tandis que son coéquipier Balegh Abou Souffiane a écopé d'un match de suspension et 30.000 DA d'amende pour contestation de décision.

Le MCEB a été condamné à payer une deuxième amende de 40.000 DA pour conduite incorrecte de l'équipe.

Le joueur Abada Achref (ASO Chlef) est suspendu pour un match plus une amende de 30.000 DA pour contestation de décision.

D'autre part, la commission de discipline a infligé une amende de 100.000 DA à l'USM Khenchela pour présence des personnes étrangères dans le tunnel menant à l'accès du terrain.

B A L L O N D ' O R

Le Français Karim Benzema sacré Ballon d'Or 2022

Le Français Karim Benzema, immense favori, a décroché lundi soir le Ballon d'Or du meilleur joueur pour couronner sa saison 2021-2022 parfaite avec le Real Madrid, une consécration planétaire pour l'attaquant des Bleus (34 ans), premier Français récompensé depuis Zinédine Zidane en 1998.

Recevant le trophée des mains de Zidane lors de la cérémonie organisée au Théâtre du Châtelet à Paris, Benzema a été sacré devant le Sénégalais Sadio Mané (Liverpool), champion d'Afrique qu'il avait battu en finale de la Ligue des champions en mai (1-0), et le Belge Kevin De Bruyne (Manchester City).



L'ailier international algérien de Manchester City (Premier league anglaise de football) Riyad Mahrez, a pris la 12e place, au classement final du 66e Ballon d'Or France Football 2022, dont la cérémonie est prévue ce lundi soir au Théâtre du Châtelet, à Paris.

Le capitaine de l'équipe nationale d'Al-

gérie, meilleur buteur des "Cityzens" la saison dernière avec 24 buts marqués et 9 passes décisives, toutes compétitions confondues, a été retenu dans une liste finale comprenant 30 joueurs.

Mahrez a été nommé pour la quatrième fois de sa carrière après 2016 (7e place), alors qu'il portait les couleurs de Leicester City, et en 2019, où il avait terminé 10e au classement. Lors de la précédente édition 2021, il s'était classé à la 20e position. Le capitaine des "Verts" a notamment devancé le quintuple détenteur du trophée le Portugais Cristiano Ronaldo (Manchester United/ 20e), l'Anglais Harry Kane (Tottenham/ 21e), ou

encore l'attaquant uruguayen Darwin Nunez (Liverpool/ 25e).

Le Ballon d'Or est attribué par un jury international de journalistes spécialisés à raison d'un représentant par pays. Le Ballon d'Or est attribué en fonction de trois critères principaux : performances individuelles et collectives (palmarès) pendant la saison, classe du joueur (talent et fair-play), et carrière du joueur.

L'attaquant français du Real Madrid

Karim Benzema, vainqueur de la Liga et de la Ligue des champions, est le grand favori pour succéder à l'Argentin Lionel Messi (Paris SG), vainqueur des deux dernières éditions. Arrivé à Madrid en 2009 en provenance de l'Olympique lyonnais (France), Benzema (34 ans), devancerait l'attaquant polonais du FC Barcelone Robert Lewandowski et le buteur du Bayern Munich Sadio Mané, champion d'Afrique avec le Sénégal.

Les dix derniers vainqueurs

Les dix derniers vainqueurs du Ballon d'Or, après le sacre du Français Karim Benzema et de l'Espagnole Alexia Putellas lors de la cérémonie de remise des trophées 2022 lundi soir à Paris:

Ballon d'Or masculin:

- 2022: Karim Benzema (FRA)
- 2021: Lionel Messi (ARG)
- 2020: (*)
- 2019: Lionel Messi (ARG)
- 2018: Luka Modric (CRO)
- 2017: Cristiano Ronaldo (POR)
- 2016: Cristiano Ronaldo (POR)
- 2015: Lionel Messi (ARG)
- 2014: Cristiano Ronaldo (POR)
- 2013: Cristiano Ronaldo (POR)
- 2012: Lionel Messi (ARG)

Ballon d'Or féminin:

- 2022: Alexia Putellas (ESP)
- 2021: Alexia Putellas (ESP)
- 2020: (*)
- 2019: Megan Rapinoe (USA)
- 2018: Ada Hegerberg (NOR)

Notes: le Ballon d'Or n'a pas été attribué en 2020, à cause de la pandémie de Covid-19. Le Ballon d'Or féminin n'est attribué que depuis 2018.

Mahrez termine à la 12^e place

Foot féminin : l'Espagnole Alexia Putellas sacrée pour la deuxième année

L'Espagnole Alexia Putellas (FC Barcelone) a été élue Ballon d'Or féminin pour la deuxième année consécutive, lundi soir à Paris.

Elle devance l'Anglaise Beth Mead (2e), d'Arsenal, sacrée championne d'Europe à domicile avec les "Lionesses" et désignée meilleure joueuse de la compétition, et l'Australienne Sam Kerr (3e), qui joue à Chelsea.

"Le 5 juillet, je me suis blessée au genou, je pensais que ce ne serait pas possible" de remporter une seconde fois le trophée, "qu'on allait seulement se souvenir des choses les plus récentes", a lancé la lauréate sur la scène du théâtre du Châtelet, avant la désignation du Ballon d'Or masculin, attendue vers 21h39, pour lequel Karim Benzema est favori.

"Je suis très heureuse d'être ici de nouveau", a-t-elle ajouté.

"L'année dernière, quand j'ai réussi à remporter une première fois le trophée, je m'étais promis de m'améliorer pour me mettre au service de l'équipe". Elle a ensuite eu

un mot pour ses coéquipières, "sans elles je ne serais pas ici, je n'aurais pas pu l'emporter. Je les aime toutes et je les remercie".

Bien qu'elle ait manqué l'Euro cet été pour cette grave blessure au genou, survenue à la veille de la compétition, Putellas, âgée de 28 ans, s'est imposée, devenant la première lauréate à conserver son Ballon d'Or féminin, lancé en 2018 par le magazine France Football.

La première année, la Norvégienne Ada Hegerberg (Lyon) l'avait emporté, suivie en 2019 de la championne du monde américaine Megan Rapinoe (Reign FC, devenu OL Reign).

L'édition 2020 avait été annulée en raison du Covid-19, et Putellas s'était imposée une première fois en 2021.

Les Anglaises, Beth Mead en tête, figuraient parmi les favorites, mais les voix des jurés se sont dispersées entre la joueuse d'Arsenal, Lucy Bronze (10e) et Millie Bright (15e).

Milieu offensive ou attaquante, celle qui porte son prénom, Alexia, floqué

sur son maillot, a terminé championne d'Espagne, et finaliste de la Ligue des champions avec le Barça, battu par Lyon (3-1).

Après avoir joué en équipes de jeunes à Sabadell, elle est passée par l'Espanyol Barcelone avant de revenir à 19 ans au Barça, le club de son cœur, à 18 ans, en 2012, où elle accompagne la création de la section professionnelle, en 2015. Elle s'y est imposée comme une légende, devenant six fois championne d'Espagne.

La Catalane détient le record de sélections avec l'équipe féminine d'Espagne, avec 100 capes (23 buts).

Absente des terrains sur blessure jusqu'à 2023, Putellas est actuellement en conflit avec la Fédération espagnole de football (RFEF) comme une majorité d'internationales.

Le 22 septembre, quinze joueuses de la "Roja" ont annoncé renoncer à porter le célèbre maillot rouge tant que le sélectionneur actuel Jorge Vilda, à qui la RFEF a renouvelé sa confiance, restera en poste.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIRECTION DE LA SANTÉ DE LA WILAYA DE GHARDAÏA

Établissement Hospitalier Spécialisé - Gueddi Bakir - Gharadaïa

AVIS DE RECRUTEMENT

Grade	Mode de recrutement	N° de Postes	Conditions de recrutement	Date d'ouverture le délai de dépôt des dossiers	Dernier délai de dépôt des Dossiers
Médecins Généralistes de santé publique	Sur titre	01	Les Candidats titulaires d'un diplôme de médecine ou d'un titre reconnu équivalent,	A partir du premier jour de la parution de cet avis	Après 15 jours d'ouverture des inscriptions
Pharmaciens Généralistes de santé publique	Sur titre	01	Les Candidats titulaires d'un diplôme de pharmacien ou d'un titre reconnu équivalent		

La sélection de la commission de concours composée de :

- L'autorité investie de pouvoir de nomination président

- Deux membres Issus au grade supérieur au concours membres

La sélection de la commission de l'examen du résultat final composée de :

- L'autorité investie de pouvoir de nomination ou l'administration de tutelle ou le représentant de l'une des parties Président

- Représentant de la commission paritaire du corps ou du grade concerné Membre

- Un membre la commission de la sélection Membre

Le dossier composé de :

Le dossier obligatoire	Les pièces demandées en réserve
- Demande manuscrite de participation (TEL/Grade).	- Diplôme formation supérieur au diplôme exigé à l'examen.
- Copie certifiée conforme à l'original de la carte d'identité nationale.	- Les travaux et les études réalisés
- Copie certifiée conforme à l'original du diplôme ou titre reconnu équivalent plus relevé de notes de parcours des études.	- Certificats prouvant l'expérience.
- Fiche de renseignement.	- Fiche familiale.
	- Photocopie légaliser de la carte de l'OCFLN ou FLN ou veuf de chahid ou fils de chahid.
	- Photo copie légaliser d'une carte de handicapé
	- Certificat de soutien de famille.
	- Deux (02) photos d'identité.
	- Attestation justifiant la position du candidat vis-à-vis des obligations du service national
	- Deux certificats (médicaux générale et phtisilogie)
	- Attestation de travail effectué, le cas échéant
	- Un certificat de naissance n°3.

Le Dépôt des dossiers et le lieu de centre d'examen au niveau de l'établissement Hospitalier Spécialisé (Gueddi Bakir) Gharadaïa

Les conditions de sélection:
- Droit du Fils de CHAHID.
- Les handicapés pouvant occuper une fonction.
- L'âge du candidat.
- situation familiale du candidat.

Les étapes de recours : les candidats non acceptés au concours peuvent déposer un recours au niveau de l'autorité investie le pouvoir de nomination qui doit répondre (5) jours de travail (au minimum) avant la date du concours.

BRÉSIL : UNE BONNE NOUVELLE POUR RICHARLISON

Touché au mollet lors de la victoire de Tottenham contre Everton (2-0), samedi, l'attaquant Richarlison (25 ans, 13 matchs et 2 buts toutes compétitions cette saison) avait quitté le Tottenham Hotspur Stadium avec des béquilles et les larmes aux yeux, craignant de ne pas pouvoir disputer la prochaine Coupe du monde avec le Brésil. Plus de peur que de mal finalement, puisque l'international brésilien ne ratera pas le Mondial au Qatar. L'ancien joueur d'Everton ne sera finalement absent que deux semaines. C'est le joueur lui-même qui a annoncé la durée de son absence pour dissiper tous les doutes. "Dieu merci, ce n'était qu'une frayeur. Deux semaines et je serai de retour", a-t-il publié sur les réseaux sociaux.



BALLON D'OR

REAL K. BENZEMA : "LE BALLON D'OR DU PEUPLE"

Connu pour son altruisme, Karim Benzema (34 ans, 6 matchs et 4 buts en Liga cette saison) en a fait une nouvelle démonstration après son sacre au Ballon d'Or. Dans son discours, l'attaquant du Real Madrid a remercié tous ceux qui l'ont aidé à atteindre ce niveau.

"Je remercie tout le monde. Ce Ballon d'Or est individuel mais ça reste collectif. C'est pour ça que pour moi, c'est le Ballon d'Or du peuple", a confié le Français devant la salle qui lui a réservé une ovation.

MLS

G. HIGUAIN : "LE RÊVE EST TERMINÉ"

L'attaquant Gonzalo Higuain (34 ans) a disputé son dernier match lundi lors d'une défaite de son équipe de l'Inter Miami face au New York City (0-3), lors des play-offs de la Major League Soccer. C'est la fin d'une prolifique carrière pour l'ancien international argentin, finaliste de la Coupe du monde 2014.

"Le rêve est terminé, maintenant une autre vie commence, a déclaré le néo-retraité après la rencontre. Ça a été la moitié de ma vie, une carrière de 17 ans et des images de toute ma carrière me sont venues à l'esprit. Mais je pars très heureux car j'ai tout donné jusqu'à aujourd'hui et c'est le plus important."

Après des débuts en Argentine avec River Plate (2005-2006), Higuain est parti en Europe, évoluant sous les couleurs du Real Madrid (2006-2013), de Naples (2013-2016), de la Juventus Turin (2016-2020), du Milan AC (2018-2019) et de Chelsea (2019). Il avait rejoint l'Inter Miami et les Etats-Unis en 2020.

REAL PÉREZ ÉVOQUE LA RUMEUR MBAPPÉ

Alors que l'avenir de Kylian Mbappé (23 ans, 14 matchs et 12 buts toutes compétitions cette saison) a beaucoup fait parler ces derniers jours, la presse espagnole annonçait que le Real Madrid était toujours intéressé par la venue de l'attaquant français malgré son refus de signer dans la capitale espagnole cet été pour prolonger au Paris Saint-Germain. Interrogé sur le sujet par la Cadena SER, le président madrilène Florentino Pérez a laissé entendre qu'il avait tourné la page.

"Je ne suis pas fatigué des rumeurs sur Mbappé, mais je ne lis même plus sur le sujet, a-t-il lancé. On a passé un bon été. Maintenant, cela n'a plus aucun sens. Nous avons deux joueurs, avec Vinicius et Rodrygo, qui progressent de manière spectaculaire en attaque. Ce sont deux cracks."

Pour rappel, le champion du monde a démenti les rumeurs sur son désir de quitter le PSG en janvier



TROPHÉE YACHINE COURTOIS VAINQUEUR!

Avant le sacre attendu de Karim Benzema, son coéquipier Thibaut Courtois s'est imposé dans la catégorie des gardiens ! Le portier du Real Madrid, lui aussi décisif dans les titres des Merengues la saison dernière, a en effet remporté le Trophée Yachine. Le Belge, 7e au classement du Ballon d'Or 2022, succède ainsi au dernier rempart du Paris Saint-Germain Gianluigi Donnarumma. Les Brésiliens Alisson Becker et Ederson complètent le podium devant Edoúard Mendy et Mike Maignan, 5e. L'autre Français Hugo Lloris n'est que 10e.

PRIX SOCRATES MANÉ HONORÉ

Pour la première fois, la cérémonie du Ballon d'Or a permis de décerner le Prix Socrates qui récompense un acteur engagé du football. Et la nouvelle distinction revient à l'attaquant du Bayern Munich Sadio Mané pour ses dons au Sénégal. Le champion d'Afrique n'hésite pas à verser une partie de son salaire à Bambali, le village de son enfance, pour la construction d'hôpitaux et de centres éducatifs.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL **DK NEWS**

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL.** : 023.38.47.97» **FAX** : 023.38.47.95 **EMAIL** : contact@dknews-dz.com - **SITE** : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL.** : 023.38.48.00 **FAX** : 023.38.47.95 / **E-MAIL** : contact@dknews-dz.com - **IMPRESSION** : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - **ANEP spa** - 1, Avenue Pasteur - Alger - **TÉL.** : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - **FAX** : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-PAYS BAS

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique du Premier ministre des Pays-Bas

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, lundi, un appel téléphonique du Premier ministre du Royaume des Pays-Bas, M. Mark Rutte qui lui a présenté ses vœux à l'occasion du soixantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Cet appel a permis, à l'occasion, "d'évoquer les voies et moyens de développer les relations bilatérales, d'élargir les perspectives de coopération dans les domaines de l'économie, de l'énergie, de l'investissement, de l'enseignement et de

la formation et de leur insuffler un nouvelle dynamique, particulièrement avec la prochaine visite du Premier ministre des Pays-Bas à Alger, ainsi que de promouvoir cette coopération au niveau des relations politiques entre les deux pays", a conclu le communiqué.



PALESTINE

Le Conseil des ministres s'attelle à la mise en œuvre de "la Déclaration d'Alger" (Shtayyeh)

Le Premier ministre palestinien, Muhammad Shtayyeh, a affirmé, lundi, que le Conseil des ministres palestinien s'attelle à faire les démarches nécessaires pour la mise en œuvre de "la Déclaration d'Alger", notamment concernant le Gouvernement, en vue de mettre fin à la division et de réaliser l'unité nationale palestinienne. Dans une allocution prononcée lors de la réunion du Gouvernement palestinien, M. Shtayyeh a présenté ses remerciements à l'Algérie pour avoir

abrité la rencontre des factions palestiniennes, au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et au Gouvernement algérien.

Le Premier ministre palestinien a rappelé les violations sionistes continues à l'encontre du peuple palestinien, soulignant que les agressions se répètent au quotidien entraînant des morts, des blessés, des prisonniers, et un blocus à la ville de Naplouse et dans plusieurs camps de réfugiés.

PROJET DE LOI SUR LA PRÉVENTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

"Nouvel outil pour protéger l'économie nationale" (ministre)

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a affirmé, lundi à Alger, que le projet de loi relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme constituait un outil pour protéger l'économie nationale et honorer les engagements internationaux de l'Algérie. Dans son exposé présenté devant la Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, M. Tabi a précisé que ce projet de loi, modifiant et complétant la loi 05-01 du 6 février 2005, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme s'inscrit dans le cadre de la mise en adéquation "de la législation nationale avec les nouveautés internationales et l'adaptation du système juridique aux traités et conventions ratifiés par l'Algérie". Affirmant que ce projet de loi constitue "un outil

pour protéger l'économie nationale et le système financier et bancaire contre cette forme de criminalité grave", le ministre a indiqué que cette protection "est désormais nécessaire en raison du manque de mécanismes juridiques et réglementaires pour la prévention contre ces crimes". Ce projet vient "compléter les dispositions prévues dans le projet de loi modifiant et complétant le code pénal, soumis pour examen au Secrétariat général du gouvernement, et qui qualifie d'acte terroriste le financement de la prolifération des armes de destruction massive et en fixe les peines encourues", a souligné M. Tabi. Ce projet de loi qui a pris en compte lors de son élaboration les différentes propositions des intervenants dans ce domaine, notamment le ministère des Finances, la Cellule de Traitement des Informations Financières et la Banque d'Algérie, se décline en 5 principaux axes dont certains portent sur la révision de certains termes pour "plus de précision", la défini-

tion des obligations des intervenants dans l'opération de prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Le projet prévoit également des sanctions administratives infligées aux entreprises financières, aux institutions et aux professions non financières, telles que les avocats, les notaires, les commissaires-priseurs, les géronts ou leurs assistants en cas de manquement aux obligations qui leur sont assignées, et les oblige à signaler à l'organe spécialisé toute opération suspecte. En outre, il inclut les dispositions pénales proposées et la criminalisation de nouveaux actes. Il stipule également que dans le cas où l'infraction principale n'est pas prouvée, la poursuite judiciaire sera intentée sur la base de l'infraction de blanchiment d'argent comme infraction principale, ainsi que d'autres amendements relatifs à la confiscation des avoirs même sans condamnation.

TENUE DU SOMMET ARABE LE 1^{ER} NOVEMBRE Prolongement logique des principes de la Déclaration du 1^{er} novembre 1954

Le choix par l'Algérie d'abriter le Sommet arabe le 1^{er} novembre, date du déclenchement de la Révolution de libération nationale, est hautement symbolique, car s'inscrivant dans le prolongement de ses principes en faveur de l'unité arabe et du droit des peuples opprimés à l'autodétermination.

Dans le prolongement logique des principes énoncés dans la Déclaration du 1^{er} novembre 1954, l'Algérie a choisi d'abriter le Sommet arabe un 1^{er} novembre, car cette date symbolise les valeurs de lutte commune et rappelle à la mémoire le soutien arabe à la Révolution algérienne. Selon les observateurs, cette forte symbolique engagera les dirigeants arabes à prendre les décisions qui s'imposent pour promouvoir l'action arabe commune en vue de relever les défis qui se posent aux niveaux local, régional et international.

L'Algérie, qui a toujours banni la division et prôné l'unité des pays arabes pour relever les défis, compte, à travers ce sommet, renforcer la solidarité et l'intégration entre les pays de la région, unis par une communauté de destin. En effet, fidèle à la Déclaration du 1^{er} novembre, qui, faisant prévaloir l'intérêt du peuple, a rassemblé les différentes forces politiques algériennes de l'époque sous la bannière du Front de libération nationale (FLN), l'Algérie a, lors de toutes les crises au niveau arabe, appelé les antagonistes à transcender leurs divergences en plaçant l'intérêt général au premier plan.

Qu'il s'agisse de l'unité entre les Etats arabes ou en leur sein, l'Algérie reste attachée au principe du rassemblement des frères antagonistes. Cette position unificatrice qu'elle a toujours prônée à l'égard de la question palestinienne car elle demeure convaincue que la solution passe par la réconciliation et le dialogue inter-palestinien. Tel est d'ailleurs son objectif en œuvrant à abriter une réunion des factions palestiniennes avant la tenue du Sommet arabe, comme l'avait annoncé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La même vision prévaut concernant le dossier libyen ou

d'autres pays arabes en proie à l'instabilité. C'est pourquoi, tout sera mis en œuvre, lors du Sommet d'Alger, pour aboutir à des résultats sérieux à même de favoriser le retour de la situation à la normale et de permettre aux différentes parties de réaliser l'entente en s'appuyant sur leurs dénominateurs communs.

Parce que la date de sa tenue rappellera à la mémoire l'appui et le soutien arabes à l'Algérie dans sa lutte contre l'occupant français, ce sommet, qui se veut rassembleur, contribuera sans nul doute à remettre l'action arabe commune sur rail. Les ministres arabes des Affaires étrangères, réunis au Caire le 9 mars dernier dans le cadre de la session ordinaire du Conseil ministériel, avaient adopté la décision du Président Tebboune relative à la tenue du prochain Sommet arabe les 1^{er} et 2^e novembre, parallèlement à la célébration du 68^e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse guerre de libération. Lors de cette session, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, avait mis en avant la symbolique de la date retenue, soulignant qu'elle "consacre le soutien et la solidarité des Etats et peuples arabes avec la Glorieuse Révolution algérienne".

Cette date est hautement symbolique en ce qu'elle souligne "l'attachement des Etats arabes aux valeurs de lutte commune pour la libération et l'autodétermination, notamment dans le contexte des défis croissants découlant des graves tensions qui s'accroissent sur la scène internationale", avait-il affirmé.

Le Sommet sera également "l'occasion de célébrer avec le peuple algérien les gloires de cette nation et de s'en inspirer pour former une vision prospective à même de réaliser une renaissance arabe inclusive". Le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, avait, quant à lui, salué le "fort enthousiasme" de l'Algérie à l'idée d'abriter le prochain Sommet arabe, souhaitant que ce rendez-vous permette de "garantir une action arabe commune efficace" et de "relever les défis".

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Lancement d'une nouvelle application dédiée au réseau de transport universitaire à partir de dimanche (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a annoncé lundi à Alger le lancement, à partir de dimanche prochain, d'une nouvelle application "MyBus" visant à permettre aux étudiants de suivre en temps réel le réseau de transport universitaire.

Présentant un exposé sur le transport universitaire devant la commission

des transports et des télécommunications de l'APN, M. Baddari a souligné que cette application "relative à la numérisation de 10 lignes de transport universitaire relevant de l'Université des sciences et technologies Houari Boumediène (USTHB) de Bab Ezzouar (Alger), concernera 26 bus de transport universitaire".

"L'application qui sera généralisée avant la fin de

l'année 2022 s'inscrit dans le cadre de la modernisation du secteur de transport universitaire qui compte 5749 bus", a-t-il indiqué.

Il a ajouté que cette application "permettra à l'étudiant de suivre en temps réel le réseau de transport universitaire et les horaires d'arrivée des bus de transport universitaire", soulignant l'importance "d'œuvrer à assurer

les meilleures conditions aux étudiants pour qu'ils puissent se consacrer à leurs études". A cette occasion, M. Baddari a réaffirmé l'importance d'une coordination entre les membres de la communauté universitaire et le partenaire social pour "la gestion de l'université algérienne que nous ambitionnons de mettre au service de son environnement socio-économique".

